

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1748

[C — 2004/27097]

**4 FEVRIER 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon
fixant les conditions et les modalités d'intervention d'aide matérielle à l'intégration des personnes handicapées**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment les articles 6, 14 et 15;

Vu l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés, notamment les articles 50, 71, 72, 85, 1^{er}, a et b, et 93, 5^o;

Vu l'arrêté ministériel du 17 novembre 1965 fixant les conditions auxquelles le Fonds national de reclassement social octroie ou garantit des prêts aux handicapés en vue de leur accompagnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 1999 fixant les conditions et les modalités d'intervention d'aide matérielle à l'intégration des personnes handicapées;

Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 1967 fixant les critères d'octroi des interventions d'aide sociale en matière de reclassement social des handicapés;

Vu l'avis du Conseil consultatif wallon des personnes handicapées, donné le 29 septembre 2003;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, donné le 23 septembre 2003;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 15 juillet 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 juillet 2003;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 14 janvier 2004, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, modifiées par la loi du 4 août 1996, par la loi du 8 septembre 1997 et par la loi du 2 avril 2003;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il convient d'entendre par :

1^o le décret : le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

2^o l'Agence : l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées;

3^o la personne handicapée : la personne telle que définie par le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

4^o l'aide matérielle : les aides techniques et les aménagements destinés à compenser le handicap ou à prévenir son aggravation.

Art. 3. Dans les limites des crédits budgétaires, une prise en charge de tout ou partie des dépenses liées à l'aide matérielle individuelle peut être accordée en faveur des personnes handicapées, conformément aux dispositions du présent arrêté et de son annexe.

Art. 4. § 1^{er}. La prise en charge de l'aide matérielle est accordée à la personne handicapée pour les frais qui, en raison de son handicap, sont nécessaires à son intégration sociale.

§ 2. Les frais visés au § 1^{er}, doivent constituer des dépenses supplémentaires à celles qu'une personne valide encourt dans des circonstances identiques.

Le montant des dépenses liées à l'aide matérielle est établi par l'Agence sur base d'une étude comparative de marché, compte tenu des caractéristiques, qualités, conditions de garantie et conditions d'entretien des différentes aides matérielles.

Art. 5. Pour la personne handicapée ayant atteint l'âge de 65 ans au moment de l'introduction de la demande d'intervention, celle-ci ne peut être accordée que si les frais découlent directement du handicap constaté par l'Agence avant l'âge de 65 ans.

Art. 6. Par dérogation à l'article 40 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 portant exécution du décret, l'annexe du présent arrêté détermine selon la prestation d'aide matérielle, la nécessité d'un rapport pluridisciplinaire et, le cas échéant, le type de données pluridisciplinaires requises.

Art. 7. Les frais exposés par la personne handicapée en matière d'aide matérielle ne sont pas pris en charge par l'Agence :

1^o si, dans le cadre d'une législation de réparation ou de droit civil :

a) la personne handicapée s'abstient de réclamer en justice la réparation du préjudice à l'origine de sa demande auprès de l'Agence,

b) la personne handicapée renonce à la procédure ou au fond du droit;

2^o si la personne handicapée bénéficie, sur base du même handicap et des mêmes besoins que ceux visés dans le présent arrêté, d'une prestation sociale en vertu d'autres dispositions légales ou réglementaires, sauf exceptions reprises à l'annexe du présent arrêté;

3^o si la prise en charge fait l'objet d'une intervention accordée en vertu d'autres dispositions du décret ou de ses arrêtés d'exécution.

Art. 8. La prise en charge ne peut porter sur :

1^o l'appareillage pour le traitement médical, paramédical ou pour l'entretien de la condition physique, sauf ceux repris à l'annexe du présent arrêté;

2° les prestations de services effectuées par des personnes physiques ou morales, sauf celles reprises à l'annexe du présent arrêté, ainsi que les frais d'études, d'agrégation et d'architecte visés à l'article 9;

3° l'aide matérielle prêtée, louée, ou mise en leasing;

4° le matériel d'occasion, sauf exceptions reprises à l'annexe.

Art. 9. Les frais exposés correspondent au coût de la prestation d'aide matérielle, ainsi qu'aux frais d'études, d'agrégation et d'architecte qui y sont éventuellement liés, augmentés de la T.V.A.

Art. 10. § 1^{er}. Les frais exposés ne sont pris en considération que jusqu'à concurrence :

1° des frais visés à l'article 4;

2° en tout état de cause, pour les prestations d'aide matérielle figurant à l'annexe du présent arrêté, du montant fixé dans cette annexe.

§ 2. Du montant des frais visés au § 1^{er}, est déduit le montant de la réparation obtenue par décision judiciaire.

§ 3. Sans préjudice de la disposition du § 2, l'Agence accorde à la personne handicapée, à sa demande et dans l'attente de la réparation visée à l'article 7, 1°, une avance, dont le montant est établi conformément aux dispositions du présent arrêté et de son annexe.

Pour pouvoir bénéficier de l'avance, la personne handicapée doit subroger conventionnellement l'Agence dans ses droits et recours à l'encontre du tiers à qui incombe la réparation visée à l'article 7, 1°.

Art. 11. La demande d'intervention doit être accompagnée des documents requis par l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 portant exécution du décret. Seules les exceptions prévues à l'annexe nécessitent de joindre un devis.

Art. 12. Les prestations d'aide matérielle ne sont prises en charge que si elles sont livrées ou prestées au plus tôt le jour de la date de la demande d'intervention.

La liquidation des interventions de l'Agence est conditionnée par la remise des factures relatives aux prestations, dans un délai de six mois à compter de la notification de la décision d'intervention; ce délai est porté à deux ans, pour les aménagements et adaptations de maisons globaux relatifs à l'ISO 18, repris sous les points 13 à 15 et sous les codes ISO 18.21.03, 18.30.06, et 18.30.09.

Art. 13. Sans préjudice de l'application de l'article 8 et des exclusions expressément mentionnées dans l'annexe du présent arrêté, si l'Agence constate qu'une demande de prise en charge d'une aide matérielle répond aux conditions prescrites par le présent arrêté mais que, soit cette aide ne figure pas dans l'annexe, soit elle y figure mais que sa prise en charge ne répond pas à certaine condition d'octroi reprise à cet annexe, cette demande est soumise à l'avis du Conseil pour l'aide individuelle à l'intégration puis au Comité de gestion pour décision.

Art. 14. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 11 de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 portant exécution du décret, l'Agence peut solliciter l'avis motivé d'un service spécialisé ou d'un expert indépendant, habilités par elle, dans le cadre d'une demande d'aide matérielle :

1° soit visée à l'article 13 du présent arrêté;

2° soit portant sur :

a) le maintien au domicile;

b) les aides informatisées pour la communication, l'information, la signalisation, la domotique;

c) les aides pour la mobilité personnelle, y compris les adaptations pour voitures automobiles visées sous la rubrique 7.2.

§ 2. Par service spécialisé, on entend un service organisé, agréé ou subventionné par les pouvoirs publics.

§ 3. L'Agence habilite les services spécialisés et les experts indépendants visés au § 1^{er}, après une sélection effectuée sur base des critères suivants :

1° avoir son siège dans la région de langue française;

2° justifier de cinq années complètes d'expérience, d'analyse et de conseil de l'aide technique appartenant à un des champs visés au § 1^{er};

3° disposer d'une équipe pluridisciplinaire qualifiée comprenant au minimum une fonction d'ergothérapeute;

4° en cas de demande de l'Agence, s'engager à fournir l'avis motivé dans un délai de 60 jours à dater de la demande et tenant compte au minimum de la qualité mais aussi du coût;

5° garantir le respect du secret professionnel et de la vie privée;

6° s'abstenir de toute commercialisation des prestations visées au présent arrêté;

7° ne réclamer aucune intervention financière à la personne handicapée.

§ 4. L'Agence intervient dans les frais d'examen sollicités à concurrence d'un forfait repris à l'annexe du présent arrêté, pour autant que la prestation du service ou de l'expert ne soit pas couverte par des crédits ou par une subvention des pouvoirs publics. Aucune intervention dans le coût de la prestation ne peut être réclamée à la personne handicapée.

Art. 15. Chaque année, le Ministre, ayant la politique des personnes handicapées dans ses attributions, peut, sur proposition du Comité de gestion, mettre à jour l'annexe du présent arrêté.

Art. 16. Sont abrogés :

1° les articles 50, 71, 72, 85, 1°, a et b, et 93, 5°, de l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés;

2° l'arrêté ministériel du 17 novembre 1965 fixant les conditions auxquelles le Fonds national de reclassement social des handicapés octroie ou garantit des prêts aux handicapés en vue de leur accompagnement;

3° l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 1999 fixant les conditions et les modalités d'intervention d'aide matérielle à l'intégration des personnes handicapées;

4° les chapitres IV, V, VI et VIbis de l'arrêté ministériel du 27 décembre 1967 fixant les critères d'octroi des interventions d'aide sociale en matière de reclassement social de handicapés.

Art. 17. Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 18. Le Ministre qui a la Politique des personnes handicapées dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 février 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

**ANNEXE A L'ARRETE DU GOUVERNEMENT WALLON
FIXANT LES CONDITIONS ET LES MODALITES D'INTERVENTION D'AIDE MATERIELLE
A L'INTEGRATION DES PERSONNES HANDICAPEES.**

I. Dispositions générales

1.1. Afin de faciliter l'accès à l'information sur les aides techniques pour personnes handicapées, l'ensemble des prestations retenues dans la présente annexe ont été classées sur base de la classification ISO (International Standard Organisation) des « Aides techniques pour personnes atteintes d'un handicap » EN ISO 9999-2002 F

La référence aux classes ISO n'implique pas la prise en charge par l'Agence de l'ensemble des aides techniques regroupées dans ces classes.

1.2. Les montants figurant dans l'annexe sont des montants maximum d'intervention liés à l'indice-santé de référence.

A partir du 1^{er} janvier 2005, ils sont adaptés annuellement, chaque 1^{er} janvier (année n), compte tenu de l'indice des prix à la consommation visé au chapitre II de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, ci-après dénommé indice-santé, suivant la formule :

Montant en vigueur au 31 décembre de l'année n - 1 x indice-santé du mois de décembre de l'année n - 1
indice santé du mois de décembre de l'année n - 2

1.3. L'Agence ne peut pas accorder le renouvellement d'une prestation, ou déroger aux conditions de renouvellement fixées par la présente annexe, sauf en cas d'aggravation du handicap, d'impossibilité de réparation de la prestation ou dans les cas prévus expressément par la présente annexe.

1.4. Le montant prévu pour l'examen mentionné à l'article 14, § 4, est de € 375.

II. Types d'intervention

AIDES AUX SOINS ET A LA PROTECTION PERSONNELLE (ISO 09)

1. AIDES A L'HYGIENE (ISO 09.12)

Les aides ne peuvent être octroyées pour une utilisation au sein des services agréés et subventionnés par l'Agence.

1.1. Sièges percés (avec ou sans roulettes) (ISO 09.12.03)

1.1.1. Sièges percés

Conditions générales d'intervention

a) Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que l'intéressé présente une déficience qui affecte gravement ses déplacements.

b) L'aide doit être justifiée par la configuration des lieux.

Modalités d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

1.1.1.1. Siège percé sans roulettes : 121,95 EUR plus T.V.A.

1.1.1.2. Siège percé avec roulettes : 186,69 EUR plus T.V.A.

1.1.2. Sièges percés avec assise spéciale

Condition spécifique d'intervention

Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que l'intéressé présente de graves difficultés au maintien dans la position assise.

Modalités d'intervention

Siège percé de toilette et de douche avec assise spéciale (accessoires compris) : 850,00 EUR plus T.V.A.

2. AIDES POUR ABSORBER LES URINES ET AIDES A LA DEFECATION (ISO 09.30)

2.1 Aides pour absorber les urines conçues pour être portées sur le corps (ISO 09.30.04) et fixations et attaches pour protections absorbantes (ISO 09.30.09)

Aucune intervention n'est accordée ni pour les pommades, ni pour les poudres.

Conditions d'intervention

a) Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que l'intéressé présente une incontinence urinaire ou fécale résultant :

1° de lésions neurologiques médullaires ou de lésions (congénitales ou acquises) du bas appareil urinaire ou de l'appareil intestinal;

2° ou d'un retard de développement psychomoteur ou mental;

3° ou d'une affection psychique.

L'avis doit également spécifier :

1° le degré d'incontinence, soit :

— incontinence pour l'urine (y compris exercices de miction et utilisation de sondes vésicales);

— incontinence pour l'urine et les selles, à l'exclusion des incontinenances accidentelles.

2° s'il s'agit d'une incontinence diurne et/ou nocturne, urinaire et/ou fécale;

3° si la personne utilise des sondes.

b) La décision de l'Agence couvre deux années civiles; elle peut être prolongée sur base de l'avis du médecin du bureau régional compétent de l'Agence qui stipulera que les conditions d'intervention sont remplies.

Modalités d'intervention :

L'intervention de l'Agence dans le coût est modulée comme suit :

PLAFOND ANNUEL	PLAFOND ANNUEL REDUIT *
Enfants de 3 à 12 ans	
2.1. : enfants de 6 à 12 ans utilisant les langes seulement la nuit : 90,48 EUR plus T.V.A.	22,61 EUR plus T.V.A.
2.2. : enfants de 3 à 12 ans incontinents sur le plan urinaire et utilisateurs de sondes : 467,45 EUR plus T.V.A.	116,86 EUR plus T.V.A.
2.3. : enfants de 3 à 12 ans incontinents qui ne se sondent pas, et/ou qui présentent une incontinence fécale : 614,26 EUR plus T.V.A.	153,57 EUR plus T.V.A.
Adultes et enfants de 12 ans et plus (ou de moins de 12 ans qui pour des raisons médicales doivent utiliser des grandes tailles).	
2.4. : personnes incontinentes uniquement la nuit : 180,96 EUR plus T.V.A.	45,24 EUR plus T.V.A.
2.5. : personnes incontinentes sur le plan urinaire et utilisateurs de sondes : 759,63 EUR plus T.V.A.	189,93 EUR plus T.V.A.
2.6. : personnes incontinentes qui ne se sondent pas et/ou qui présentent une incontinence fécale : 1.176,68 EUR plus T.V.A.	294,18 EUR plus T.V.A.

* intervention limitée au quart du plafond annuel pour les demandeurs fréquentant un internat ou un service résidentiel subventionné par un pouvoir public autre que l'Agence et qui retournent au domicile durant les vacances scolaires.

3. AIDES PERMETTANT DE SE LAVER, DE SE Baigner ET DE SE DOUCHER (ISO 09.33)

Les aides ne peuvent être octroyées pour une utilisation au sein des services agréés et subventionnés par l'Agence.

3.1. Sièges de bains/sièges de douche (avec ou sans roulette), planches pour le bain, tabourets, dossiers et sièges (ISO 09.33.03)

Condition générale d'intervention

Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que l'intéressé présente des difficultés majeures rendant la toilette difficile, voire impossible, sans l'aide sollicitée.

3.1.1. Sièges de douche

Condition spécifique d'intervention

Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que l'intéressé présente une déficience motrice grave rendant difficile, voire impossible, le maintien en station debout sans appui.

Modalité spécifique d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

3.1.1.1 Siège de douche mural : 215,00 EUR plus T.V.A.

3.1.1.2. Pied de support pour siège de douche mural : 70 EUR plus T.V.A.

3.1.1.3. Chaise de douche munie de 4 petites roues pivotantes, d'accoudoirs escamotables : 442,49 EUR plus T.V.A.

3.1.1.4. Chaise de douche munie de 2 grandes roues, percée ou non percée : 763,51 EUR plus T.V.A.

3.1.2. Sièges de bains

Condition spécifique d'intervention

Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que l'intéressé présente une déficience motrice grave rendant difficile, voire impossible, la mise en station debout à partir de la position assise au sol.

Modalité spécifique d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 155,00 EUR plus T.V.A.

3.1.3. Sièges de bain avec assise type relax de bain

Condition spécifique d'intervention

Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que l'intéressé présente en outre une déficience grave rendant le maintien de la position assise difficile, voire impossible.

Modalité spécifique d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 450,00 EUR plus T.V.A.

3.2. Brancards, tables de douche et tables à langer (09.33.12)

3.2.1. Tables à langer (fixées au mur, rabattables et coussin simili-cuir)

Condition spécifique d'intervention

Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que l'intéressé présente une déficience grave rendant l'habillement difficile, voire impossible, sans l'aide sollicitée.

Modalité spécifique d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 820,00 EUR plus T.V.A.

3.2.2. Brancards de douche (non réglables en hauteur, sur roulettes, dossier réglable et réceptacle)**Condition spécifique d'intervention**

Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que l'intéressé présente une déficience grave rendant l'utilisation de la douche ou de la baignoire difficile, voire impossible, sans l'aide sollicitée.

Modalité spécifique d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 1085,00 EUR plus T.V.A.

3.2.3. Grilles de sécurité**Condition spécifique d'intervention**

Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que l'intéressé présente une déficience grave entraînant un risque de chute.

Modalité spécifique d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 136,00 EUR plus T.V.A./pièce

Le nombre de grilles prises en charge est limité à deux.

3.3. Ponts de baignoire (ISO 09.33.24)**Condition d'intervention**

Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que l'intéressé présente une déficience motrice grave rendant difficile, voire impossible, l'accès à, ou la sortie de la baignoire, sans l'aide sollicitée.

Modalité d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 60 EUR plus T.V.A.

4. HORLOGES (ISO 09.51)**4.1. Réveils universels avec lampe flash et/ou dispositif vibrant****Condition d'intervention**

Un rapport médical établi par médecin spécialiste ORL doit spécifier que le demandeur présente une diminution auditive moyenne de 60 dba à la meilleure oreille, sans appareillage, calculée selon l'IPA de FOURNIER.

Modalité d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 107,00 EUR plus T.V.A.

5. AIDES TECHNIQUES DIVERSES**Conditions d'intervention**

a) Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que l'intéressé présente des limitations fonctionnelles importantes découlant de sa déficience et est incapable d'effectuer certaines activités sans l'aide technique sollicitée.

b) Il ne doit pas s'agir d'une prestation reprise à la présente annexe pour laquelle un montant d'intervention est fixé.

c) Son coût unitaire, ou le supplément de coût par rapport au produit de base, ne peut être supérieur à 118,62 EUR (plus T.V.A.).

Modalité d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 120,05 EUR plus T.V.A. par aide technique.

AIDES A LA MOBILITE PERSONNELLE (ISO 12)**6. AIDES A LA MARCHE MANIPULEES PAR UN BRAS (ISO 12.03)****Condition d'intervention**

Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que l'intéressé présente une déficience entraînant des répercussions sur le plan locomoteur.

Dans tous les cas, le dossier médical doit contenir une prescription du médecin traitant concernant le type d'aide ambulatoire ainsi que le nombre de cannes requis.

Modalités d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

6.1. Cannes de marche (ISO 12.03.03) : 10,18 EUR plus T.V.A./pièce

6.2. Cannes avec appui antébrachial (ISO 12.03.06) : 16,77 EUR plus T.V.A./pièce

6.3 Béquilles avec appui axillaire (ISO 12.03.12) : 33,01 EUR plus T.V.A./pièce

6.4 Cannes à trois ou plusieurs pieds, une poignée et/ou un support d'avant-bras ou une manchette (ISO 12.03.16)

6.4.1 Cannes tripodes : 31,73 EUR plus T.V.A./pièce.

6.4.2 Cannes quadripodes : 46,23 EUR plus T.V.A./pièce.

7. ADAPTATIONS POUR VOITURES (ISO 12.12)

Aucune intervention n'est octroyée pour les commandes à distance standard, le verrouillage central, la climatisation du véhicule, le chauffage additionnel, les vitres électriques, les rétroviseurs électriques et la direction assistée.

Conditions générales d'intervention

a) Les adaptations doivent servir à la personne handicapée conductrice du véhicule. Celle-ci doit fournir une copie de son permis de conduire adapté, en ordre de validité et conforme aux dispositions légales relatives au permis de conduire.

Lorsque la personne handicapée doit être véhiculée par un tiers, seules les adaptations visées sous les rubriques 7.1.7. et 7.2. peuvent faire l'objet d'une intervention.

b) Toutes les demandes pour les adaptations visées sous la rubrique 7.1. doivent être accompagnées d'un rapport du Centre d'Adaptation à la Route pour Automobilistes Handicapés (C.A.R.A.)

c) L'adaptation doit être faite :

1° sur un véhicule neuf;

2° sur un véhicule, acheté neuf ou d'occasion, ayant moins de cinq ans au moment de la demande d'intervention;

La condition d'âge de la voiture ne s'applique pas aux adaptations transférables.

d) Le délai de renouvellement pour les adaptations non transférables est de cinq ans.

e) En cas de changement du véhicule avant le délai prévu au point d), une intervention pour le renouvellement de l'adaptation n'est possible que si le changement est dû à un usage professionnel intensif, à une modification de la situation professionnelle ou de la composition de famille, ou à une aggravation de la déficience.

f) Endéans le délai de cinq ans, l'aménagement n'est pas renouvelé lorsque le véhicule doit être réparé ou remplacé à la suite d'un accident.

g) En ce qui concerne les adaptations transférables, seuls sont susceptibles d'intervention les frais de transfert lors du changement de véhicule.

h) Le paiement de l'intervention par l'Agence est subordonné à la production d'une copie de l'attestation d'agrégation de l'adaptation d'un véhicule automobile, établie par le Ministère des Communications et de l'Infrastructure, conformément aux directives réglementaires en la matière.

Modalités générales d'intervention

a) L'Agence intervient dans le montant de la T.V.A. afférente aux adaptations sur production d'une attestation de l'Office de contrôle de la T.V.A. du ressort du domicile du demandeur précisant le taux réellement laissé à sa charge.

b) L'intervention de l'Agence dans le coût des différentes adaptations permettant l'accès au véhicule est limitée à 8.538,09 EUR plus T.V.A.; celles-ci sont visées sous les rubriques 7.1.7. (à l'exclusion du 7.1.7.1.), 7.2.1., 7.2.2., 7.2.3. et 7.2.5.

7.1. Adaptations permettant de conduire des voitures (ISO 12.12. 04)

7.1.1. Systèmes d'accélération et de freinage combinés/adaptés.

Condition spécifique d'intervention

Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que le demandeur présente une perte fonctionnelle importante des membres inférieurs ou une amputation des membres inférieurs.

Modalités spécifiques d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

7.1.1.1. Système mécanique d'accélération et de freinage

— sous le volant : 1.055,97 EUR plus T.V.A.

— sur le volant : 1.542,24 EUR plus T.V.A.

7.1.1.2. Système pneumatique d'accélération et de freinage au volant : 1.735,25 EUR plus T.V.A.

7.1.1.3 Système électronique d'accélération et de freinage au volant : 2.401,33 EUR plus T.V.A.

7.1.2. Adaptation d'une pédale (ou placement de cache-pédales)

Condition spécifique d'intervention

Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que le demandeur présente une perte fonctionnelle importante des membres inférieurs, ou une amputation d'un membre inférieur.

Modalité spécifique d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 263,65 EUR plus T.V.A. par pédale ou par cache-pédale.

7.1.3. Rehausse du plancher. (ISO 12.12.27)

Condition spécifique d'intervention

Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que le demandeur présente une déficience rendant impossible l'accès aux pédales.

Modalité spécifique d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 250,00 EUR plus T.V.A.

7.1.4. Adaptations de la boîte de vitesse et de l'embrayage. (ISO 12.12.04)

Condition spécifique d'intervention

Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que le demandeur présente une perte fonctionnelle importante des membres inférieur et/ou supérieurs, ou une amputation d'un membre supérieur et/ou inférieur.

Modalité spécifique d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 830, 44 EUR plus T.V.A.

7.1.5. Adaptation de la direction. (ISO 12.12.07)

Condition spécifique d'intervention

Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que le demandeur présente une perte fonctionnelle importante d'un membre supérieur ou une amputation d'un membre supérieur.

Modalité spécifique d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

7.1.5.1. Boule au volant : 37,18 EUR plus T.V.A.

7.1.5.2. Orthèse au volant : 150,00 EUR plus T.V.A.

7.1.5.3. Volant adapté : 380,00 EUR plus T.V.A.

7.1.6. Dispositifs de commandes adaptés (feux, essuie et lave-glaces, avertisseur sonore, indicateur de direction, feux antibrouillard,...). (ISO 12.12.08)

Condition spécifique d'intervention

Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que le demandeur présente une perte fonctionnelle importante des membres supérieurs ou une amputation d'un membre supérieur.

Modalité spécifique d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 1 555,42 EUR plus T.V.A.

7.1.7. Sièges de voiture automobile adaptés. (ISO 12.12.12)

Conditions spécifique d'intervention

Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que le demandeur fait usage d'un fauteuil roulant, ou est atteint d'une incapacité sévère due à une déficience de l'appareil locomoteur ou à une malformation rendant très difficile le maintien en position assise et/ou la manipulation du siège.

Modalités spécifiques d'intervention

7.1.7.1. Siège adapté aux formes corporelles : 1.387,44 EUR plus T.V.A.

7.1.7.2. Cadres pivotants : 3 portes : 1.250,00 EUR plus T.V.A.

5 portes : 1.500,00 EUR plus T.V.A.

7.1.7.3. Cadres pivotants sortants : 3 portes : 2.000,00 EUR plus T.V.A.

5 portes : 2.250,00 EUR plus T.V.A.

7.1.7.4. Réglages électriques haut-bas-avant-arrière du cadre sur siège d'origine : 1.040,57 EUR plus T.V.A.

7.1.7.5. Réglages électriques haut-bas-avant-arrière-pivotant du cadre sur siège d'origine : 3.346,56 EUR plus T.V.A.

7.1.7.6. Ceintures de sécurité de voiture et harnais : 226,79 EUR

7.1.7.7. Glissières (placement ou rallongement ou déplacement) :

7.1.7.7.1. mécaniques : 743,68 EUR plus T.V.A.

7.1.7.7.2. électriques : 1.487,36 EUR plus T.V.A.

7.2. Transformations sur voitures automobiles

7.2.1. Lève-personnes pour voiture (non prévus pour les fauteuils roulants) (ISO 12.12.15)

Condition spécifique d'intervention

Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que le demandeur fait usage d'un fauteuil roulant.

Modalité spécifique d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 2.854,92 EUR plus T.V.A.

7.2.2. Lève-personnes permettant de soulever une personne assise dans son fauteuil roulant à l'intérieur d'une voiture (ISO 12.12.18)

Condition spécifique d'intervention

Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que le demandeur fait usage d'un fauteuil roulant.

Modalité spécifique d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 5.336,31 EUR plus T.V.A.

7.2.3. Aides pour le chargement des fauteuils roulants sur ou à l'intérieur d'une voiture (ISO 12.12.21)

Condition spécifique d'intervention

Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que le demandeur fait usage d'un fauteuil roulant.

Modalité spécifique d'intervention

L'intervention de l'Agence est limitée à :

7.2.3.1. Chargement dans l'habitacle par bras manipulateur électrique : 2.241,23* EUR plus T.V.A.

*Avec modification de la portière arrière, ce montant est porté à 5.042,84 EUR plus T.V.A.

7.2.3.2. Chargement dans le coffre par bras manipulateur :

7.2.3.2.1. Chargement d'un fauteuil roulant manuel pliant : 1.600,87 EUR plus T.V.A.

7.2.3.2.2. Chargement d'un fauteuil roulant électrique : 2.614,80 EUR plus T.V.A.

7.2.3.3. Chargement du fauteuil roulant sur le toit : 3.868,81 EUR plus T.V.A.

7.2.4. Equipement d'arrimage d'un fauteuil roulant dans une voiture (ISO 12.12.24)

Condition spécifique d'intervention

Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que le demandeur fait usage d'un fauteuil roulant.

Modalité spécifique d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût des fixations et des rails de fixation est limitée à 853,81 EUR plus T.V.A.

7.2.5. Adaptations de la carrosserie de la voiture (ISO 12.12.27)

Condition spécifique d'intervention

Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que le demandeur fait usage d'un fauteuil roulant.

Modalités spécifiques d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

7.2.5.1. Abaissement du plancher arrière : 7.204,02 EUR plus T.V.A.

7.2.5.2. Rehaussement du toit : 667,03 EUR plus T.V.A.

7.2.5.3. Aplatissement du plancher : 533,62 EUR plus T.V.A.

8. FAUTEUILS ROULANTS (ISO 12.21)

Conditions générales d'intervention

a) Le fauteuil roulant doit figurer sur la liste des appareils pris en considération pour le remboursement de l'assurance soins de santé obligatoire.

b) Outre les critères médicaux donnant droit au remboursement de l'assurance soins de santé obligatoire, l'Agence est susceptible d'intervenir, sur base d'un avis médical motivé, pour les personnes présentant des troubles locomoteurs résultant d'une pathologie cardio-vasculaire ou respiratoire. Un rapport médical doit attester que la consommation maximale d'oxygène est inférieure ou égale à un seuil moyen de 16 ml/kg/minute, pondéré en fonction de l'âge, du sexe et du poids, selon la classification dite de WEBER pour insuffisants cardiaques et pulmonaires.

c) Les délais de renouvellement de l'Agence sont identiques à ceux appliqués par l'assurance soins de santé obligatoire.

Toutefois, l'Agence est susceptible d'intervenir pour le renouvellement d'un fauteuil roulant dans un délai inférieur, à condition qu'un avis médical motivé spécifie que cette nécessité est due à une modification anatomique importante liée à l'évolution de la déficience.

d) L'Agence est susceptible d'intervenir dans le coût d'un fauteuil roulant supplémentaire à celui dont dispose déjà le demandeur, à condition que celui-ci en justifie la nécessité en raison de l'utilisation au domicile d'un élévateur d'escaliers avec siège ou, si le véhicule automobile n'a pas été adapté, en raison de difficultés de transport et/ou de manipulation du fauteuil.

e) Les frais d'entretien qui résultent d'une usure normale du fauteuil roulant peuvent donner lieu à intervention à concurrence d'un plafond annuel correspondant à 10 % de la valeur du fauteuil et de ses accessoires nomenclaturés, telle qu'elle était fixée par l'assurance soins de santé obligatoire au moment de l'achat. Cette intervention peut être fractionnée.

f) Les frais de réparation qui résultent d'un bris ou d'un accident survenu au fauteuil roulant peuvent donner lieu à intervention à concurrence d'un plafond correspondant à 40 % de la valeur du fauteuil et de ses accessoires nomenclaturés telle qu'elle était fixée par l'assurance soins de santé obligatoire au moment de l'achat. Ce plafond s'applique sur la durée du délai minimum de renouvellement fixé par l'assurance soins de santé obligatoire.

Modalités générales d'intervention

Sauf modalités spécifiques reprises ci-après, l'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à la valeur du fauteuil roulant et de ses accessoires fixés par la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance soins de santé obligatoire et selon les montants de remboursements afférents.

8.1. Fauteuils roulants manuels manœuvrés par un accompagnateur (ISO 12.21.03)

8.2. Fauteuils roulants manuels propulsés par l'utilisateur (ISO 12.21.06, 12.21.09, 12.21.12)

8.2.1. Fauteuils roulants d'un poids supérieur à 17 kg

8.2.2. Fauteuils roulants d'un poids inférieur à 17 kg

Condition spécifique d'intervention

Le demandeur doit poursuivre des activités entraînant des déplacements à l'extérieur du domicile.

Modalité spécifique d'intervention

L'intervention de l'Agence est complémentaire à celle de l'assurance soins de santé obligatoire. Elle se limite à la moitié de celle-ci et ce, jusqu'à concurrence des frais exposés.

8.3. Fauteuils roulants à entraînement par moteur électrique (ISO 12.21.24, 12.21.27)

Condition spécifique d'intervention

L'Agence est susceptible d'intervenir, sur base d'un avis médical motivé, pour les personnes qui présentent des troubles aux membres supérieurs les rendant totalement incapables de manœuvrer un fauteuil roulant à propulsion personnelle, ou qui justifient de la nécessité de l'aide compte tenu d'activités entraînant des déplacements à l'extérieur du domicile.

Modalités spécifiques d'intervention

L'intervention de l'Agence est complémentaire à celle de l'assurance soins de santé obligatoire.

Elle se limite à la moitié de celle-ci et ce, jusqu'à concurrence des frais exposés à l'exception des modalités spécifiques d'intervention prévues à l'alinéa suivant.

Si l'assurance soins de santé obligatoire est intervenue dans le coût du fauteuil à concurrence du montant du remboursement prévu pour un fauteuil roulant manuel et ses accessoires, ou pour une valeur égale à la différence entre un fauteuil roulant électrique et un fauteuil roulant manuel, l'intervention de l'Agence est égale au maximum à 150 % du montant de remboursement prévu pour un fauteuil roulant à entraînement par moteur électrique, déduction faite de l'intervention de l'assurance de soins de santé obligatoire, jusqu'à concurrence des frais exposés.

9. AIDES PERMETTANT DE SE LEVER (ISO 12.36)

Les aides ne peuvent être octroyées pour une utilisation au sein des services agréés et subventionnés par l'Agence.

Condition générale d'intervention

Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que le demandeur est incapable de se mouvoir seul suite à une déficience grave.

9.1. Lève-personnes mobiles avec sangles (ISO 12.36.03) avec sièges (ISO 12.36.06)

Modalités d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

9.1.1. Modèle électrique (sangles non comprises) : 1.408,49 EUR plus T.V.A.

9.1.2. Kit supplémentaire au lève-personne pour voiture (ISO 12.12.15) pour usage à domicile : 910,00 EUR plus T.V.A.

9.2. Lève-personnes fixés au mur, entre des murs, au sol et/ou au plafond (ISO 12.36.12)

9.2.1. Lève-personnes électriques sur rails

Modalités d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

9.2.1.1. Système localisé dans une pièce avec déplacement latéral manuel : 3.861,83 EUR plus T.V.A.

9.2.1.2. Système localisé dans plusieurs pièces avec déplacement latéral manuel : 5.138,44 EUR plus T.V.A.

9.2.1.3. Système localisé dans une pièce avec déplacement motorisé : 4.117,30 EUR plus T.V.A.

9.2.1.4. Système localisé dans plusieurs pièces avec déplacement motorisé : 5.263,91 EUR plus T.V.A.

9.3. Lève-personnes fixés à, montés dans ou sur un autre produit (ISO 12.36.15)

9.3.1. Lève-personnes pour le bain, actionné par pression de l'eau, ou mécaniquement, ou électriquement.

Modalités d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

9.3.1.1. Modèles électriques : 995,00 EUR plus T.V.A.

9.3.1.2. Cadres pivotants : 132,56 EUR plus T.V.A.

9.3.2. Système lift combinable au siège de bain avec assise type relax de bain repris sous la rubrique 3.1.3.

Modalité d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 630,00 EUR plus T.V.A.

9.4. Éléments de soutien pour lève-personnes (ISO 12.36.21)

Condition spécifique d'intervention

Le délai de renouvellement est fixé à cinq ans.

Modalités d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

9.4.1. Sangles :

9.4.1.1. Sangle universelle : 182,95 EUR plus T.V.A.

9.4.1.2. Sangle hamac : 181,82 EUR plus T.V.A.

9.4.1.3. Sangle de toilette : 210,74 EUR plus T.V.A.

9.4.1.4. Sangle de bain : 197,52 EUR plus T.V.A.

9.4.2. Châssis -mains : 645,89 EUR plus T.V.A.

9.4.3. Supports cuisses : 99,46 EUR plus T.V.A.

L'intervention de l'Agence est limitée à deux éléments de soutien au maximum; le châssis-mains et les supports cuisses étant considérés comme un seul élément de soutien.

9.5. Réparations des lève-personnes

Modalités d'intervention

a) L'intervention de l'Agence est possible uniquement après l'expiration du délai de garantie.

b) L'intervention de l'Agence dans le coût des réparations est limitée à 40 % de la valeur plafonnée du lève-personne. Ce pourcentage s'applique sur la durée totale d'utilisation de l'appareil. L'intervention peut être fractionnée.

10. AIDES A L'ORIENTATION (ISO 12.39)

10.1. Canes (blanches) tactiles et canes blanches (ISO 12.39.03)

Conditions d'intervention

a) Un rapport médical établi par un médecin ophtalmologue doit stipuler qu'après correction optique, le demandeur présente, à chaque œil, soit une acuité égale ou inférieure à un dixième, soit un champ visuel inférieur à 20° ou qu'il est atteint d'héméralopie.

b) Le demandeur doit maîtriser les techniques de déplacement ou suivre des cours dans ce but.

c) Le délai de renouvellement est fixé à un an.

Modalités d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 25,81 EUR plus T.V.A. pour la canne et 14,55 EUR plus T.V.A. pour un embout spécial.

10.2. Chien-guide

Conditions d'intervention

a) Un rapport médical établi par un médecin ophtalmologue doit stipuler qu'après correction optique, le demandeur présente, à chaque œil, soit une acuité égale ou inférieure à un dixième, soit un champ visuel inférieur à 20°.

b) Le chien doit être fourni par l'intermédiaire d'une instance reconnue par l'Agence pour la délivrance de chiens-guides et la formation de la personne handicapée à l'usage d'un chien-guide. Le paiement de l'intervention par l'Agence est subordonné à la production d'un rapport de suivi positif établi par l'instance reconnue trois mois après la date de la mise à disposition du chien auprès de la personne handicapée.

c) L'intervention dans le coût d'achat d'un chien-guide peut être renouvelée sur attestation d'un médecin-vétérinaire indépendant du centre de dressage et de l'instance reconnue qui a délivré le chien acquis précédemment.

Modalité d'intervention

L'Agence octroie une intervention forfaitaire dans le coût d'achat et du dressage du chien, ainsi que dans le coût de la formation du demandeur. Cette intervention est limitée à 4.322,41 EUR plus T.V.A.

11. AIDES TECHNIQUES DIVERSES

Conditions d'intervention

a) Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que l'intéressé présente des limitations fonctionnelles importantes découlant de sa déficience et est incapable d'effectuer certaines activités sans l'aide technique sollicitée.

b) Il ne doit pas s'agir d'une prestation reprise à la présente annexe pour laquelle un montant d'intervention est fixé.

c) Son coût unitaire, ou le supplément de coût par rapport au produit de base, ne peut être supérieur à 120,05 EUR plus T.V.A.

Modalités d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 120,05 EUR plus T.V.A. par aide technique.

AIDES AUX ACTIVITES DOMESTIQUES (ISO 15)

12. AIDES TECHNIQUES DIVERSES

Conditions d'intervention

a) Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que l'intéressé présente des limitations fonctionnelles importantes découlant de sa déficience et est incapable d'effectuer certaines activités sans l'aide technique sollicitée.

b) Il ne doit pas s'agir d'une prestation reprise à la présente annexe pour laquelle un montant d'intervention est fixé.

c) Son coût unitaire, ou le supplément de coût par rapport au produit de base, ne peut être supérieur à 120,05 EUR plus T.V.A.

Modalité d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 120,05 EUR plus T.V.A. par aide technique.

AMENAGEMENTS ET ADAPTATIONS DE MAISONS ET AUTRES LIEUX (ISO 18)

13. CONSTRUCTION D'UN LOGEMENT ADAPTE

Aucune intervention n'est accordée pour les terrasses et vérandas.

Conditions d'intervention

a) Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que le demandeur fait usage ou, compte tenu du caractère évolutif de la pathologie dont il souffre, est susceptible de faire usage d'un fauteuil roulant

b) Une attestation de l'architecte doit justifier l'augmentation des surfaces rendue nécessaire pour permettre la circulation en fauteuil roulant par rapport à la même construction non adaptée. Une copie des plans y est jointe.

c) Un rapport motivé d'un service spécialisé ou d'un ergothérapeute indépendant doit justifier la construction d'un logement adapté en fonction de la déficience, des capacités, des incapacités et du handicap du demandeur.

d) La personne handicapée ou l'un de ses représentants légaux doit produire :

1° si elle ou il est propriétaire ou copropriétaire, l'acte de propriété du terrain, les prescriptions urbanistiques et esthétiques éventuelles, ainsi que le permis de bâtir;

2° s'il est prévu que la personne handicapée louera le logement à construire, un acte par lequel le propriétaire du logement s'engage à louer celui-ci à la personne handicapée, par la conclusion d'un bail enregistré, pour une période dont la durée est fixée à un an à dater du début de l'occupation du logement, par tranche d'intervention de 526,08 EUR plus T.V.A., sans que cette durée ne doive excéder neuf ans.

Le bailleur ne peut en aucun cas être une société de logements sociaux;

3° s'il est prévu que la personne handicapée sera hébergée chez son conjoint, chez son cohabitant légal, chez la personne avec laquelle elle forme ménage commun, chez un parent ou chez un allié au premier ou deuxième degré, ou dans une famille d'accueil sélectionnée par un service de placement familial agréé par l'Agence, propriétaire du logement à construire, un acte par lequel celui-ci s'engage à le louer à la personne handicapée, en cas de rupture de la vie commune, pour une période dont la durée est fixée à un an à dater du début de l'hébergement, par tranche d'intervention de 526,08 EUR plus T.V.A., sans que cette durée ne doive excéder neuf ans.

e) L'Agence peut accorder une seconde intervention en cas de déménagement justifié par :

1° le départ du domicile du père et/ou de la mère afin de vivre de manière indépendante;

2° des raisons professionnelles, lorsque la distance entre le nouveau lieu de travail et l'ancien domicile entraîne une absence de celui-ci supérieure à 12 heures.

f) Le cumul de l'intervention prévue pour la construction d'un logement adapté et celle pour l'adaptation d'un logement existant est exclu, sauf en cas de déménagement justifié, visé sous d).

g) L'intervention de l'Agence peut être cumulée avec des aides accordées par d'autres pouvoirs publics, à condition que celles-ci n'aient pas comme objets la prévention ou la compensation d'un handicap.

Modalité d'intervention

L'intervention totale de l'Agence est limitée à 8 % du coût du logement à construire hors T.V.A., jusqu'à concurrence d'un montant de 7.801,65 EUR plus T.V.A.

14. ADAPTATION D'UN LOGEMENT EXISTANT

Conditions d'intervention

a) Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que le demandeur :

1° fait usage ou, compte tenu du caractère évolutif de la pathologie dont il souffre, est susceptible de faire usage d'un fauteuil roulant;

2° ou qu'il souffre de troubles résultant d'une pathologie cardiaque, vasculaire, respiratoire, de la colonne vertébrale ou des membres inférieurs et/ou supérieurs entraînant des troubles locomoteurs et rendant les déplacements et les franchissements d'obstacles très difficiles.

Pour les personnes présentant des troubles locomoteurs résultant d'une pathologie cardio-vasculaire, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit, sur base d'un rapport médical établi par un cardiologue, remettre un avis stipulant l'existence de signes fonctionnels majeurs, d'examen paracliniques très perturbés et d'une autonomie très réduite.

Pour les personnes présentant des troubles locomoteurs résultant d'une pathologie pulmonaire, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit, sur base d'un rapport médical établi par un pneumologue, remettre un avis stipulant l'existence d'un degré de dyspnée très pathologique ainsi que de gaz sanguins très perturbés.

b) La personne handicapée ou l'un de ses représentants légaux doit produire :

1° si elle ou il est propriétaire ou copropriétaire, l'acte de propriété du logement à adapter;

2° si la personne handicapée est locataire, un bail enregistré, ainsi qu'une déclaration écrite du propriétaire marquant son accord sur les aménagements prévus. La durée de la location est fixée à un an à dater du début de l'occupation du logement, par tranche d'intervention de 526,08 EUR plus T.V.A., sans que cette durée ne doive excéder neuf ans.

S'il s'agit d'un logement appartenant à une société de logements sociaux, le demandeur doit apporter la preuve d'une concertation préalable avec ladite société et d'un projet de réalisation des adaptations en fonction de ses besoins spécifiques;

3° si la personne handicapée est hébergée chez son conjoint, chez son cohabitant légal, chez la personne avec laquelle il forme ménage commun, chez un parent ou chez un allié au premier ou deuxième degré, ou dans une famille d'accueil sélectionnée par un service de placement familial agréé par l'Agence, propriétaire du logement à adapter, un acte par lequel celui-ci s'engage à le louer à la personne handicapée, en cas de rupture de la vie commune, pour une période dont la durée est fixée à un an à dater du début de l'hébergement, par tranche d'intervention de 526,08 EUR plus T.V.A., sans que cette durée ne doive excéder neuf ans.

4° si la personne handicapée est hébergée par une personne visée sous 3° qui est locataire, les documents repris sous 2°;

5° le plan du logement reprenant la situation de celui-ci avant et après adaptation.

c) Un rapport motivé d'un service spécialisé ou d'un ergothérapeute indépendant doit justifier les adaptations du logement existant en fonction de la déficience, des capacités, des incapacités et du handicap du demandeur.

d) L'intervention de l'Agence peut être cumulée avec des aides accordées par d'autres pouvoirs publics, à condition que celles-ci n'aient pas comme objets la prévention ou la compensation d'un handicap.

e) L'Agence peut accorder une seconde intervention en cas de déménagement justifié par :

1° le départ du domicile du père et/ou de la mère afin de vivre de manière indépendante;

2° des raisons professionnelles, lorsque la distance entre le nouveau lieu de travail et l'ancien domicile entraîne une absence de celui-ci supérieure à 12 heures.

f) Le cumul de l'intervention prévue pour l'adaptation d'un logement existant avec celle prévue pour la construction d'un logement adapté est exclu, sauf en cas de déménagement visé au point d).

Modalités d'intervention

a) L'intervention de l'Agence concerne les frais exposés dans le cadre de :

1° l'adaptation de pièces existantes (destruction, reconstruction, parachèvement) à l'exclusion du mobilier de cuisine, de salle de bains et des sanitaires;

2° la construction de pièces annexes justifiée par la nécessité d'adapter le logement aux conséquences de l'apparition ou de l'évolution du handicap.

b) L'intervention totale de l'Agence est limitée à 15.287,20 EUR plus T.V.A.

c) L'intervention de l'Agence dans le coût de l'adaptation des voies d'accès au logement, y compris l'accessibilité aux terrasses et vérandas existantes, est limitée à 3.919,76 EUR plus T.V.A.

d) L'intervention peut être fractionnée.

15. MOBILIER DE CUISINE/MOBILIER DE SALLE DE BAINS/SANITAIRES

L'aide ne peut être octroyée pour une utilisation au sein des services agréés et subventionnés par l'Agence.

Conditions d'intervention

a) Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que le demandeur fait usage d'un fauteuil roulant ou présente une déficience entraînant des limitations fonctionnelles sur le plan moteur et/ou des difficultés à utiliser un équipement standard.

b) L'intervention vise :

1° le remplacement et/ou l'adaptation de meubles de cuisine et/ou de salle de bains;

2° l'achat et le placement d'équipements grâce auxquels la personne recouvre son autonomie.

c) S'il s'agit d'un équipement non transférable, le demandeur doit produire :

1° s'il est propriétaire ou copropriétaire, l'acte de propriété du logement à équiper;

2° s'il est locataire, un bail enregistré, ainsi qu'une déclaration écrite du propriétaire marquant son accord sur les aménagements prévus. La durée de la location est fixée à un an à dater de la demande d'intervention, par tranche d'intervention de 526,08 EUR plus T.V.A., sans que cette durée ne doive excéder neuf ans.

S'il s'agit d'un logement appartenant à une société de logements sociaux, le demandeur doit apporter la preuve d'une concertation préalable avec ladite société et d'un projet de réalisation des adaptations en fonction de ses besoins spécifiques;

3° s'il est hébergé chez son conjoint, chez son cohabitant légal, chez la personne avec laquelle il forme ménage commun, chez un parent ou chez un allié au premier ou deuxième degré, propriétaire de l'immeuble à aménager, un bail par lequel le propriétaire du logement s'engage à louer celui-ci à la personne handicapée, en cas de rupture de la vie commune, pour une durée calculée comme repris sous 2°;

4° s'il est hébergé par une personne visée sous 3°, qui est locataire, les documents repris sous 2°;

d) S'il s'agit d'un équipement non transférable, l'Agence peut accorder une seconde intervention en cas de déménagement justifié par :

1° le départ du domicile parental afin de vivre de manière indépendante;

2° des raisons professionnelles, lorsque la distance entre le nouveau lieu de travail et l'ancien domicile entraîne une absence de celui-ci supérieure à 12 heures.

Modalités d'intervention

a) L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 1.912,69 EUR plus T.V.A.

b) L'intervention peut être fractionnée.

16. MOBILIER D'ASSISE (ISO 18.09)

Les aides ne peuvent être octroyées pour une utilisation au sein des services agréés et subventionnés par l'Agence.

16.1. Sièges spéciaux (ISO 18.09.21)

16.1.1. Siège - lift

Conditions d'intervention

a) L'avis médical motivé d'un médecin spécialiste en neurologie, rhumatologie ou chirurgie orthopédique doit stipuler que l'intéressé souffre d'une pathologie entraînant une faiblesse musculaire se traduisant par d'importantes difficultés, à la marche, de préhension et/ou des troubles de l'équilibre.

b) L'usage du siège doit être lié à l'exercice d'une activité régulière.

c) Un rapport motivé d'un service spécialisé ou d'un ergothérapeute indépendant doit justifier la nécessité du siège lift en fonction de la déficience, des capacités, des incapacités et du handicap du demandeur.

Modalités d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à

16.1.1.1. Chaise de travail à vérin à gaz : 950,41 EUR + T.V.A.

16.1.1.2. Chaise de travail électrique : 2.194,21 EUR + T.V.A.

16.2. Coussins et supports (ISO 18.09.42)

Condition générale d'intervention :

Sur base du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que le demandeur fait usage d'un fauteuil roulant ou présente une pathologie entraînant un risque élevé de développement d'escarres.

16.2.1 Coussins en fibres, en mousse, en gel, ou en gel + autre matière

Condition spécifique d'intervention

Le délai de renouvellement est fixé à deux ans.

Modalité spécifique d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 115,77 EUR plus T.V.A.

16.2.2 Coussins à air réglables, ou en gel composite

Condition spécifique d'intervention

Sur base du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que le choix du coussin est approprié en fonction du degré de risque de développement d'escarres.

Le délai de renouvellement est fixé à quatre ans.

Modalité spécifique d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 368,62 EUR plus T.V.A.

17. LITS (ISO 18.12)

Les aides ne peuvent être octroyées pour une utilisation au sein des services agréés et subventionnés par l'Agence.

17.1. Lits et sommiers amovibles/support de matelas avec réglage motorisé (ISO 18.12.10)

Condition générale d'intervention

Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que l'intéressé souffre d'une pathologie entraînant une faiblesse musculaire se traduisant par d'importantes difficultés à la marche et/ou des troubles de l'équilibre entraînant des difficultés à effectuer des transferts liés au coucher ou au lever et/ou de se positionner.

Modalité générale d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 990,91 EUR plus T.V.A.

17.1.1. Sommiers électriques détachables et pliables en quatre parties maximum

Condition spécifique d'intervention

Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que l'intéressé souffre d'une pathologie entraînant une faiblesse musculaire se traduisant par d'importantes difficultés à se positionner dans le lit en fonction des nécessités

Modalité spécifique d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 521,00 EUR plus T.V.A.

17.2 Matelas et protège matelas (ISO 18.12.18)

Aucune intervention n'est accordée pour les alèses.

Condition générale d'intervention

Sur base du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que le demandeur présente une pathologie entraînant un risque de développement d'escarres.

17.2.1 Matelas statiques

Conditions d'intervention

a) Sur base du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant la nécessité de l'aide, dans le cadre de la prévention des escarres, chez les personnes qui, du fait de leur déficience, sont incapables de se mobiliser par leurs propres moyens.

Modalité d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 256,26 EUR plus T.V.A.

17.3. Barrières de lit et potences de suspension à fixer au lit (ISO 18.12.27)

17.3.1. Barrières de lit

Condition d'intervention

Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que le demandeur est atteint d'une déficience grave entraînant un risque de chute

Modalité d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 135,14 EUR plus

T.V.A. par pièce avec une prise en charge maximum de deux barrières.

17.3.2. Potences de suspension à fixer au lit

Condition d'intervention

Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que le demandeur est atteint d'une déficience motrice grave.

Modalité d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 113,29 EUR plus T.V.A.

18. DISPOSITIFS DE SOUTIEN (ISO 18.18)

Les aides ne peuvent être octroyées pour une utilisation au sein des services agréés et subventionnés par l'Agence.

18.1. Barres et poignées d'appui (ISO 18.18.06.)**18.2. Barres réglables en hauteur****Condition d'intervention**

Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que l'intéressé est atteint d'une déficience motrice grave

Modalité d'intervention

L'intervention de l'Agence est limitée à 587,51 EUR plus T.V.A. pour l'ensemble de l'ISO 18.18.

19. DISPOSITIFS D'OUVERTURE ET DE FERMETURE DE PORTAILS, DE PORTES, DE FENETRES ET DE RIDEAUX (ISO 18.21)

Les aides ne peuvent être octroyées pour une utilisation au sein des services agréés et subventionnés par l'Agence.

19.1. Dispositifs d'ouverture et de fermeture de portes (ISO 18.21.03)**19.1.1. Commande d'ouverture et de fermeture à distance de la porte de garage****Conditions d'intervention**

a) Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que le demandeur :

1° fait usage d'un fauteuil roulant;

2° ou souffre d'une pathologie sévère de la colonne vertébrale ou des membres supérieurs et/ou inférieurs;

3° ou souffre de troubles résultant de maladies du système cardio-respiratoire.

Dans ce cas :

— pour les personnes présentant des troubles locomoteurs résultant d'une pathologie cardio-vasculaire, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit, sur base d'un rapport médical établi par un cardiologue, remettre un avis stipulant l'existence de signes fonctionnels majeurs, d'examen paracliniques très perturbés et d'une autonomie très réduite.

— pour les personnes présentant des troubles locomoteurs résultant d'une pathologie pulmonaire, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit, sur base d'un rapport médical établi par un pneumologue, remettre un avis stipulant l'existence d'un degré de dyspnée très pathologique ainsi que de gaz sanguins très perturbés.

b) Le demandeur doit être conducteur du véhicule; s'il ne l'est pas, le garage doit représenter pour lui le seul accès possible à l'habitation.

Modalités d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

19.1.1.1. Système de commande d'une porte débordante : 667,03 EUR plus T.V.A.

19.1.1.2. Système de commande d'une porte non débordante : 999,24 EUR plus T.V.A.

19.1.2. Commande d'ouverture et de fermeture à distance de portes

Condition d'intervention

Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que le demandeur fait usage d'un fauteuil roulant ou est atteint d'une pathologie entraînant une faiblesse musculaire importante.

Modalité d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 1.827,68 EUR plus T.V.A.

20. DISPOSITIFS DE CHANGEMENT DE NIVEAU (ISO 18.30)

Les aides ne peuvent être octroyées pour une utilisation au sein des services agréés et subventionnés par l'Agence.

Le coût des travaux de réaménagement du logement causés par le placement des dispositifs de changement de niveau est imputable au point 14 « Adaptation d'un logement existant » dans les limites de l'enveloppe prévue au point b) des modalités d'intervention.

Conditions générales d'intervention

a) Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que le demandeur :

1° fait usage d'un fauteuil roulant;

2° ou souffre de troubles locomoteurs rendant impossible et de manière définitive l'usage d'escaliers sans l'aide d'un tiers ou que le franchissement de ceux-ci présente des risques pour son intégrité physique.

Dans ce cas :

— pour les personnes présentant des troubles locomoteurs résultant d'une pathologie cardio-vasculaire, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit, sur base d'un rapport médical établi par un cardiologue, remettre un avis stipulant l'existence de signes fonctionnels majeurs, d'examen paracliniques très perturbés et d'une autonomie très réduite;

— pour les personnes présentant des troubles locomoteurs résultant d'une pathologie pulmonaire, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit, sur base d'un rapport médical établi par un pneumologue, remettre un avis stipulant l'existence d'un degré de dyspnée très pathologique ainsi que de gaz sanguins très perturbés.

L'avis médical doit également spécifier que la durée de l'incapacité est évaluée à plus d'un an à dater de la demande.

b) La configuration du logement du demandeur doit justifier le placement de ce type d'appareil.

L'appareil ne peut être placé que dans une maison unifamiliale.

c) La personne handicapée ou l'un de ses représentants légaux doit produire :

1° si elle ou il est propriétaire ou copropriétaire, l'acte de propriété du logement à adapter;

2° si la personne handicapée est locataire, un bail enregistré, ainsi qu'une déclaration écrite du propriétaire marquant son accord sur les aménagements prévus. La durée de la location est fixée à un an à dater du début de l'occupation du logement, par tranche d'intervention de 526,08 EUR plus T.V.A., sans que cette durée ne doive excéder neuf ans.

S'il s'agit d'un logement appartenant à une société de logements sociaux, le demandeur doit apporter la preuve d'une concertation préalable avec ladite société et d'un projet de réalisation des adaptations en fonction de ses besoins spécifiques;

3° si la personne handicapée est hébergée chez son conjoint, chez son cohabitant légal, chez la personne avec laquelle elle forme ménage commun, chez un parent ou chez un allié au premier ou deuxième degré, ou dans une famille d'accueil sélectionnée par un service de placement familial agréé par l'Agence, propriétaire du logement à adapter, un acte par lequel l'hébergeant s'engage à le lui louer, en cas de rupture de la vie commune, pour une période dont la durée est fixée à un an à dater du début de l'hébergement, par tranche d'intervention de 526,08 EUR plus T.V.A., sans que cette durée ne doive excéder neuf ans.

4° si la personne handicapée est hébergée par une personne visée sous 3° qui est locataire, les documents repris sous 2°;

5° le plan du logement reprenant la situation de celui-ci avant et après adaptation.

d) L'Agence peut accorder une seconde intervention en cas de déménagement justifié par :

1° le départ du domicile du père et/ou de la mère afin de vivre de manière indépendante;

2° des raisons professionnelles, lorsque la distance entre le nouveau lieu de travail et l'ancien domicile entraîne une absence de celui-ci supérieure à 12 heures.

e) Les frais d'entretien, qui résultent d'une usure normale du dispositif de changement de niveau pour lequel l'Agence est intervenue, peuvent donner lieu à une intervention limitée à un plafond annuel correspondant à 3 % du montant des frais.

Cette intervention peut être fractionnée.

f) Les frais de réparation, qui résultent d'un bris ou d'un accident survenu au dispositif de changement de niveau pour lequel l'Agence est intervenue, peuvent donner lieu à une intervention à concurrence d'un plafond correspondant à 30 % du montant des frais exposés.

Cette intervention peut être fractionnée.

20.1. Monte-charge et plates-formes élévatrices (ISO 18.30.06)

Conditions spécifiques d'intervention

a) Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que la personne est incapable ou susceptible, compte tenu de la pathologie dont elle souffre, de devenir incapable de se transférer du fauteuil roulant sur un élévateur d'escaliers avec siège.

b) Un rapport motivé d'un service spécialisé ou d'un ergothérapeute indépendant doit justifier la nécessité du placement du monte-charge ou de la plate-forme élévatrice en fonction de la déficience, des capacités, des incapacités et du handicap du demandeur.

c) Préalablement à l'installation, une analyse des risques est effectuée par un organisme agréé et accrédité afin d'établir le cahier des charges.

d) L'appareil doit être conforme aux exigences de la directive européenne applicable à ce type d'installation.

A cet égard, il doit :

1° être pourvu de la certification « CE »,

2° être accompagné de la déclaration CE de conformité établie par le fabricant.

En outre, les appareils visés au point 20.1.3. présentant un risque de chute verticale supérieure à trois mètres doivent subir un examen de type « CE » par un organisme notifié.

e) L'organisme de contrôle agréé et accrédité doit attester que l'appareil installé répond au cahier des charges visé sous b).

Modalités d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

20.1.1. Systèmes en X pour petites élévations : 3.668,72 EUR plus T.V.A.

20.1.2. Systèmes pour élévations jusqu'à 3 m : 12.146,78 EUR plus T.V.A.

20.1.3. Systèmes pour élévations supérieures à 3 m : 20.000,00 EUR plus T.V.A.

20.1.4. Frais annexes directement liés au placement de la plate-forme : 1.735,25 EUR plus T.V.A.

20.2. Elévateurs d'escaliers (ISO 18.30.09)

Conditions spécifiques d'intervention

a) L'appareil doit être conforme aux exigences de la directive européenne applicable à ce type d'installation.

A cet égard, il doit :

1° être pourvu de la certification « CE »;

2° être accompagné de la déclaration CE de conformité établie par le fabricant.

b) L'organisme de contrôle agréé et accrédité doit attester que l'appareil installé répond aux normes en vigueur.

20.2.1. Elévateurs d'escaliers avec siège

Modalités spécifiques d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

20.2.1.1. Elévateurs d'escaliers avec siège pour escaliers droits : 4.400,00 EUR plus T.V.A.

20.2.1.2. Elévateurs d'escaliers avec siège pour escaliers avec une courbe : 6.500,00 EUR plus T.V.A.

20.2.1.3. Elévateurs d'escaliers avec siège pour escaliers avec deux courbes : 7.535,00 EUR plus T.V.A.

20.2.2. Elévateurs d'escaliers avec plate forme pour fauteuils roulants

Condition spécifique d'intervention

Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que la personne est incapable, ou est susceptible de devenir incapable, de se transférer sur un siège monte-escaliers

Modalité spécifique d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

Elévateurs d'escaliers pour escaliers droits : 5.216,23 EUR plus T.V.A.

20.2.3. Electrification du rail**Modalité spécifique d'intervention**

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 793,26 EUR plus T.V.A.

20.3. Rampes portables (ISO 18.30.15)**Condition spécifique d'intervention**

Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que le demandeur fait usage d'un fauteuil roulant.

Modalités d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

20.3.1. rampes d'accès de 2 m, coulissantes : 533,62 EUR plus T.V.A.

20.3.2. rampes d'accès de 3 m, coulissantes : 800,45 EUR plus T.V.A.

20.3.3. plancher d'accès de 2 m, coulissant : 1.027,24 EUR plus T.V.A.

21. AIDES TECHNIQUES DIVERSES**Conditions d'intervention**

a) Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que l'intéressé présente des limitations fonctionnelles importantes découlant de sa déficience et est incapable d'effectuer certaines activités sans l'aide technique sollicitée.

b) Il ne doit pas s'agir d'une prestation reprise à la présente annexe pour laquelle un montant d'intervention est fixé.

c) Son coût unitaire, ou le supplément de coût par rapport au produit de base, ne peut être supérieur à 120,05 EUR plus T.V.A.

Modalité d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée 120,05 EUR plus T.V.A. par aide technique.

AIDES A LA COMMUNICATION, L'INFORMATION ET A LA SIGNALISATION (ISO 21)**22. AIDES OPTIQUES (ISO 21.03)****Condition d'intervention**

Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que l'intéressé présente une déficience visuelle rendant impossible la lecture sans l'usage d'une loupe.

Modalités d'intervention

L'intervention de l'Agence est limitée à :

22.1. Loupes avec éclairage incorporé (ISO 21.03.12) : 92,75 EUR plus T.V.A.

22.2. Loupes sans éclairage (ISO 21.03.15) : 42,16 EUR plus T.V.A.

23. AIDES ELECTRO-OPTIQUES (ISO 21.06)

23.1. Systèmes vidéo agrandissant l'image (ISO 21.06.03)

Conditions générales d'intervention

a) Le demandeur doit fournir soit un rapport médical d'un médecin ophtalmologue stipulant qu'après correction optique l'intéressé présente, au meilleur œil, une acuité visuelle égale ou inférieure à deux dixièmes soit un bilan fonctionnel, dont le modèle est approuvé par l'Agence, d'un médecin ophtalmologue spécialisé en réadaptation stipulant qu'il présente une déficience visuelle rendant impossible la lecture sans l'usage d'une vidéo loupe.

b) Un rapport émanant d'un centre d'évaluation des aides techniques reconnu par l'Agence doit spécifier le modèle de système recommandé, compte tenu de la pathologie, du type d'activités poursuivies, de la fréquence d'utilisation et du résultat des essais réalisés avec le matériel préconisé.

23.1.1. Vidéo loupe avec plateau et écran adapté et/ou vidéo loupe portable

Condition spécifique d'intervention

La demande d'intervention doit être justifiée par une utilisation sur le lieu de la scolarité dans l'enseignement maternel, ou ordinaire primaire, secondaire, ou supérieur, ou dans l'enseignement spécial non adapté aux déficients visuels, ou sur le lieu de l'activité professionnelle, ou à domicile pour la réalisation de travaux divers.

Modalités spécifiques d'intervention :

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

23.1.1.1. Fixe monochrome : 2.650,00 EUR plus T.V.A.

23.1.1.2. Fixe couleur : 3.600,00 EUR plus T.V.A.

23.1.1.3. Portable sans écran version monochrome : 889,00 EUR plus T.V.A.

23.1.1.4. Portable sans écran version couleur : 1651,57 EUR plus T.V.A.

23.1.1.5. Portable complet : 3.774,00 EUR plus T.V.A.

23.1.1.6. Fixe ou portable à brancher sur le téléviseur : 3.128,00 EUR plus T.V.A.

23.1.2. Vidéo loupe munie d'une double caméra

Condition spécifique d'intervention

La demande d'intervention doit être justifiée par une utilisation sur le lieu de la scolarité dans l'enseignement ordinaire primaire, secondaire ou supérieur, ou dans l'enseignement spécial non adapté aux déficients visuels, ou sur le lieu de l'activité professionnelle lorsqu'un agrandissement d'informations se trouvant à deux endroits différents est nécessaire.

Modalité spécifique d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 7.200,00 EUR plus T.V.A.

23.1.3. Vidéo loupe à connecter à un ordinateur**Condition spécifique d'intervention**

La demande d'intervention doit être justifiée par l'utilisation sur le lieu de la scolarité dans l'enseignement ordinaire primaire, secondaire ou supérieur, ou dans l'enseignement spécial non adapté aux déficients visuels, ou sur le lieu de l'activité professionnelle, ou à domicile pour la réalisation de travaux divers.

Modalité spécifique d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 3.981,00 EUR plus T.V.A.

23.1.4. Table de lecture motorisée pour vidéo loupe**Condition spécifique d'intervention**

Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant :

1° soit que le demandeur présente une déficience motrice aux membres supérieurs, ou une hyperkinésie, ou des troubles au niveau de la coordination spatiale ou de la coordination oculo-manuelle, rendant impossible la manipulation et la mobilisation du plateau de lecture;

2° soit que le matériel est indispensable à l'indépendance complète.

Modalité spécifique d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 1.367,16 1376,16 EUR plus T.V.A.

23.2. Logiciels grossissants (ISO 21.06.09)**Condition d'intervention**

Le demandeur doit fournir soit un rapport médical d'un médecin ophtalmologue stipulant, qu'après correction optique, l'intéressé présente, au meilleur œil, une acuité visuelle égale ou inférieure à deux dixièmes soit un bilan fonctionnel, dont le modèle est approuvé par l'Agence, d'un médecin ophtalmologue spécialisé en réadaptation stipulant qu'il présente une déficience visuelle rendant impossible la lecture sans l'usage d'un logiciel grossissant.

Modalités d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

23.2.1. Logiciel grossissant : 560,00 EUR plus T.V.A.

23.2.2. Logiciel grossissant avec retour vocal : 790,00 EUR plus T.V.A.

24. DISPOSITIFS DE SORTIE POUR ORDINATEURS, MACHINES A ECRIRE ET EQUIPEMENT ELECTRONIQUE (ISO 21.10)**24.1. Ecrans (ISO 21.10.03)****24.1.1. Ecrans de taille supérieure****Condition d'intervention**

Le demandeur doit fournir soit un rapport délivré par un médecin ophtalmologue, stipulant qu'après correction optique, il présente, au meilleur œil, une acuité visuelle égale ou inférieure à deux dixièmes ou présente un champ visuel inférieur à 20 degrés soit un bilan fonctionnel, dont le modèle est approuvé par l'Agence, d'un médecin ophtalmologue spécialisé en réadaptation stipulant que la fonction visuelle du demandeur n'est plus suffisante pour utiliser un écran de taille standard.

Modalités d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

24.1.1.1. Ecrans 19 pouces : 330,00 EUR plus T.V.A.

24.1.1.2. Ecrans 21 pouces : 630,00 EUR plus T.V.A.

24.1.2 Ecrans tactiles**24.1.2.1. barrettes braille****Condition d'intervention**

a) Le demandeur doit fournir soit un rapport délivré par un médecin ophtalmologue, stipulant qu'après correction optique, il présente, au meilleur œil, une acuité visuelle égale ou inférieure à un dixième soit un bilan fonctionnel, dont le modèle est approuvé par l'Agence, d'un médecin ophtalmologue spécialisé en réadaptation stipulant que la fonction visuelle du demandeur n'est plus suffisante pour utiliser les systèmes optiques et électro-optiques de basse vision.

b) Un rapport émanant d'un centre d'évaluation des aides techniques reconnu par l'Agence doit spécifier le modèle de système recommandé, compte tenu du type d'activités poursuivies, de la fréquence d'utilisation et du résultat des essais réalisés avec le matériel préconisé.

Modalités d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

24.1.2.1.1. Barrette 40 caractères : 6.600,00 EUR plus T.V.A.

24.1.2.1.2. Barrette 70 caractères : 11.600,00 EUR plus T.V.A.

24.1.2.1.3. Barrette 80 caractères : 11.887,00 EUR plus T.V.A.

24.2. Imprimantes et traceurs (ISO 21.10.06)**24.2.1. Imprimantes ordinaires****Conditions d'intervention**

a) Le demandeur doit fournir soit un rapport délivré par un médecin ophtalmologue, stipulant qu'après correction optique, il présente, au meilleur œil, une acuité visuelle égale ou inférieure à deux dixièmes rendant très difficile, voire impossible, l'écriture manuelle soit un bilan fonctionnel, dont le modèle est approuvé par l'Agence, d'un médecin ophtalmologue spécialisé en réadaptation stipulant qu'il présente une déficience visuelle rendant impossible la lecture sans l'usage d'un logiciel grossissant.

b) Ou bien, sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que l'intéressé présente aux membres supérieurs, une déficience motrice grave, ou une déficience de la sensibilité proprioceptive, ou des troubles moteurs (troubles de la coordination, tremblements, mouvements anormaux, spasticité), rendant très difficile, voire impossible, l'écriture manuelle.

c) Aucune intervention n'est accordée :

1° pour l'achat d'imprimantes utilisées dans le cadre d'activités professionnelles rémunérées ou réalisées au sein d'ASBL subventionnées par les pouvoirs publics;

2° pour l'achat d'imprimantes utilisées sur le lieu de la scolarité dans le cadre de l'enseignement spécial, sauf lorsque le demandeur, suite à des déficiences multiples, ne fréquente pas le type d'enseignement prévu pour les déficients physiques ou visuels.

Modalité d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

24.2.1.1. Imprimantes ordinaires : 100,00 EUR plus T.V.A.

24.2.2. Imprimantes braille

Conditions d'intervention

a) Le demandeur doit fournir soit un rapport délivré par un médecin ophtalmologue, stipulant qu'après correction optique, il présente, au meilleur œil, une acuité visuelle égale ou inférieure à un dixième ou présente un champ visuel inférieur à 20 degrés soit un bilan fonctionnel, dont le modèle est approuvé par l'Agence, d'un médecin ophtalmologue spécialisé en réadaptation stipulant que la fonction visuelle du demandeur n'est plus suffisante pour utiliser un écran de taille standard.

b) Un rapport émanant d'un centre d'évaluation des aides techniques reconnu par l'Agence doit spécifier le type d'imprimante préconisée en fonction des activités poursuivies.

Modalité d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 3.700,00 EUR plus T.V.A.

24.3. Dispositifs pour synthèse vocale (ISO 21.10.09)

24.3.1 Synthétiseurs

Conditions d'intervention

a) Le demandeur doit fournir soit un rapport délivré par un médecin ophtalmologue, stipulant qu'après correction optique, il présente, au meilleur œil, une acuité visuelle égale ou inférieure à deux dixièmes, soit un bilan fonctionnel, dont le modèle est approuvé par l'Agence, d'un médecin ophtalmologue spécialisé en réadaptation stipulant que sa fonction visuelle nécessite le recours à un dispositif pour synthèse de parole.

b) Ou bien, sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que l'intéressé souffre de dysarthrie sévère, ou d'aphasie grave.

Modalités d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

24.3.1.1. Synthétiseurs unilingues : 460,00 EUR plus T.V.A.

24.3.1.2. Synthétiseurs multilingues : 750,00 EUR plus T.V.A.

24.3.2. Relecteur d'écran

Conditions d'intervention

a) Le demandeur doit fournir soit un rapport délivré par un médecin ophtalmologue, stipulant qu'après correction optique, il présente, au meilleur œil, une acuité visuelle égale ou inférieure à deux dixièmes, soit un bilan fonctionnel, dont le modèle est approuvé par l'Agence, d'un médecin ophtalmologue spécialisé en réadaptation stipulant que sa fonction visuelle nécessite le recours à un dispositif pour synthèse de parole.

b) Ou bien, sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que l'intéressé souffre de dysarthrie sévère, ou d'aphasie grave.

c) Un rapport émanant d'un centre d'évaluation des aides techniques reconnu par l'Agence doit spécifier le type d'imprimante préconisée en fonction des activités poursuivies.

Modalités d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

Relecteurs d'écran : 1.900,00 EUR plus T.V.A.

25. ORDINATEURS (ISO 21.12)

Conditions générales d'intervention

a) Le demandeur doit fournir soit un rapport délivré par un médecin ophtalmologue, stipulant qu'après correction optique, il présente, au meilleur œil, une acuité visuelle égale ou inférieure à deux dixièmes soit un bilan fonctionnel, dont le modèle est approuvé par l'Agence, d'un médecin ophtalmologue spécialisé en réadaptation stipulant que sa fonction visuelle nécessite l'usage d'un ordinateur.

b) Ou bien, sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que l'intéressé présente aux membres supérieurs, une déficience motrice grave, ou une déficience de la sensibilité proprioceptive, ou des troubles moteurs (troubles de la coordination, tremblements, mouvements anormaux, spasticité);

c) Aucune intervention n'est accordée :

1° pour l'achat d'ordinateurs utilisés dans le cadre d'activités professionnelles rémunérées ou réalisées au sein d'ASBL subventionnées par les pouvoirs publics;

2° pour l'achat d'ordinateurs utilisés sur le lieu de la scolarité, dans le cadre de l'enseignement spécial, sauf lorsque le demandeur, suite à des déficiences multiples, ne fréquente pas le type d'enseignement prévu pour les déficients physiques ou visuels.

25.1. Ordinateurs de bureau (ISO 21.12.03)

Modalité d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 800,00 EUR plus T.V.A.

25.2. Ordinateurs portables (ISO 21.12.06)

Conditions spécifiques d'intervention

a) Outre le respect des conditions générales d'intervention, le demandeur doit apporter la preuve qu'un ordinateur portable est nécessaire en raison des circonstances personnelles d'utilisation.

b) Dans le cadre de l'enseignement ordinaire, l'intervention est accordée à partir des études secondaires.

c) L'usage d'un ordinateur portable doit être recommandé par un centre d'évaluation des aides techniques reconnu par l'Agence.

Modalités d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

25.2.1 Portables avec écran de 15" maximum : 1.323,00 EUR plus T.V.A.

25.2.2 Portables avec écran de plus de 15" : 2.348,00 EUR plus T.V.A.

26. MACHINES A ECRIRE ET DE TRAITEMENT DE TEXTES (ISO 21.15)

26.1. Machines à écrire manuelles pour le Braille (ISO 21.15.12)

Conditions d'intervention

a) le demandeur doit fournir un rapport médical d'un médecin ophtalmologue, stipulant qu'après correction optique, il présente, au meilleur œil, une acuité visuelle égale ou inférieure à un dixième ou un champ visuel inférieur à 20 degrés rendant impossible l'écriture manuelle

b) Le demandeur doit prouver, au moyen d'une attestation émanant d'une association reconnue pour aveugles ou d'un établissement d'enseignement spécial, une connaissance, acquise ou en cours d'apprentissage, suffisante du Braille.

Modalité d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 735,00 EUR plus T.V.A., coffre compris.

27. AIDES POUR DESSINER ET ECRIRE (ISO 21.24)

27.1. Dispositifs électroniques portables de prise de notes pour les utilisateurs de braille (ISO 21.24.19)

Conditions d'intervention

a) Le demandeur doit fournir soit un rapport délivré par un médecin ophtalmologue, stipulant qu'après correction optique, il présente, au meilleur œil, une acuité visuelle égale ou inférieure à un dixième ou présente un champ visuel inférieur à 20 degrés soit un bilan fonctionnel, dont le modèle est approuvé par l'Agence, d'un médecin ophtalmologue spécialisé en réadaptation stipulant que la fonction visuelle du demandeur n'est plus suffisante pour utiliser les aides optiques ou électro-optiques.

b) La demande d'intervention doit être justifiée par une utilisation dans le cadre de l'enseignement ordinaire primaire, secondaire ou supérieur, ou dans celui de l'enseignement spécial non adapté aux déficients visuels, ou dans celui d'une fonction professionnelle spécifique exigeant la prise de notes régulières à un endroit autre que celui où l'activité principale est exercée.

c) Un rapport émanant d'un centre d'évaluation des aides techniques reconnu par l'Agence doit justifier le dispositif électronique préconisé, compte tenu du type d'activités poursuivies, de la fréquence d'utilisation et du résultat des essais.

Modalité d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 9.672,06 EUR plus T.V.A.

28. EQUIPEMENTS DE TELEVISION ET DE VIDEO (ISO 21.33)

28.1. Décodeurs d'émissions télévisées sous-titrées (21.33.09)

Condition d'intervention

Le demandeur doit fournir un rapport délivré par un médecin spécialiste O.R.L. attestant qu'il présente une diminution auditive moyenne de 60 dba à la meilleure oreille, sans appareillage, calculée selon l'I.P.A. de FOURNIER.

Modalité d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût de la prestation est limitée à 123,95 EUR plus T.V.A.

29. TELEPHONES ET AIDES POUR TELEPHONER (ISO 21.36)

Les interventions ne concernent en aucun cas le prix du raccordement au réseau, ni les accessoires éventuels.

Conditions générales d'intervention

a) 1° Soit le demandeur doit fournir un rapport délivré par un médecin spécialiste O.R.L. attestant qu'il présente une diminution auditive moyenne de 60 dba à la meilleure oreille, sans appareillage, calculée selon l'I.P.A. de FOURNIER ou une laryngectomie, suite à laquelle il n'a pas recouvré la parole;

2° Soit sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que le demandeur souffre d'aphasie grave.

b) L'intervention de l'Agence s'applique aux prestations suivantes :

29.1. Téléphones mobiles avec télécopie intégrée (GSM fax) (ISO 21.36.06)

29.2. Téléphones à amplificateurs de son et accessoires (ISO 21.36.12)

(appareils standards avec amplification supérieure)

29.3. Machines de télex et télécopie (type fax) (ISO 21.36.13)

29.4. Amplificateurs pour combinés téléphoniques (ISO 21.36.21)

29.5. Dispositifs de raccordement pour les aides pour téléphoner (ISO 21.36.24)

(modem pour le raccordement au câble ou à une connexion rapide)

c) Les personnes atteintes de déficience auditive ne peuvent bénéficier d'une des prestations reprises sous 29.1., 29.3. ou 29.5. que si elles sont incapables à utiliser un téléphone, même avec une réception amplifiée et/ou une prothèse auditive adaptée.

d) Le délai de renouvellement est fixé à cinq ans.

Modalités d'intervention

a) L'intervention de l'Agence pour l'ensemble des prestations est limitée à 619,73 EUR plus T.V.A.

b) L'intervention prévue sous 29.1. est diminuée de 74,37 EUR T.V.A.C. (coût d'un appareil GSM standard).

c) L'intervention prévue sous 29.2. est diminuée de 44,35 EUR T.V.A.C. (coût d'un appareil téléphonique standard).

30. SYSTEMES DE TRANSMISSION DU SON (ISO 21.39)

Les aides ne peuvent être octroyées pour une utilisation au sein des services agréés et subventionnés par l'Agence.

30.1. Interphones d'entrée et amplificateurs d'interphones d'entrées (ISO 21.39.18)**Condition d'intervention**

Sur base du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que le demandeur :

- 1° fait usage d'un fauteuil roulant;
- 2° ou souffre d'une pathologie grave de la colonne vertébrale ou des membres inférieurs;
- 3° ou présente des problèmes de déplacement résultant de maladie du système cardio-respiratoire.

Modalité d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût du système (placement et poste supplémentaire éventuel compris) est limité à 747,08 EUR plus T.V.A.

30.2. Systèmes de transmission de fréquence radio (ISO 21.39.24)**30.2.1. Transmetteurs de son sans fil****Conditions d'intervention**

a) Le demandeur doit fournir un rapport délivré par un médecin spécialiste O.R.L. attaché à un centre agréé par l'Agence, certifiant qu'il présente une perte auditive moyenne de 55 dba au moins à la meilleure oreille, selon l'indice de perte auditive calculée suivant la formule de FOURNIER.

b) Le demandeur âgé de moins de 6 ans doit fournir un rapport délivré par un médecin spécialiste O.R.L. attaché à un centre agréé par l'Agence. Ce rapport porte sur les résultats de l'adaptation de l'enfant à l'appareillage.

c) Un rapport émanant d'un centre d'évaluation des aides techniques reconnu par l'Agence doit justifier le recours à un transmetteur de son sans fil, compte tenu du type d'activités poursuivies, de la fréquence d'utilisation et du résultat des essais.

Modalité d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 2.521,45 EUR plus T.V.A.

31. AIDES AUDITIVES (ISO 21.45)**31.1. Aides auditives tactiles (ISO 21.45.15)**

Aucune intervention n'est accordée pour les enfants de moins de trois ans.

Conditions d'intervention

a) Le demandeur doit fournir un rapport délivré par un médecin spécialiste en réadaptation fonctionnelle pour déficients de la parole et de l'ouïe attestant qu'il présente une perte auditive d'au moins 110 dba à la meilleure oreille (moyenne de FLETCHER) ou une déficience auditive profonde du III^e groupe selon la classification du "Bureau International d'Audiophonologie"

Pour les enfants de 3 à 6 ans, la perte auditive d'au moins 110 dba est ramenée à 90 dba.

b) Le demandeur doit en outre fournir à l'Agence un rapport médical complémentaire portant sur les résultats de l'essai d'un mois de l'aide auditive tactile.

c) le demandeur doit en outre fournir un rapport délivré par un audioprothésiste attestant que l'appareil prothétique conventionnel ne permet pas d'amener les seuils de perception au niveau de la perception de la parole.

d) Les enfants souffrant en plus d'une autre déficience grave, notamment une cécité ou un retard mental, sont dispensés de fournir les rapports visés sous a) à c); dans ce cas, ils doivent fournir un avis médical motivé.

e) L'appareil doit s'utiliser en dehors du cadre d'un centre de réadaptation fonctionnelle.

Modalité d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 1.077,92 EUR plus T.V.A.

32. AIDES DE SIGNALISATION ET D'INDICATION (ISO 21.48)**Conditions d'intervention**

a) Le demandeur doit fournir un rapport délivré par médecin spécialiste O.R.L. certifiant qu'il présente une diminution auditive moyenne de 60 dba à la meilleure oreille, sans appareillage, calculée selon l'IPA de FOURNIER.

b) Un rapport émanant d'un centre d'évaluation des aides techniques reconnu par l'Agence doit justifier le type d'aide de signalisation et d'indication préconisé, compte tenu du type d'activités poursuivies, de la fréquence d'utilisation et du résultat des essais.

c) L'intervention de l'Agence s'applique aux systèmes de signalisation fixes et/ou portables lumineux et/ou vibrants suivants :

32.1. Signaux de portes et avertisseurs de signal de portes (ISO 21.48.03) (Emetteur)

32.2. Indicateurs de bruits (ISO 21.48.15) (surveillance électronique des bébés)

32.3. Indicateurs (ISO 21.48.18)

32.4. Indicateurs de composition de numéro, de numéro occupé et de sonneries (ISO 21.36.15)

Modalité d'intervention

L'intervention de l'Agence pour l'ensemble des prestations est limitée à 900,00 EUR plus T.V.A.

33. AIDES TECHNIQUES DIVERSES**Conditions d'intervention**

a) Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que l'intéressé présente des limitations fonctionnelles importantes découlant de sa déficience et est incapable d'effectuer certaines activités sans l'aide technique sollicitée.

b) Il ne doit pas s'agir d'une prestation reprise à la présente annexe pour laquelle un montant d'intervention est fixé.

c) Son coût unitaire, ou le supplément de coût par rapport au produit de base, ne peut être supérieur à 118,62 EUR plus T.V.A.

Modalité d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 120,05 EUR plus T.V.A. par aide technique.

AIDES A LA MANIPULATION DES PRODUITS ET DES BIENS (ISO 24)

34. AIDES TECHNIQUES DIVERSES

Conditions d'intervention

a) Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du Bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que l'intéressé présente des limitations fonctionnelles importantes découlant de sa déficience et est incapable d'effectuer certaines activités sans l'aide technique sollicitée.

b) Il ne doit pas s'agir d'une prestation reprise à la présente annexe pour laquelle un montant d'intervention est fixé.

c) Son coût unitaire, ou le supplément de coût par rapport au produit de base, ne peut être supérieur à 120,05 EUR plus T.V.A.

Modalités d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 120,05 EUR plus T.V.A. par aide technique.

35. DISPOSITIFS D'ENTREE POUR ORDINATEURS ET EQUIPEMENT ELECTRONIQUE (ISO 24.10)

35.1 Claviers (ISO 24.10.03) et systèmes de commande

35.1.1 Dispositifs d'entrée standards

Condition d'intervention

Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que l'intéressé présente aux membres supérieurs une déficience motrice grave, ou une déficience de la sensibilité proprioceptive, ou des troubles moteurs (troubles de la coordination, tremblements, mouvements anormaux, spasticité), rendant très difficile, voire impossible, l'accès à l'ordinateur.

Modalités d'intervention :

L'intervention de l'Agence pour l'ensemble des prestations est limitée à : 250,00 EUR + T.V.A.

35.1.2. Dispositifs d'entrée adaptés :

Condition d'intervention

a) Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que l'intéressé présente aux membres supérieurs une déficience motrice grave, ou une déficience de la sensibilité proprioceptive, ou des troubles moteurs (troubles de la coordination, tremblements, mouvements anormaux, spasticité), rendant très difficile, voire impossible, l'accès à l'ordinateur.

b) Un rapport émanant d'un centre d'évaluation des aides techniques reconnu par l'Agence doit justifier le type de dispositifs d'entrée adaptés préconisés, compte tenu du type d'activités poursuivies, de la fréquence d'utilisation et du résultat des essais.

Modalités d'intervention :

L'intervention de l'Agence pour l'ensemble des prestations est limitée à : 2.500,00 EUR + T.V.A.

35.2. Autres dispositifs d'entrée (ISO 24.10.12)

35.2.1. Scanners

Conditions d'intervention

a) Soit le demandeur doit fournir un rapport délivré par un médecin ophtalmologue, stipulant qu'après correction optique, il présente, au meilleur œil, une acuité visuelle égale ou inférieure à un dixième ou présente un champ visuel inférieur à 20 degrés.

Soit sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant :

1° soit que l'intéressé présente aux membres supérieurs, une déficience motrice grave, ou une déficience de la sensibilité proprioceptive, ou des troubles moteurs (troubles de la coordination, tremblements, mouvements anormaux, spasticité),

2° soit que l'intéressé présente un trouble grave de la communication avec trouble grave de la parole.

b) La demande d'intervention doit être justifiée dans le cadre de l'enseignement ordinaire primaire, secondaire ou supérieur, ou dans celui de l'enseignement spécial non adapté aux déficients visuels ou physiques, ou dans celui d'une activité professionnelle exigeant la réalisation de travaux bureautiques, ou à domicile pour la réalisation de travaux divers.

Modalités d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limité à :

35.2.1.1. Scanners : 164,00 EUR plus T.V.A.

35.2.1.2. Logiciels de reconnaissance de caractères : 143,42 EUR plus T.V.A.

35.2.2. Autres

35.2.2.1. Commandes par mouvements de la tête :

Condition d'intervention

a) Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que l'intéressé présente aux membres supérieurs, une déficience motrice grave, ou une déficience de la sensibilité proprioceptive, ou des troubles moteurs (troubles de la coordination, tremblements, mouvements anormaux, spasticité) rendant très difficile, voire impossible ou l'utilisation d'un clavier standard.

b) Un rapport émanant d'un centre d'évaluation des aides techniques reconnu par l'Agence doit justifier le type de commande par mouvements de la tête préconisés, compte tenu du type d'activités poursuivies, de la fréquence d'utilisation et du résultat des essais.

Modalités d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à

3.161,00 EUR plus T.V.A.

35.2.2.2. Logiciels de reconnaissance vocale

Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que l'intéressé présente aux membres supérieurs, une déficience motrice grave, ou une déficience de la sensibilité proprioceptive, ou des troubles moteurs (troubles de la coordination, tremblements, mouvements anormaux, spasticité) rendant très difficile, voire impossible ou l'utilisation d'un clavier standard.

Modalités d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 193,36 EUR plus T.V.A.

35.2.2.3. Ecrans tactiles

Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que l'intéressé présente aux membres supérieurs, une déficience motrice grave, ou une déficience de la sensibilité proprioceptive, ou des troubles moteurs (troubles de la coordination, tremblements, mouvements anormaux, spasticité) rendant très difficile, voire impossible ou l'utilisation d'un clavier standard.

Modalités d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 690,00 EUR plus T.V.A.

35.3. Modifications des dispositifs d'entrée (ISO 24.10.18)

35.3.1. Décodeurs braille

Condition d'intervention

Le demandeur doit fournir un rapport médical d'un médecin ophtalmologue, stipulant qu'après correction optique, l'intéressé présente, au meilleur œil, une acuité visuelle égale ou inférieure à un dixième ou présente un champ visuel inférieur à 20 degrés.

Modalité d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 1.201,76 EUR plus T.V.A.

AIDES ET EQUIPEMENTS PERMETTANT D'AMELIORER L'ENVIRONNEMENT,
LES OUTILS ET LES MACHINES (ISO 27)

36. AIDES TECHNIQUES DIVERSES

Conditions d'intervention

a) Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que l'intéressé présente des limitations fonctionnelles importantes découlant de sa déficience et est incapable d'effectuer certaines activités sans l'aide technique sollicitée.

b) Il ne doit pas s'agir d'une prestation reprise à la présente annexe pour laquelle un montant d'intervention est fixé.

c) Son coût unitaire, ou le supplément de coût par rapport au produit de base, ne peut être supérieur à 120,05 EUR plus T.V.A.

Modalité d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à 120,05 EUR plus T.V.A. par aide technique.

PRESTATIONS DE SERVICES

37. COMPLEMENT D'APPRENTISSAGE A LA PRATIQUE DE LA CONDUITE AUTOMOBILE

37.1. Complément d'apprentissage à la pratique de la conduite d'un véhicule adapté

Par véhicule adapté, on entend un véhicule dont les adaptations doivent faire l'objet d'une agrégation établie conformément aux directives réglementaires en la matière.

Conditions d'intervention

a) Sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant la nécessité d'un complément d'apprentissage.

b) Le demandeur doit fournir une attestation établie par le CARA spécifiant qu'en raison de l'adaptation de son véhicule et du handicap, il doit bénéficier d'heures supplémentaires d'apprentissage de la conduite automobile. L'attestation doit fixer le nombre d'heures.

c) Le nombre d'heures de cours est limité à 10 heures, ou à 15 heures en cas de retard psychomoteur associé.

Modalités d'intervention

a) Le montant horaire est limité à 37,35 EUR plus T.V.A. par heure de cours.

b) L'intervention ne peut être fractionnée.

37.2. Complément d'apprentissage à la pratique de la conduite d'un véhicule non adapté

Conditions d'intervention

a) Soit sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que le demandeur répond aux conditions légales pour l'obtention du permis de conduire et présente :

1° au moins une déficience de l'appareil locomoteur, ralentissant l'apprentissage de la conduite automobile;

2° ou une déficience intellectuelle, résultant d'un retard mental léger ou d'une dégradation importante de certaines fonctions (mémoire, attention, jugement, orientation spatio-temporelle) ralentissant l'apprentissage de la conduite automobile.

b) Soit le demandeur doit fournir un rapport délivré par un médecin spécialiste O.R.L. certifiant qu'il présente une diminution auditive moyenne de 60 dba à la meilleure oreille, sans appareillage, calculée selon l'IPA de FOURNIER.

c) Le nombre d'heures de cours est limité à :

1° 10 heures pour les personnes présentant une déficience de l'appareil locomoteur ou une déficience auditive.

2° 15 heures pour les personnes présentant une déficience intellectuelle.

Modalités d'intervention

- a) Le montant horaire est limité à 37,35 EUR plus T.V.A. par heure de cours.
- b) L'intervention ne peut pas être fractionnée.

37.3. Complément d'apprentissage de la théorie pour l'obtention du permis de conduire

Condition d'intervention

Le demandeur doit fournir un rapport délivré par un médecin spécialiste O.R.L. certifiant qu'il présente une diminution auditive moyenne de 60 dba à la meilleure oreille, sans appareillage, calculée selon l'IPA de FOURNIER.

Modalité d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût de la prestation est limitée à 82,00 EUR plus T.V.A.

37.4. Frais liés au contrôle technique pour les véhicules adaptés

Modalités d'intervention

L'intervention de l'Agence dans le coût est limitée à :

- 1° 30,24 EUR T.V.A.C., lorsqu'il n'y a pas de test pollution diesel;
- 2° 35,94 EUR T.V.A.C., lorsqu'il y a un test pollution diesel.

38. APPRENTISSAGE DES TECHNIQUES D'ORIENTATION ET DE MOBILITE.

Conditions d'intervention

a) Le demandeur doit fournir un rapport délivré par un médecin ophtalmologue stipulant qu'après correction optique, il présente, à chaque œil, soit une acuité égale ou inférieure à un dixième, soit un champ visuel inférieur à 20°, ou qu'il est atteint d'héméralopie.

b) La formation doit être dispensée par l'un des organismes suivants : La Ligue Braille, Les Amis des Aveugles et l'I.R.S.A.

L'organisme visé sous b) doit fournir à l'Agence un programme détaillant le contenu et la durée de la formation.

c) Le nombre d'heures pour la formation est limité à :

- 1° 100 heures pour les adultes;
- 2° 200 heures pour les mineurs.

Modalité d'intervention

L'intervention de l'Agence est limitée à 25,00 EUR/heure de formation, y compris les frais de déplacement.

39. COMPLEMENT D'APPRENTISSAGE DES TECHNIQUES DE DEPLACEMENT AVEC UN CHIEN-GUIDE

Conditions d'intervention

a) Pour les personnes ayant bénéficié d'une intervention de l'Agence dans le coût d'achat d'un chien-guide, il est prévu une intervention dans le coût d'un complément d'apprentissage lorsqu'il y a un changement important et durable (minimum 6 mois) dans les habitudes de déplacement.

b) Cet apprentissage complémentaire doit être dispensé par une des instances visées sous 10.2.b. qui en justifiera la nécessité et introduira par la suite un rapport de fin de formation.

c) Cette intervention est renouvelable dans les mêmes conditions, si de nouvelles circonstances l'imposent.

Modalités d'intervention

L'intervention en cas de complément d'apprentissage est limitée à 25,00 EUR/heure de formation (frais de déplacement compris), à concurrence de 20 heures maximum.

40 ACCOMPAGNEMENT PEDAGOGIQUE

Conditions d'intervention

a) L'accompagnement pédagogique s'adresse aux personnes handicapées qui suivent :

- 1° des études de niveau universitaire, ou supérieur non universitaire, reconnues par la Communauté française,
- 2° une formation pour adultes, reconnue ou subventionnée par un pouvoir public et organisée sur le territoire de la Région wallonne ou de la Région de Bruxelles-Capitale.

b) L'accompagnement pédagogique couvre l'encadrement de l'étudiant, en termes d'explications orales, de répétition de l'information, de tutelle pédagogique ou d'interprétation en langues des signes et ce, afin de pallier les difficultés de compréhension dues au handicap;

c) 1° Le demandeur doit fournir :

1.1. soit un rapport délivré par un médecin ophtalmologue, stipulant que son acuité visuelle, après correction, est inférieure ou égale à trois dixièmes pour le meilleur œil, ou que son champ visuel est réduit à 20 degrés ou un bilan fonctionnel, dont le modèle est approuvé par l'Agence, d'un médecin ophtalmologue spécialisé en réadaptation stipulant que sa fonction visuelle nécessite un accompagnement pédagogique.

1.2. soit un rapport délivré par un médecin spécialiste O.R.L. stipulant que sa diminution auditive moyenne atteint au moins 60 dba, la mesure étant faite sans appareillage, sur base soit de l'I.P.A. de FOURNIER, soit sur base du B.O.B.I. (fréquence de 500, 1.000 et 2.000 Hertz).

2° Ou bien, sur base d'éléments du dossier médical ou de rapports demandés, le médecin du bureau régional compétent de l'Agence doit remettre un avis stipulant que le demandeur présente une lésion cérébrale ou une lésion neurologique centrale associée éventuellement à un handicap moteur des membres supérieurs, entraînant des difficultés importantes qui ne peuvent être suffisamment compensées par des aides techniques.

d) L'Agence doit disposer d'une attestation de scolarité suivie dans une forme d'enseignement reconnue par la Communauté française de Belgique.

e) L'accompagnement doit être dispensé au sein d'une instance reconnue par le Comité de gestion de l'Agence ou au sein d'un service agréé par le Collège de la Commission communautaire française.

f) L'encadrant doit justifier de compétences dans les branches qu'il est chargé d'expliquer au demandeur. D'autre part, il atteste sur l'honneur ne pas bénéficier d'autre rémunération pendant les heures d'encadrement prestées.

Lorsque l'encadrement consiste en une interprétation en langues des signes, l'encadrant doit justifier, au minimum de cette compétence.

g) La structure agréée introduit auprès de l'Agence un projet d'accompagnement du demandeur.

h) La structure agréée transmet à l'Agence un rapport d'évaluation, signé par le demandeur, à la fin de chaque année académique ou en fin de cycle pour les formations courtes.

Modalités d'intervention

a) La décision de l'Agence couvre la durée d'un cycle d'études ou la durée effective du programme de formation. En cas d'échec, de réorientation ou d'évolution du handicap, le demandeur est tenu d'en informer l'Agence. Dans ce cas, celle-ci statue sur base des éléments recueillis.

b) L'intervention de l'Agence est limitée dans le coût à 25,00 EUR/heure d'accompagnement, à raison d'un maximum de 450 heures par année académique ou par année de formation pour les déficients visuels, de 600 heures pour les déficients auditifs et de 300 heures pour les déficients moteurs.

En cas de programme de formation d'une durée inférieure à un an, ce maximum est limité à 15 heures/semaine pour les déficients visuels, 20 heures/semaine pour les déficients auditifs et à 10 heures/semaine pour les déficients moteurs, sans toutefois excéder les maxima autorisés visés au point b).

Le montant horaire couvre les prestations de coordination entre les différents intervenants ainsi que la formation des encadrants à l'accompagnement d'étudiants handicapés.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 février 2004 fixant les conditions et les modalités d'intervention d'aide matérielle à l'intégration des personnes handicapées.

Namur, le 4 février 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2004 — 1748

[C — 2004/27097]

**4 FEBRUARI 2004. — Besluit van de Waalse Regering
tot bepaling van de tegemoetkomingsmodaliteiten en -voorwaarden inzake de materiële hulp verleend
voor de integratie van gehandicapte personen**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, inzonderheid op de artikelen 6, 14 en 15;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 juli 1963 betreffende de sociale reclassering van de gehandicapte persoon, inzonderheid op de artikelen 50, 71, 72, 85, 1°, a en b, en 93, 5°;

Gelet op het ministerieel besluit van 17 november 1965 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder het Rijksfonds voor sociale reclassering van gehandicapte personen leningen toestaat of waarborgt met het oog op hun plaatsing;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 1999 tot bepaling van de tegemoetkomingsvoorwaarden en -modaliteiten inzake de materiële hulp verleend voor de integratie van gehandicapte personen;

Gelet op het ministerieel besluit van 27 december 1967 houdende vaststelling van de criteria van toekenning der tegemoetkomingen inzake sociale hulp op het gebied van de sociale reclassering van de gehandicapte personen;

Gelet op het advies van het "Conseil consultatif wallon des personnes handicapées" (Waalse adviesraad voor gehandicapte personen)

Gelet op het advies van het beheerscomité van het « Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées » (Waal agentschap voor de integratie van gehandicapte personen), gegeven op 23 september 2003;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 15 juli 2003;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 24 juli 2003;

Gelet op het advies van de Raad van State, uitgebracht op 14 januari 2004, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996, bij de wet van 8 september 1997 en bij de wet van 2 april 2003;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

2° Agentschap : het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées";

3° gehandicapte persoon : persoon zoals bedoeld in het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

4° materiële hulp : de technische hulpmiddelen en de inrichtingen bestemd om de handicap te compenseren of de verergering ervan te voorkomen.

Art. 3. Overeenkomstig de bepalingen van dit besluit en van de desbetreffende bijlage kunnen de uitgaven i.v.m. individuele materiële hulp binnen de perken van de begrotingskredieten geheel of gedeeltelijk het voorwerp uitmaken van een tegemoetkoming ten gunste van gehandicapte personen.

Art. 4. § 1. De tegemoetkoming in de materiële hulp die aan de gehandicapte persoon verleend wordt, dekt de kosten die wegens zijn handicap noodzakelijk zijn voor zijn sociale integratie.

§ 2. De kosten bedoeld in het vorige lid zijn bijkomende kosten bovenop die welke een valide persoon betaalt in identieke omstandigheden.

Het bedrag van de uitgaven voor materiële hulp wordt door het Agentschap berekend op grond van een vergelijkende marktstudie rekening houdende met de kenmerken, kwaliteiten en garantie- of onderhoudsvoorwaarden betreffende de verschillende materiële hulpverleningen.

Art. 5. De tegemoetkoming wordt slechts verleend aan een gehandicapte persoon die bij de indiening van de aanvraag de leeftijd van 65 jaar bereikt heeft, als de kosten rechtstreeks gebonden zijn aan de handicap die het Agentschap vastgesteld heeft vóór de leeftijd van 65 jaar.

Art. 6. In afwijking van artikel 40 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 tot uitvoering van het decreet, voorziet de bijlage bij dit besluit al naar gelang de materiële hulpverstrekking in de noodzaak van een multidisciplinair verslag en in het soort vereiste multidisciplinaire gegevens.

Art. 7. Het Agentschap komt niet tegemoet in de kosten die de gehandicapte persoon voor materiële hulpverlening betaalt :

1° als de gehandicapte persoon in het kader van een wetgeving inzake vergoedingen of burgerlijk recht :

- a) nalaat in rechte de schadevergoeding op te eisen waarvoor hij een aanvraag bij het Agentschap heeft ingediend,
- b) van de procedure of van het recht zelf afziet;

2° als de gehandicapte persoon op basis van dezelfde handicap en dezelfde behoefte als die bedoeld in dit artikel, voor een sociale prestatie in aanmerking komt krachtens andere wettelijke of reglementaire bepalingen, behalve de uitzonderingen bedoeld in de bijlage bij dit besluit;

3° als de kosten vergoed worden d.m.v. een tegemoetkoming verleend krachtens andere bepalingen van het decreet of de uitvoeringsbesluiten ervan.

Art. 8. De tegemoetkoming mag niet verleend worden voor :

1° apparatuur voor medische of paramedische behandeling of voor het onderhoud van de fysieke conditie, behalve die bedoeld in de bijlage bij dit besluit;

2° diensten die door natuurlijke of rechtspersonen verstrekt worden, behalve die bedoeld in de bijlage bij dit besluit, alsmede de studiekosten, erkenningskosten en architectenhonoraria bedoeld in artikel 9;

3° het geleende, gehuurde of geleasede materiaal;

4° het tweedehands materiaal behalve de uitzonderingen vermeld in bijlage.

Art. 9. De gemaakte kosten zijn kosten voor de verstrekking van materiële hulp, alsmede studiekosten, erkenningskosten en architectenhonoraria die er eventueel aan gebonden zijn, verhoogd met de BTW.

Art. 10. § 1. De gemaakte kosten worden slechts aangerekend ten belope van :

1° de kosten bedoeld in artikel 4;

2° het in deze bijlage vastgelegde bedrag, voor de dienstverstrekkingszake materiële hulp bedoeld in dezelfde bijlage.

§ 2. Het bedrag van de schadevergoeding verkregen krachtens een gerechtelijke beslissing wordt afgetrokken van het bedrag van de kosten bedoeld in § 1.

§ 3. Onverminderd de bepalingen van § 2, verleent het Agentschap de gehandicapte persoon op diens verzoek en in afwachting van de schadevergoeding bedoeld in artikel 7, 1°, een voorschot waarvan het bedrag wordt vastgelegd overeenkomstig de bepalingen van dit besluit en de bijlagen ervan.

Om dat voorschot te kunnen genieten, doet de gehandicapte persoon het Agentschap bij overeenkomst in zijn rechten en beroepen treden jegens de derde die moet instaan voor de schadevergoeding bedoeld in artikel 7, 1°.

Art. 11. § 1. De aanvraag om tegemoetkoming gaat vergezeld van de documenten vereist krachtens artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 tot uitvoering van het decreet. Enkel de uitzonderingen bedoeld in de bijlage eisen dat een kostenraming wordt bijgevoegd.

Art. 12. De verstrekkingen inzake materiële hulp komen slechts in aanmerking voor een tegemoetkoming als ze plaatsvinden op ten vroegste op de dag van de aanvraag om tegemoetkoming.

De tegemoetkomingen van het Agentschap worden betaald op grond van de facturen betreffende de verstrekkingen, die ingediend moeten worden binnen een termijn van één jaar, te rekenen van de kennisgeving van de beslissing tot tegemoetkoming. Die termijn wordt op twee jaar gebracht voor globale huisinrichtingen en -verbouwingen betreffende de ISO 18, vermeld onder de punten 13 tot 15 en onder de codes ISO 18.21.03, 18.30.06 en 18.30.09.

Art. 13. Als het Agentschap vaststelt dat een aanvraag om tegemoetkoming inzake materiële hulpverlening voldoet aan de voorwaarden van dit besluit maar dat hetzij er geen sprake is van die hulp in de bijlage, hetzij dat er wel sprake van is maar dat bepaalde voorwaarden niet vervuld zijn om de tegemoetkoming te verlenen, dan wordt de aanvraag voor advies voorgelegd aan de Raad voor individuele hulpverlening inzake integratie en vervolgens aan het beheerscomité, dat moet beslissen, onverminderd de toepassing van artikel 8 en de uitsluitingen uitdrukkelijk vermeld in de bijlage bij dit besluit.

Art. 14. § 1. Onverminderd artikel 11 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 tot uitvoering van het decreet, kan het Agentschap een door hem bevoegd verklaarde gespecialiseerde dienst of zelfstandige deskundige om zijn gemotiveerd advies vragen in het kader van een aanvraag om materiële hulpverlening :

1° hetzij bedoeld in artikel 13 van dit besluit;

2° hetzij in verband met :

a) het thuishouden;

b) de geïnformatiseerde hulp i.v.m. communicatie, informatie, seingeving, domotica;

c) de hulpverlening voor de persoonlijke mobiliteit, met inbegrip van de wagenaanpassingen bedoeld in rubriek 7.2.

§ 2. Onder gespecialiseerde dienst wordt een door de overheid georganiseerde, erkende of gesubsidieerde dienst verstaan.

§ 3. Het Agentschap verklaart de in § 1 bedoelde gespecialiseerde diensten en zelfstandige deskundigen bevoegd na een selectie uitgevoerd op grond van de volgende criteria :

- 1° hun zetel hebben in het Franse taalgebied;
- 2° het bewijs leveren van vijf volle jaren ervaring, analyse en adviesverlening inzake de technische hulp i.v.m. één van de domeinen bedoeld in § 1;
- 3° beschikken over een pluridisciplinaire ploeg, met hoe dan ook een functie van ergotherapeut;
- 4° op verzoek van het Agentschap zicht ertoe verbinden een gemotiveerd advies te geven binnen een termijn van zestig dagen vanaf de datum van de aanvraag, hoe dan met inachtneming van de kwaliteit en de kosten;
- 5° het beroepsgeheim en het privé-leven respecteren;
- 6° afzien van elke commercialisering van de prestaties bedoeld in dit besluit;
- 7° geen enkele financiële bijdrage eisen van de gehandicapte persoon.

§ 4. Het Agentschap komt in de onderzoekskosten tegemoet ten belope van een forfaitair bedrag bedoeld in de bijlage bij dit besluit voorzover de verstrekking van de dienst of van de deskundige niet gedekt wordt door overheidskredieten of -subsidies. Van de gehandicapte persoon mag geen bijdrage in de kosten van de dienstverstrekking geëist worden.

Art. 15. De voor het gehandicaptenbeleid bevoegde Minister kan de bijlage bij dit besluit jaarlijks bijwerken op voorstel van het beheerscomité.

Art. 16. Opgeheven worden :

1° de artikelen 50, 71, 72, 85, 1°, *a* en *b*, en 93, 5°, van het koninklijk besluit van 5 juli 1963 betreffende de sociale reclassering van de gehandicapte persoon;

2° het ministerieel besluit van 17 november 1965 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder het Rijksfonds voor sociale reclassering van gehandicapte persoon leningen toestaat of waarborgt met het oog op hun plaatsing;

3° het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 1999 tot bepaling van de tegemoetkomingsvoorwaarden en modaliteiten inzake de materiële bijstand verleend voor de integratie van gehandicapte personen;

4° de hoofdstukken IV, V, VI en *Vibis* van het ministerieel besluit van 27 december 1967 houdende vaststelling van de criteria van toekenning der tegemoetkomingen inzake sociale hulp op het gebied van de sociale reclassering van de gehandicapte persoon.

Art. 17. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 18. De Minister die bevoegd is voor het Gehandicaptenbeleid, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 februari 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

BIJLAGE BIJ HET BESLUIT VAN DE WAAELSE REGERING TOT BEPALING VAN DE TEGEMOETKOMINGS- VOORWAARDEN EN MODALITEITEN INZAKE DE MATERIELE HULP VERLEEND VOOR DE INTEGRATIE VAN GEHANDICAPTE PERSONEN

I. Algemeen

1.1. Om een vlottere toegang te verlenen tot de informatie over de technische hulpmiddelen voor gehandicapte personen zijn al de in de bijlage opgenomen dienstverstrekkings ingedeeld op grond van de ISO-classificatie (INTERNATIONAL STANDARD ORGANISATION) van de « Technische hulpmiddelen voor personen met een handicap » EN ISO 9999-2002 F.

De verwijzing naar de ISO-categorieën houdt niet in dat het Agentschap tegemoetkomt voor het geheel van de technische hulpmiddelen die bij die categorieën ingedeeld zijn.

1.2. De in de bijlage vermelde tegemoetkomingsbedragen zijn maximumbedragen die aan de basisgezondheidsindex gekoppeld zijn.

Vanaf 1 januari 2005 worden ze jaarlijks op 1 januari (jaar *n*) aan de hand van onderstaande formule aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen bedoeld in hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 24 december 1993 tot uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van de concurrentie van het land, hierna gezondheidsindex genoemd :

$$\text{Bedrag op 31 december jaar } n - 1 \times \frac{\text{gezondheidsindex maand december jaar } n - 1}{\text{gezondheidsindex maand december jaar } n - 2}$$

1.3. Het Agentschap mag geen hernieuwing van een dienstverstrekkings toestaan, noch afwijken van de hernieuwingsvoorwaarden die in deze bijlage vastliggen, behalve als de handicap verergert, als de dienstverstrekkings onmogelijk vergoed kan worden of in de gevallen waarin uitdrukkelijk voorzien wordt in deze bijlage.

1.4. Het bedrag voorzien voor het onderzoek bedoeld in artikel 14, § 4, bedraagt 375

II. Soorten tegemoetkoming

HULPMIDDELEN VOOR LICHAAMSVERZORGING EN BESCHERMING (ISO 09)

3. HULPMIDDELEN VOOR HYGIENE (ISO 09.12)

De hulpmiddelen mogen niet toegekend worden voor een gebruik binnen de door het Agentschap erkende en gesubsidieerde diensten.

1.1. Kamerstoelen (met of zonder wielotjes) (ISO 09.12.03)

1.1.1. Kamerstoelen

Algemene tegemoetkomingsvoorwaarden

a) Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen brengt de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uit waaruit blijkt dat betrokkene een deficiëntie vertoont waardoor hij zich moeilijk kan verplaatsen.

b) Het hulpmiddel wordt door de ligging van de plaats gewettigd.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot :

1.1.1.1. Kamerstoel zonder wielotjes : 121,95 EUR, exclusief BTW.

1.1.1.2. Kamerstoel met wielotjes : 186,69 EUR, exclusief BTW.

1.1.2. Kamerstoel met bijzondere zit

Algemene tegemoetkomingsvoorwaarde

Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen brengt de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uit waaruit blijkt dat betrokkene ernstige moeilijkheden ondervindt om de zithouding aan te nemen.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

Kamerstoel voor toilet en douche met speciale zit (toebehoren inbegrepen) : 850,00 EUR exclusief BTW

2. HULPMIDDELEN VOOR HET ABSORBEREN VAN DE URINE EN HULPMIDDELEN VOOR DE DEFECATIE (ISO 09.30)

2.1. Hulpmiddelen voor het absorberen van de urine die voor het dragen bestemd zijn (ISO 09.30.04) en spelden en haakjes voor absorberende beschermingen (ISO 09.30.09)

Er wordt geen tegemoetkoming verleend voor zalven en poeders.

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen brengt de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uit waaruit blijkt dat betrokkene een urinaire of faecale incontinentie vertoont die te wijten is aan :

1° neurologische mergletsels of (aangeboren of opgelopen) letsels aan het onderste urine- en darmstelsel;

2° een achterstand van de psychomotorische of geestelijke ontwikkeling;

3° een psychische aandoening.

Het advies specificceert eveneens :

1° de graad van incontinentie, hetzij :

Urine-incontinentie (mictieoefeningen en gebruik van een blaassonde inbegrepen);

Urine en stoelgangincontinentie, behalve accidentele incontinenties.

2° of het om een dag- en/of nachtelijke urine- en/of faecale incontinentie gaat;

3° of de persoon sondes gebruikt.

b) De beslissing van het Agentschap slaat op twee kalenderjaren : ze kan verlengd worden na advies van de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap waaruit blijkt dat de tegemoetkomingsvoorwaarden vervuld zijn.

Tegemoetkomingsmodaliteiten :

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt gemoduleerd als volgt :

JAARLIJKS PLAFOND	BEPERKT JAARLIJKS PLAFOND*
Kinderen van 3 tot 12 jaar	
2.1. : kinderen van 6 tot 12 jaar die enkel s'nachts aan incontinentie lijden : 90,48 EUR exclusief BTW	22,61 EUR exclusief BTW
2.2. : kinderen van 3 tot 12 jaar die aan urine-incontinentie lijden en sondes gebruiken : 467,45 EUR, exclusief BTW	116,86 EUR exclusief BTW
2.3. : incontinenten kinderen van 3 tot 12 jaar die geen sonde gebruiken en/of bovendien aan faecale incontinentie lijden : 614,26 EUR exclusief BTW	153,57 EUR exclusief BTW
Volwassenen en kinderen van 12 jaar en meer (of van minder dan 12 jaar die om medische redenen grote maten moeten gebruiken).	
2.4. : personen die enkel 's nachts aan incontinentie lijden : 180,96 EUR exclusief BTW	45,24 EUR exclusief BTW
4.5. : personen die aan urine-incontinentie lijden en sondes gebruiken : 759,63 EUR exclusief BTW	189,93 EUR exclusief BTW
4.6. : incontinenten personen die geen sonde gebruiken en/of bovendien aan faecale incontinentie lijden : 1.176,68 EUR exclusief BTW	294,18 EUR exclusief BTW

(*) tegemoetkoming beperkt tot het kwart van het jaarlijkse plafond voor de aanvragers die een internaat of een residentiële dienst bezoeken dat gesubsidieerd wordt door een andere overheid dan het Agentschap, en die tijdens de schoolvakantie weer naar huis gaan.

3. HULPMIDDELEN OM ZICH TE WASSEN EN EEN BAD OF EEN DOUCHE TE NEMEN (ISO 09.33)

De hulpmiddelen worden niet toegekend voor een gebruik binnen de door het Agentschap erkende en gesubsidieerde diensten.

3.1. Badzit/douchezetels (met of zonder wieltjes), badplank, krukjes, rugleuningen en zetels (ISO 09.33.03)

Algemene tegemoetkomingsvoorwaarde

a) Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat betrokkene bijzondere moeilijkheden ondervindt waardoor het wassen moeilijk wordt en zelfs onmogelijk zonder de nodige hulp.

3.1.1. Douchezetels

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde

Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat betrokkene een ernstige motorische deficiëntie vertoont waardoor hij niet of heel moeilijk zonder steun overeind kan blijven.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot :

3.1.1.1. muurdouchezetel : 215,00 EUR exclusief BTW

3.1.1.2. Steunvoet voor muurdouchezetel : 70 EUR exclusief BTW.

3.1.1.3. Douchestoel voorzien van 4 kleine draaiende wielen, van opklapbare armleuningen : 442,49 EUR exclusief BTW

3.1.1.4. Douchestoel voorzien van 2 grote wielen, al dan niet met een gat in de zitting) : 763,51 EUR exclusief BTW.

3.1.2. Badzetels

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde

Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat betrokkene een ernstige motorische deficiëntie vertoont waardoor hij niet of heel moeilijk overeind kan vanuit een zithouding op de vloer.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 155,00 EUR exclusief BTW.

3.1.3. Badzetels met badrelaxzit

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde

Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat betrokkene een ernstige deficiëntie vertoont, hetgeen de zithouding zeer moeilijk en zelfs onmogelijk maakt.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot : 450,00 EUR exclusief BTW.

3.2. Brancards, douchetafel en luiertafel (09.33.12)

3.2.1. Luiertafels (aan de muur gehecht, opklapbaar en kussen in simili-leder)

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde

Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat betrokkene een ernstige deficiëntie vertoont waardoor het zich aankleden moeilijk wordt en zelfs onmogelijk zonder de nodige hulp.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 820,00 EUR exclusief BTW.

3.2.2. Douchebrancards (zonder hoogteregeling, op wieltjes, verstelbare rugleuning in de vorm van een receptakel)

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde

Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat betrokkene een ernstige deficiëntie vertoont waardoor het gebruik van de douche of het bad moeilijk wordt en zelfs onmogelijk zonder de nodige hulp.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 1085,00 EUR exclusief BTW.

3.2.3. Veiligheidshek

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde

Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat betrokkene een ernstige deficiëntie vertoont, hetgeen een val kan veroorzaken.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 136,00 EUR exclusief BTW/stuk.

Er wordt een tegemoetkoming verleend voor maximum twee hekken.

3.3. Badopstapje (ISO 09.33.24)

Tegemoetkomingsvoorwaarde

Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat betrokkene een ernstige motorische deficiëntie vertoont waardoor de toegang tot of het verlaten van het bad moeilijk en zelfs onmogelijk wordt zonder de nodige hulp.

Tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 60 EUR exclusief BTW.

4. UURWERK (ISO 09.51)

4.1. Universele wekker met flash lamp en/of trillend dispositief

Tegemoetkomingsvoorwaarde

Een medisch verslag opgesteld door een neus- oor- keelspecialist specificeert dat de aanvrager een gemiddelde gehoorvermindering van 60 dba vertoont aan het beste oor zonder apparaat, berekend volgens de IPA van FOURNIER.

Tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 107,00 EUR exclusief BTW.

5. DIVERSE TECHNISCHE HULPMIDDELEN

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat betrokkene wegens de aan zijn deficiëntie te wijten functionele beperkingen bepaalde activiteiten niet kan uitvoeren zonder de gevraagde technische hulp.

b) Het mag niet gaan om een in deze bijlage bedoelde dienstverstreking waarvoor een tegemoetkomingsbedrag vastgelegd is.

c) De eenheidsprijs, of de prijstoeslag t.o.v. het basisproduct, is niet hoger dan 118,62 EUR exclusief BTW.

Tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 120,05 EUR per technisch hulpmiddel, exclusief BTW.

HULPMIDDELEN VOOR DE PERSOONLIJKE MOBILITEIT (ISO 12)

6. WANDELHULPMIDDELEN GEHANTEERD DOOR EEN ARM (ISO 12.03)

Tegemoetkomingsvoorwaarde

Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat betrokkene een deficiëntie vertoont met gevolgen voor de voortbeweging.

In elk geval bevat het medisch dossier een voorschrift van de huisdokter betreffende het type wandelhulpmiddel en het vereiste aantal wandelstokken.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot :

6.1. Wandelstok (ISO 12.03.03) : 10,18 EUR exclusief BTW/stuk.

6.2. Wandelstok met steun voor voorarm (ISO 12.03.06) : 16,77 EUR, exclusief BTW/stuk.

6.3. Kruk met okselsteun (ISO.12.03.12) : 33,01 EUR, exclusief BTW/stuk.

6.4. Drie of meerpotige wandelstok, een handvat en/of een steun voor voorarm of een klein handvat (ISO 12.03.16).

6.4.1. Driepotige wandelstok (ISO 12.03.15) : 31,73 EUR exclusief BTW/stuk.

6.4.2. Vierpotige wandelstok (ISO 12.03.18) : 46,23 EUR exclusief BTW/stuk.

7. WAGENAANPASSINGEN (ISO 12.12)

Er wordt geen tegemoetkoming verleend voor standaard afstandsbedieningen, centrale vergrendeling, airconditioning in het voertuig, bijkomende verwarming, elektrische ruiten, elektrische achteruitkijkspiegels en stuurbekrachtiging.

Algemene tegemoetkomingsvoorwaarden

a) De aanpassingen moeten dienen voor de gehandicapte persoon die het voertuig bestuurt. Betrokkene bezorgt een afschrift van zijn aangepast rijbewijs, dat geldig is en aan de wetsbepalingen inzake rijbewijs voldoet. Als de gehandicapte persoon door een derde vervoerd moet worden, wordt de tegemoetkoming slechts verleend voor de aanpassingen bedoeld in de rubrieken 7.1.7 en 7.2.

b) De aanvragen van de aanpassingen bedoeld in de rubriek 7.1 gaan vergezeld van een verslag van het "Centre d'Adaptation à la Route pour Automobilistes handicapés (C.A.R.A.)" (Centrum voor de aanpassing van gehandicapte automobilisten aan de weg).

c) De aanpassing wordt uitgevoerd :

1° op een nieuw voertuig;

2° op een voertuig dat nieuw of tweedehands gekocht is en dat minder dan vijf jaar is op het ogenblik van de aanvraag om tegemoetkoming.

De voorwaarde i.v.m. de leeftijd van de wagen geldt niet voor overdraagbare aanpassingen.

d) De hernieuwingstermijn voor niet-overdraagbare aanpassingen loopt 5 jaar.

e) In geval van verandering van voertuig vóór afloop van de in punt d) bedoelde termijn wordt slechts een tegemoetkoming voor een nieuwe aanpassing verleend als de verandering te wijten is aan een intensief gebruik beroepshalve, een wijziging in de beroepstoestand of in de gezinssamenstelling of aan een verergering van de deficiëntie.

f) De aanpassing wordt niet hernieuwd binnen vijf jaar als het voertuig hersteld of vervangen moet worden ten gevolge van een ongeval.

g) De kosten voor de overdraagbare aanpassingen worden slechts in aanmerking genomen voor een tegemoetkoming bij een verandering van voertuig.

h) De tegemoetkoming van het Agentschap wordt slechts verleend na overlegging van een afschrift van het erkenningsattest van de aanpassing van het voertuig opgemaakt door het Ministerie van Verkeerswezen en Infrastructuur overeenkomstig de reglementaire richtlijnen terzake.

Algemene tegemoetkomingsmodaliteiten

a) Het Agentschap komt tegemoet in het BTW-bedrag betreffende de aanpassingen, mits overlegging van een attest van de BTW-Controledienst van het ambtsgebied van de woonplaats van de aanvrager, waarin het tarief vermeld staat dat voor zijn rekening blijft.

b) De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten van de verschillende aanpassingen voor een vlottere toegang tot het voertuig wordt beperkt tot 8.538,09 EUR exclusief BTW; deze aanpassingen worden vermeld in de rubrieken 7.1.7 (met uitsluiting van 7.1.7.1.), 7.2.1., 7.2.2., 7.2.3. en 7.2.5.

7.1. Aanpassing betreffende het besturen van een voertuig (ISO 12.12.04)

7.1.1. Aangepaste/gecombineerde gasklep- en remsystemen

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde

Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat de aanvrager een belangrijk functioneel verlies van de onderste ledematen vertoont of dat ze afgezet zijn.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot :

7.1.1.1. Mechanische gasklep en remsysteem

- onder het stuur : 1.055,97 EUR, exclusief BTW.

- op het stuur : 1.524,24 EUR, exclusief BTW.

7.1.1.2. Pneumatische gasklep en remsysteem aan het stuur : 1735,25 EUR exclusief BTW

7.1.1.3. Elektronische gasklep en remsysteem aan het stuur : 2.401,33 EUR exclusief BTW

7.1.2. Aanpassing van een pedaal (of plaatsing van een afgedekte pedaal)

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde

Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat de aanvrager een belangrijk functioneel verlies van de onderste ledematen vertoont of dat één ervan afgezet is.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 263,65 EUR per pedaal of afgedekte pedaal exclusief BTW.

7.1.3. Verhoging van de vloer. (ISO 12.12.27)

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde

Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat de aanvrager een deficiëntie vertoont waardoor hij de pedalen onmogelijk kan bereiken.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 250,00 EUR per pedaal of afgedekte pedaal exclusief BTW.

7.1.4. Aanpassingen van de versnellingsbak en van de koppeling (ISO 12.12.04)

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde

Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat de aanvrager een belangrijk functioneel verlies van de onderste of bovenste ledematen vertoont of dat een bovenste en/of onderste lid afgezet is.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 830,44 exclusief BTW.

7.1.5. Aanpassing van het stuur. (ISO 12.12.07)

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde

Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat de aanvrager een belangrijk functioneel verlies van een bovenste lid vertoont of dat één ervan afgezet is.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot :

7.1.5.1. Stuurbol : 37,18 EUR exclusief BTW

7.1.5.2. Orthese aan het stuur : 150,00 EUR exclusief BTW

7.1.5.3. Aangepast stuur : 380,00 EUR exclusief BTW

7.1.6. Aangepaste bedieningsapparatuur (lichten, ruitenwissers/ruitensproeiers, claxon, richtingwijzer, mistlampen,...) (ISO 12.12.08)

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde

Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat de aanvrager een belangrijk functioneel verlies van de bovenste ledematen vertoont of dat één ervan afgezet is.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 1.555,42 exclusief BTW.

7.1.7. Aangepaste wagenzetels (ISO 12.12.12)

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde

Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat de aanvrager een rolstoel gebruikt of ernstig motorisch gehandicapt is of een afwijking heeft, hetgeen de zithouding en/of de hantering van de zetel zeer moeilijk maakt.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteiten

7.1.7.1. Ergonomische zetel : 1.387,44 EUR, exclusief BTW.

7.1.7.2. Draaionderstel : 3 deuren : 1.250,00 EUR, exclusief BTW.

5 deuren : 1.500,00 EUR, exclusief BTW

7.1.7.3. Uitschuifbaar draaionderstel : 3 deuren : 2.000,00 EUR, exclusief BTW.

5 deuren : 2.250,00 EUR, exclusief BTW

7.1.7.4. Elektrische bijstelling van de bestuurderszetel (vooruit-achteruit-hoog-laag) : 1.040,57 EUR, exclusief BTW.

7.1.7.5. Uitschuifbare elektrische bijstelling van de bestuurderszetel (vooruit-achteruit-hoog-laag) : 3.346,56 EUR, exclusief BTW.

7.1.7.6. Veiligheidsgordels en harnas : 226,79 EUR

7.1.7.7. Schuiven (plaatsing of verlenging of verplaatsing)

7.1.7.7.1. mechanisch : 743,68 EUR exclusief BTW

7.1.7.7.2. elektrisch : 1.487,36 EUR exclusief BTW

7.2. Wijzigingen aan de voertuigen

7.2.1. Personenheftoestel voor wagen (niet voorzien voor rolstoelen) (ISO 12.12.15)

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde

Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat de aanvrager een rolstoel gebruikt.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 2.854,92 EUR, exclusief BTW.

7.2.2. Personenheftoestel om de in de rolstoel zittende persoon in het voertuig te heffen (ISO 12.12.18)

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde

Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat de aanvrager een rolstoel gebruikt.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 5.336,31 EUR exclusief BTW.

7.2.3. Hulpmiddelen om de rolstoel op of in de wagen te laden (ISO 12.12.21)

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde

Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat de aanvrager een rolstoel gebruikt.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot :

7.2.3.1. Laden in de cabine via een elektrisch manoeuvreerbare arm : 2.241,23 EUR*, exclusief BTW

*Met ombouw van het achterportier : 5.042,84 EUR, exclusief BTW.

7.2.3.2. Laden in de kofferbak via een manoeuvreerbare arm :

7.2.3.2.1. Laden van een manuele vouwbare rolstoel : 1.600,87 EUR, exclusief BTW

7.2.3.2.2. Laden van een elektrische rolstoel : 2.614,80 EUR, exclusief BTW

7.2.3.3. Laden van de rolstoel op het dak : 3.868,81 EUR, exclusief BTW

7.2.4. Uitrustingen om een rolstoel in een wagen vast te zetten (ISO 12.12.24)

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde

Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat de aanvrager een rolstoel gebruikt

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten van de sluitingen en sluitingsrails wordt beperkt tot 852,81 EUR, exclusief BTW.

7.2.5. Aanpassingen van de structuur van de wagen voor een vlottere toegankelijkheid (ISO 12.12.27)

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde

Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat de aanvrager een rolstoel gebruikt

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot :

7.2.5.1. Verlaging van de achtervloer : 7.204,02 EUR, exclusief BTW

7.2.5.2. Verhoging van het dak : 667,03 EUR, exclusief BTW

7.2.5.3. Vlak maken van de vloer : 533,62 EUR, exclusief BTW.

8. ROLSTOELEN (ISO 12.21)

Algemene tegemoetkomingsvoorwaarden

a) De rolstoel moet opgenomen worden op de lijst van de toestellen die in aanmerking komen voor de terugbetaling van de verplichte ziekteverzekering.

b) Naast de medische criteria die recht geven op de terugbetaling van de verplichte ziekteverzekering kan het Agentschap, op grond van een met redenen omkleed medisch advies, een tegemoetkoming verlenen voor personen die motorisch gestoord zijn ten gevolge van een cardiovasculaire ziekte of van ademhalingsproblemen.

Een medisch rapport bevestigt dat het maximale zuurstofverbruik kleiner is dan of gelijk is aan een gemiddelde drempel van 16 ml/kg/minuut, gewogen op grond van de leeftijd, het geslacht en het gewicht, overeenkomstig de zogenaamde WEBER-classificatie voor personen met hart- en longproblemen.

c) Het Agentschap past dezelfde hernieuwingstermijnen toe als de verplichte ziekteverzekering.

Het Agentschap kan evenwel binnen een kortere termijn een tegemoetkoming verlenen voor een nieuwe rolstoel op voorwaarde dat een met redenen omkleed medisch advies specificeert dat die noodzaak te wijten is aan een belangrijke anatomische verandering die te maken heeft met de evolutie van de deficiëntie.

d) Het Agentschap kan tegemoetkomen in de kosten van een bijkomende rolstoel op voorwaarde dat de aanvrager er de noodzaak van rechtvaardigt, met name wegens het gebruik thuis van een traplift met zetel of, als de auto niet aangepast is, wegens moeilijkheden i.v.m. het vervoer en/of de hantering van de stoel

e) Voor de aan de gewone slijtage van de rolstoel gebonden onderhoudskosten kan een tegemoetkoming worden verleend ten belope van een jaarlijks plafond gelijk aan 10 % van de waarde van de stoel en zijn geïnventariseerde toebehoren, zoals vastgesteld door de verplichte ziekteverzekering op het ogenblik van de aankoop. Deze tegemoetkoming kan opgesplitst worden.

f) Voor de herstellkosten i.v.m. een kapotte of beschadigde rolstoel kan een tegemoetkoming worden verleend ten belope van een plafond gelijk aan 40 % van de waarde van de stoel en zijn geïnventariseerde toebehoren, zoals vastgesteld door de verplichte ziekteverzekering op het ogenblik van de aankoop. Dit plafond is van toepassing op de duur van de door de verplichte ziekteverzekering vastgelegde minimale hernieuwingstermijn.

Algemene tegemoetkomingsvoorwaarden

Behalve de hiernavolgende specifieke voorwaarden, wordt de tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten beperkt tot de waarde van de rolstoel en zijn toebehoren, zoals vastgelegd in de nomenclatuur van de gezondheidsuitkeringen inzake de verplichte ziekteverzekering en met inachtneming van de desbetreffende terugbetalingsbedragen.

8.1. Manuele rolstoelen gehanteerd door een begeleider (ISO 12.21.03)

8.2. Manuele rolstoelen aangedreven door de gebruiker (ISO 12.21.06, 12.21.09, 12.21.12)

8.2.1. Rolstoelen die meer dan 17 kg wegen

8.2.2. Rolstoelen die minder dan 17 kg wegen

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde

De aanvrager voert activiteiten uit waarvoor hij zijn woonplaats moet verlaten.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap vult die van de verplichte ziekteverzekering aan. Ze wordt ten belope van de gemaakte kosten beperkt tot de helft van tegemoetkoming van de ziekteverzekering.

8.3. Rolstoelen met elektrische aandrijving (ISO 12.21.24, 12.21.27)

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde

Het Agentschap kan op grond van een met redenen omkleed medisch advies een tegemoetkoming verlenen aan personen van wie de bovenste ledematen stoornissen vertonen waardoor ze niet meer in staat zijn om hun rolstoel zelf aan te drijven, of aan personen die de noodzaak van het hulpmiddel rechtvaardigen door het feit dat ze hun woonplaats moeten verlaten om hun activiteit uit te oefenen.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap vult die van de verplichte ziekteverzekering aan. Ze wordt ten belope van de gemaakte kosten beperkt tot de helft van de tegemoetkoming van de ziekteverzekering, afgezien van de specifieke tegemoetkomingsmodaliteiten bedoeld in het volgende lid.

Als de verplichte ziekteverzekering in de rolstoelkosten tegemoetkomt ten belope van de terug te betalen prijs van een manuele rolstoel en zijn toebehoren, of voor een waarde gelijk aan het verschil tussen een elektrische rolstoel en een manuele rolstoel, is de tegemoetkoming van het Agentschap ten belope van de gemaakte kosten gelijk aan maximum 150 % van de terug te betalen prijs van een rolstoel met elektrische aandrijving, na aftrek van de tegemoetkoming van de verplichte ziekteverzekering.

9. HEFHULPMIDDELEN (ISO 12.36)

De hulpmiddelen worden niet toegekend voor een gebruik binnen de door het Agentschap erkende en gesubsidieerde diensten.

Algemene tegemoetkomingsvoorwaarde

Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat de aanvrager wegens een ernstige deficiëntie onbekwaam is om zich alleen te verplaatsen.

9.1. Mobiele heftoestellen met riemen (ISO 12.36.03) met zetels (ISO 12.36.06)

Tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot :

9.1.1. Elektrisch model (riemen niet inbegrepen) : 1408,49 EUR, exclusief BTW

9.1.2. Bijkomende kit voor het heftoestel bestemd voor wagens (ISO 12.12.15) voor huisgebruik : 910,00 EUR exclusief BTW

9.2. Heftoestel vastgemaakt aan de muur, tussen de muren, aan de grond en/of het plafond (ISO 12.36.12)

9.2.1. Elektrisch heftoestel op rails

Tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot :

9.2.1.1. Systeem beperkt tot een kamer met manueel laterale verplaatsing : 3.861,83 EUR, exclusief BTW

9.2.1.2. Systeem in meerdere kamers met manueel laterale verplaatsing : 5.138,44 EUR, exclusief BTW

9.2.1.3. Systeem beperkt tot een kamer met gemotoriseerde verplaatsing : 4.117,30 EUR, exclusief BTW

9.2.1.3. Systeem in meerdere kamers met gemotoriseerde verplaatsing : 5.263,91 EUR, exclusief BTW

9.3. Heftoestellen vastgemaakt aan, gemonteerd in of op een ander product (ISO 12.36.15)

9.3.1. Mechanisch, elektrisch of door waterdruk aangedreven heftoestellen voor badkuipen

Tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt :

9.3.1.1. Elektrische modellen : 995,00 EUR exclusief BTW

9.3.1.2. Draaionderstel : 132,56 EUR exclusief BTW

9.3.2. Liftsysteem aanpasbaar aan badzetels met zit van het type badrelax opgenomen in rubriek 3.1.3

Tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 630,00 EUR exclusief BTW.

9.4. Steunelementen voor heftoestellen (ISO 12.36.21)

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde

De hernieuwingstermijn wordt op vijf jaar vastgelegd.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot :

9.4.1. Riemen :

9.4.1.1. Universele riem : 182,95 EUR, exclusief BTW

9.4.1.2. Hangmatriem : 181,82 EUR, exclusief BTW

9.4.1.3. Toiletriem : 210,74 EUR, exclusief BTW

9.4.1.4. Badriem : 197,52 EUR exclusief BTW

9.4.2. Handenraam : 645,89 EUR, exclusief BTW

9.4.3. Dijsteun : 99,46 EUR, exclusief BTW.

De tegemoetkoming van het Agentschap wordt beperkt tot maximum twee steunelementen : het handenraam en de dijsteun worden als één steunelement beschouwd.

9.5. Herstellingen van de heftoestellen

Tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap is pas mogelijk na afloop van de waarborgtermijn.

De tegemoetkoming van het Agentschap in de herstellingskosten wordt beperkt tot 40 % van de maximumwaarde van het heftoestel. Dat percentage is van toepassing op de totale duur van het gebruik van het toestel. De tegemoetkoming kan opgesplitst worden.

10. HULPMIDDELEN OM ZICH TE ORIENTEREN (ISO 12.39)

10.1. Tactiele blindenstokken en blindenstokken (ISO 12.39.03)

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) Het medisch rapport van een oogarts specificeert dat de aanvrager, na optische correctie, aan ieder oog hetzij een scherpte van één tiende of minder vertoont, hetzij een gezichtsveld kleiner dan 20° of dat hij aan hemeralopie lijdt.

b) De aanvrager moet de verplaatsingstechnieken beheersen of volgt lessen in die zin.

c) De hernieuwingstermijn wordt op één jaar vastgelegd.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 25,81 EUR per stok, exclusief BTW, en tot 14,55 EUR voor een speciaal opzetstuk, exclusief BTW.

10.2. Geleidehond

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) Het medisch rapport van een oogarts specificeert dat de aanvrager, na optische correctie, aan ieder oog hetzij een scherpte van één tiende of minder vertoont, hetzij een gezichtsveld kleiner dan 20°.

b) De hond wordt bezorgd door bemiddeling van een instelling die door het beheerscomité van het Agentschap erkend is voor de aflevering van geleidehonden en de opleiding van gehandicapte personen met het oog op het gebruik van een geleidehond. De tegemoetkoming door het Agentschap wordt slechts verleend na overlegging van een positief opvolgingsattest, opgemaakt door de erkende instelling, drie maanden na de datum waarop de hond ter beschikking is gesteld van de gehandicapte persoon.

c) De tegemoetkoming in de aankoopkosten van een geleidehond kan hernieuwd worden op grond van een attest van een dierenarts die niet afhangt van het dressuurcentrum en de erkende instantie die de hond bezorgd heeft.

Tegemoetkomingsmodaliteit

Het Agentschap verleent een forfaitaire tegemoetkoming in de aankoop- en dressuurkosten van de hond, alsook in de kosten voor de opleiding van de aanvrager. Deze tegemoetkoming wordt beperkt tot 4.322,41 EUR exclusief BTW.

11. DIVERSE TECHNISCHE HULPMIDDELEN

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat betrokkene ernstige functionele beperkingen vertoont die te wijten zijn aan zijn deficiëntie en dat hij bepaalde activiteiten niet kan uitvoeren zonder de gevraagde technische hulp.

b) Het mag niet gaan om een in deze bijlage bedoelde dienstverstrekking waarvoor een tegemoetkomingsbedrag vastgelegd is.

c) De eenheidsprijs, of de prijstoeslag t.o.v. het basisproduct, mag niet hoger zijn dan 120,05 EUR, exclusief BTW.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 120,05 EUR per technisch hulpmiddel, exclusief BTW.

HULPMIDDELEN VOOR HUISELIJKE ACTIVITEITEN (ISO 15)

12. DIVERSE TECHNISCHE HULPMIDDELEN

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat betrokkene ernstige functionele beperkingen vertoont die te wijten zijn aan zijn deficiëntie en dat hij bepaalde activiteiten niet kan uitvoeren zonder de gevraagde technische hulp.

b) Het mag niet gaan om een in deze bijlage bedoelde dienstverstrekking waarvoor een tegemoetkomingsbedrag vastgelegd is.

c) De eenheidsprijs, of de prijstoeslag t.o.v. het basisproduct, mag niet hoger zijn dan 120,05 EUR, exclusief BTW.

Tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 120,05 EUR per technisch hulpmiddel, exclusief BTW.

HUISINRICHTINGEN EN -AANPASSINGEN (ISO 18)

13. BOUW VAN EEN AANGEPASTE WONING

Er wordt geen tegemoetkoming verleend voor terrassen en veranda's.

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat de aanvrager een rolstoel gebruikt of zou kunnen gebruiken gezien de evolutie van de pathologie die hij vertoont.

b) Een attest van de architect bevestigt dat verplaatsingen in een rolstoel een grotere oppervlakte eisen zodat de woning aangepast moet worden. Bij het attest wordt een afschrift van de plannen gevoegd.

c) Een met redenen omkleed verslag van een gespecialiseerde dienst of onafhankelijke ergotherapeut specificeert de bouw van een aangepaste woning overeenkomstig de deficiëntie, het vermogen of onvermogen en de handicap van de aanvrager.

d) De gehandicapte persoon of zijn wettelijke vertegenwoordiger legt over :

1° indien hij eigenaar of mede-eigenaar is, de eigendomsakte van het terrein, de eventuele stedenbouwkundige en esthetische voorschriften en de bouwvergunning;

2° indien het voorzien is dat de gehandicapte persoon de te bouwen woning zal huren, een akte waarmee de eigenaar van de woning zich ertoe verbindt de woning aan de gehandicapte persoon te verhuren, door het afsluiten van een geregistreerd huurcontract, voor een periode van één jaar vanaf de inbezitneming van de woning, per tegemoetkomingscijf van 526,08 EUR exclusief BTW, zonder negen jaar te overschrijden.

De verhuurder mag in geen enkel geval een maatschappij voor sociale woningen zijn;

3° indien voorzien is dat de gehandicapte persoon gehuisvest wordt bij zijn echtgenoot, bij zijn wettelijke samenwoner, bij de persoon waarmee zij een gezin vormt, bij een bloed- of aanverwante in de eerste of de tweede graad, of bij een pleeggezin geselecteerd door een dienst voor gezinsplaatsing erkend door het Agentschap, eigenaar van de te bouwen woning, een akte waarmee de eigenaar van de woning zich ertoe verbindt de woning aan de gehandicapte persoon te verhuren in geval van breuk van het gemeenschappelijk leven, voor een periode van één jaar vanaf de inbezitneming van de woning, per tegemoetkomingscijf van 526,08 EUR exclusief BTW, zonder negen jaar te overschrijden.

e) Het Agentschap kan een tweede tegemoetkoming verlenen in geval van verhuizing gerechtvaardigd :

1° door de wil om de ouderlijke woning te verlaten en een autonoom leven te gaan leiden;

2° om beroepsredenen, wanneer de afstand tussen de nieuwe werkplaats en de vroegere woning tot gevolg heeft dat de betrokken persoon meer dan twaalf uren weg is van zijn woning.

f) De tegemoetkoming voor de bouw van een aangepaste woning en die voor de aanpassing van een bestaande woning mogen niet gecumuleerd worden, behalve in geval van gewettigde verhuizing, zoals hierboven bedoeld (punt d).

g) De tegemoetkoming van het Agentschap kan gecumuleerd worden met die van andere overheden op voorwaarde dat deze niet het voorkomen of de compensatie van een handicap tot doel hebben.

Tegemoetkomingsmodaliteit

De gezamenlijke tegemoetkoming van het Agentschap wordt beperkt tot 8 % van de kosten van de te bouwen woning, exclusief BTW, ten belope van een bedrag van 7.801,65 EUR exclusief BTW.

14. AANPASSING VAN EEN BESTAANDE WONING

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat de aanvrager :

1° de aanvrager een rolstoel gebruikt of zou kunnen gebruiken gezien de evolutie van de pathologie die hij vertoont;

2° de aanvrager aan stoornissen lijdt ten gevolge van een hartziekte, een vaatziekte of ademhalingsproblemen, dat hij motorisch gestoord is wegens een deficiëntie aan de wervelkolom of aan de onderste en/of bovenste ledematen en daardoor moeilijkheden ondervindt om zich te verplaatsen en hindernissen te nemen.

Voor de mensen met motorische stoornissen ten gevolge van een cardiovasculaire pathologie moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap op basis van een medisch verslag opgesteld door een cardioloog, een advies uitbrengen waarmee het bestaan van ernstige functionele tekens van zeer gestoorde paraklinische onderzoeken en een beperkte autonomie wordt aangetoond.

Voor de mensen met motorische stoornissen ten gevolge van een cardiovasculaire pathologie moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap op basis van een medisch verslag opgesteld door een pneumoloog, een advies uitbrengen waarmee het bestaan van een zeer pathologische graad van dyspneu alsook van zeer gestoorde bloedgassen worden aangetoond.

b) De gehandicapte persoon of zijn wettelijke vertegenwoordiger legt de volgende stukken over :

1° indien hij eigenaar of mede-eigenaar is, de eigendomsakte van de aan te passen woning;

2° als hij huurder is, een geregistreerd huurcontract alsook een schriftelijke verklaring van de eigenaar waarin hij instemt met de geplande inrichtingen. De huurperiode, die niet meer dan negen jaar mag lopen, wordt vastgesteld op één jaar vanaf de inbezitneming van de woning per tegemoetkomingscijf van 526,08 EUR, exclusief BTW.

Als de woning een maatschappij voor sociale woningen toebehoort, moet het bewijs geleverd worden dat de huurder en de maatschappij van te voren overleg hebben gepleegd en dat ze een aanpassingsproject uitgewerkt hebben op grond van de specifieke behoeften van de huurder;

3° indien voorzien is dat de gehandicapte persoon gehuisvest wordt bij zijn echtgenoot, bij zijn wettelijke samenwoner, bij de persoon waarmee zij een gezin vormt, bij een bloed- of aanverwante in de eerste of de tweede graad, of bij een pleeggezin geselecteerd door een dienst voor gezinsplaatsing erkend door het Agentschap, eigenaar van de te aan te passen woning, een akte waarmee de eigenaar van de woning zich ertoe verbindt de woning aan de gehandicapte persoon te verhuren in geval van breuk van het gemeenschappelijk leven, voor een periode van één jaar vanaf de inbezitneming van de woning, per tegemoetkomingscijf van 526,08 EUR exclusief BTW, zonder negen jaar te overschrijden;

4° als de gehandicapte persoon gehuisvest wordt bij een persoon bedoeld in 3° die huurder is, de stukken vermeld in 2;

5° het plan van de woning vóór en na de aanpassing.

c) Een met redenen omkleed verslag van een gespecialiseerde dienst of onafhankelijke ergotherapeut specificeert de aanpassingen van de bestaande woning overeenkomstig de deficiëntie, het vermogen of onvermogen en de handicap van de aanvrager.

d) De tegemoetkoming van het Agentschap kan gecumuleerd worden met de door andere overheden verleende tegemoetkomingen op voorwaarde dat deze niet het voorkomen of de compensatie van een handicap tot doel hebben.

e) Het Agentschap kan een tweede tegemoetkoming verlenen in geval van verhuizing gerechtvaardigd :

1° door de wil om de ouderlijke woning te verlaten en een autonoom leven te gaan leiden;

2° om beroepsredenen, wanneer de afstand tussen de nieuwe werkplaats en de vroegere woning tot gevolg heeft dat de betrokken persoon meer dan 12 uren weg is van zijn woning.

f) De tegemoetkoming voor de aanpassing van een bestaande woning mag niet gecumuleerd worden met die voor de bouw van een aangepaste woning, behalve in geval van verhuizing, zoals bedoeld in punt d) hierboven.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

a) De tegemoetkoming van het Agentschap betreft de kosten die gemaakt worden in het kader van :

1° de verbouwing van bestaande kamers (afbraak, wederopbouw, afwerking) behalve het keuken- en badkamermeubilair en de sanitaire installaties;

2° de bouw van bijkamers gerechtvaardigd door de noodzakelijke herinrichting van de woning ten gevolge van de evolutie van de handicap.

b) De totale tegemoetkoming van het Agentschap wordt beperkt tot 15.287,20 EUR exclusief BTW.

c) De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten voor de aanpassing van de toegangswegen tot de woning, met inbegrip van de toegang tot de bestaande terrassen en veranda's, wordt beperkt tot 3.919,76 EUR, exclusief BTW.

d) De tegemoetkoming kan opgesplitst worden.

15. KEUKENMEUBILAIR/BADKAMERMEUBILAIR/SANITAIRE INSTALLATIES

De hulpmiddelen worden niet toegekend voor een gebruik binnen de door het Agentschap erkende en gesubsidieerde diensten.

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat de aanvrager een rolstoel gebruikt of een deficiëntie vertoont, met als gevolg motorische stoornissen en/of moeilijkheden om een standaarduitrusting te gebruiken.

b) De tegemoetkoming betreft :

1° de vervanging en/of de aanpassing van keuken- en/of badkamermeubelen;

2° de aankoop en de plaatsing van voorzieningen waardoor de betrokken persoon weer autonoom kan leven.

c) Als het om een niet-overplaatsbare uitrusting gaat, moet de aanvrager de volgende stukken overleggen :

1° indien hij eigenaar of mede-eigenaar is, de eigendomsakte betreffende de uit te rusten woning;

2° als hij huurder is, een geregistreerd huurcontract alsook een schriftelijke verklaring van de eigenaar waarin hij instemt met de geplande inrichtingen. De huurperiode, die niet meer dan negen jaar mag lopen, wordt vastgesteld op één jaar vanaf de aanvraag tot tegemoetkoming, per tegemoetkomingsschijf van 526,08 EUR, exclusief BTW.

Als de woning een maatschappij voor sociale woningen toebehoort, moet het bewijs geleverd worden dat de huurder en de maatschappij van te voren overleg hebben gepleegd en dat ze een aanpassingsproject uitgewerkt hebben op grond van de specifieke behoeften van de huurder;

3° Indien voorzien is dat hij gehuisvest wordt bij zijn echtgenoot, bij zijn wettelijk samenwoner, bij de persoon waarmee hij een gezin vormt, bij een bloed- of aanverwante in de eerste of de tweede graad, eigenaar van de te aan te passen woning, een huurcontract waarmee de eigenaar van de woning zich ertoe verbindt de woning aan de gehandicapte persoon te verhuren in geval van breuk van het gemeenschappelijk leven, voor een periode berekend zoals in 2°;

4° als hij gehuisvest wordt bij een persoon bedoeld in 3° die huurder is, de stukken vermeld in 2 .

d) Als het om een niet-overplaatsbare uitrusting gaat, kan het Agentschap een tweede tegemoetkoming verlenen in geval van verhuizing gerechtvaardigd :

1° door de wil om de ouderlijke woning te verlaten en om een autonoom leven te gaan leiden;

2° om beroepsredenen, wanneer de afstand tussen de nieuwe werkplaats en de vroegere woning tot gevolg heeft dat de betrokken persoon meer dan 12 uren weg is van zijn woning.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

a) De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 1.912,69 EUR, exclusief BTW.

b) De tegemoetkoming kan opgesplitst worden.

16. ZITMEUBILAIR (ISO 18.09)

De hulpmiddelen worden niet toegekend voor een gebruik binnen de door het Agentschap erkende en gesubsidieerde diensten.

16.1. Speciale zetels (ISO 18.09.21)

16.1.1. Liftzetel

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) Het met redenen omkleed medisch advies van een specialist in de neurologie, reumatologie of orthopedische chirurgie specificeert dat betrokkene aan een spierzwakte lijdt met, als gevolg, ernstige bewegings- en grijpmoelijkheden en/of evenwichtsstoornissen.

b) De zetel wordt gebruikt voor de regelmatige uitoefening van een activiteit.

c) Een met redenen omkleed verslag van een gespecialiseerde dienst of onafhankelijke ergotherapeut specificeert de noodzaak van de liftzetel overeenkomstig de deficiëntie, het vermogen of onvermogen en de handicap van de aanvrager

Tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten van een liftzetel wordt beperkt tot :

16.1.1.1. Werkstoel met vijzel : 950,41 EUR, exclusief BTW.

16.1.1.2. Elektrische werkstoel : 2.194,21 EUR, exclusief BTW

16.2. Kussens en steunen (ISO 18.09.42)

Algemene tegemoetkomingsvoorwaarde

Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat de aanvrager een rolstoel gebruikt of een pathologie vertoont, met als gevolg een verhoogd risico op doorligwonden.

16.2.1. Fiber-, schuim-, gelkussens of met gel + andere stof

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde

De hernieuwingstermijn wordt op twee jaar vastgelegd.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 115,77 EUR, exclusief BTW.

16.2.2. Regelbare luchtkussens, of in composietgel

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde

Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen dat de keuze van het geschikt type kussen specificeert al naar gelang het gevaar voor doorligwonden.

De hernieuwingstermijn wordt op vier jaar vastgelegd.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 368,68 EUR, exclusief BTW

17. BEDDEN (ISO 18.12)

De hulpmiddelen worden niet toegekend voor een gebruik binnen de door het Agentschap erkende en gesubsidieerde diensten.

17.1. Verwijderbare bedden en bedveringen/matrassteun, elektrisch regelbaar (ISO 18.12.10)

Algemene tegemoetkomingsvoorwaarden

Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat betrokkene aan een spierzwakte lijdt met ernstige bewegings- moeilijkheden en/of evenwichtsstoornissen met, als gevolg, moeilijkheden om zijn bed in te stappen en te verlaten en/of van positie te veranderen.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 990,91 EUR, exclusief BTW.

17.1.1. Verwijdbare elektrische bedveringen opvouwbaar in maximum 4 delen

Algemene tegemoetkomingsvoorwaarden

Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat betrokkene aan een spierzwakte lijdt met, als gevolg, ernstige moeilijkheden om al naar gelang zijn behoeften in zijn bed van positie te veranderen.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 521,00 EUR, exclusief BTW.

17.2. Matrassen en matrasbeschermers (ISO 18.12.18)

Er wordt geen tegemoetkoming toegestaan voor bedzeiltjes.

Algemene tegemoetkomingsvoorwaarde

Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen dat de aanvrager een pathologie vertoont met als gevolg een gevaar voor doorligwonden.

17.2.1. Statische matrassen

Tegemoetkomingsvoorwaarden

Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen dat de noodzaak aan hulpmiddelen specificeert in het kader van het voorkomen van doorligwonden bij mensen die door hun deficiëntie niet in staat zijn om zich op eigen krachten te bewegen.

Tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 256,26 EUR, exclusief BTW.

17.3. Bedhekken en aan het bed te bevestigen bedgalgen (ISO 18.12.27)

17.3.1. Bedhekken

Tegemoetkomingsvoorwaarde

Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat de aanvrager aan een ernstige deficiëntie lijdt waardoor gevaar voor vallen ontstaat.

Tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 135,14 EUR per stuk, exclusief BTW met een maximum ten lasten neming van twee hekken.

17.3.2. Aan het bed te bevestigen bedgalgen

Tegemoetkomingsvoorwaarde

Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat de aanvrager aan een ernstige motorische stoornis lijdt.

Tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 113,29 EUR, exclusief BTW.

18. STEUNMATERIEEL (ISO 18.18)

De hulpmiddelen worden niet toegekend voor een gebruik binnen de door het Agentschap erkende en gesubsidieerde diensten.

18.1. Steunstang en -handvatten (ISO 18.18.06)**18.2. In de hoogte verstelbare steunstangen****Tegemoetkomingsvoorwaarde**

Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat de aanvrager aan een ernstige motorische stoornis lijdt.

Tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 587,51 EUR, exclusief BTW voor het geheel van de ISO 18.18.

19. VOORZIENINGEN VOOR DE OPENING EN DE SLUITING VAN DEUREN, VENSTERS EN GORDIJNEN (ISO 18.21)

De hulpmiddelen worden niet toegekend voor een gebruik binnen de door het Agentschap erkende en gesubsidieerde diensten.

19.1. Voorzieningen voor de opening en de sluiting van deuren (ISO 18.21.03)**19.1.1. Afstandsbediening voor de opening en de sluiting van de garagedeur****Tegemoetkomingsvoorwaarden**

a) Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat de aanvrager :

1° een rolstoel gebruikt;

2° een ernstige pathologie aan de wervelkolom of de onderste en/of bovenste ledematen vertoont;

3° of aan stoornissen lijdt als gevolg van een cardiopulmonale ziekte.

In dat geval :

Voor de mensen met motorische stoornissen ten gevolge van een cardiovasculaire pathologie moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap op basis van een medisch verslag opgesteld door een cardioloog, een advies uitbrengen waarmee het bestaan van ernstige functionele tekens van zeer gestoorde paraklinische onderzoeken en een beperkte autonomie wordt aangetoond.

Voor de mensen met motorische stoornissen ten gevolge van een cardiovasculaire pathologie moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap op basis van een medisch verslag opgesteld door een pneumoloog, een advies uitbrengen waarmee het bestaan van een zeer pathologische graad van dyspneu alsook van zeer gestoorde bloedgassen worden aangetoond.

b) De aanvrager is de bestuurder van het voertuig; als dat niet het geval is, is de garage voor hem de enige mogelijke toegang tot de woning.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot :

19.1.1.1. Bedieningssysteem voor een uitstekende deur : 667,03 EUR, exclusief BTW

19.1.1.2. Bedieningssysteem voor een niet-uitstekende deur : 999,24 EUR exclusief BTW

19.1.2. Afstandsbediening voor de opening en de sluiting van de deuren

Tegemoetkomingsvoorwaarde

Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat de aanvrager een rolstoel gebruikt of een pathologie vertoont, met als gevolg een ernstige spierzwakte.

Tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten van het systeem wordt beperkt tot 1.827,68 EUR, exclusief BTW.

20. VOORZIENINGEN OM ZICH VAN DE ENE VERDIEPING NAAR DE ANDERE TE BEGEVEN (ISO 18.30)

De hulpmiddelen worden niet toegekend voor een gebruik binnen de door het Agentschap erkende en gesubsidieerde diensten

De kost van de herinrichtingswerken van de woning veroorzaakt door de installatie van de voorzieningen om zich van de ene verdieping naar de andere te begeven is toe te schrijven aan punt 14 « Aanpassing van een bestaande woning » binnen de perken van de enveloppe voorzien in punt b) van de tegemoetkomingsmodaliteiten.

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat de aanvrager :

1° een rolstoel gebruikt;

2° motorisch gestoord is waardoor hij nooit meer gebruik kan maken van de trap zonder de hulp van derde of dat het gebruik ervan zijn fysische integriteit in het gedrang brengt.

In dat geval :

Voor de mensen met motorische stoornissen ten gevolge van een cardiovasculaire pathologie moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap op basis van een medisch verslag opgesteld door een cardioloog, een advies uitbrengen waarmee het bestaan van ernstige functionele tekens van zeer gestoorde paraklinische onderzoeken en een beperkte autonomie wordt aangetoond.

Voor de mensen met motorische stoornissen ten gevolge van een cardiovasculaire pathologie moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap op basis van een medisch verslag opgesteld door een pneumoloog, een advies uitbrengen waarmee het bestaan van een zeer pathologische graad van dyspneu alsook van zeer gestoorde bloedgassen worden aangetoond.

Het medisch advies specificeert eveneens dat de duur van de onbekwaamheid geschat wordt op meer dan één jaar, te rekenen van de aanvraagdatum.

b) De inrichting van de woning rechtvaardigt de installatie van zo'n voorziening.

Het apparaat mag alleen in een ééngezinshuis geplaatst worden.

c) De gehandicapte persoon of zijn wettelijke vertegenwoordiger legt de volgende stukken over :

1° indien hij eigenaar of mede-eigenaar is, de eigendomsakte van de aan te passen woning;

2° als hij huurder is, een geregistreerd huurcontract alsook een schriftelijke verklaring van de eigenaar waarin hij instemt met de geplande inrichtingen. De huurperiode, die niet meer dan negen jaar mag lopen, wordt vastgesteld op één jaar vanaf de inbezitneming van de woning per tegemoetkomingschijf van 526,08 EUR, exclusief BTW.

Als de woning een maatschappij voor sociale woningen toebehoort, moet het bewijs geleverd worden dat de huurder en de maatschappij van te voren overleg hebben gepleegd en dat ze een aanpassingsproject uitgewerkt hebben op grond van de specifieke behoeften van de huurder;

3° indien voorzien is dat de gehandicapte persoon gehuisvest wordt bij zijn echtgenoot, bij zijn wettelijk samenwoner, bij de persoon waarmee zij een gezin vormt, bij een bloed- of aanverwante in de eerste of de tweede graad, of bij een pleeggezin geselecteerd door een dienst voor gezinsplaatsing erkend door het Agentschap, eigenaar van de te aan te passen woning, een akte waarmee de eigenaar van de woning zich ertoe verbindt de woning aan de gehandicapte persoon te verhuren in geval van breuk van het gemeenschappelijk leven, voor een periode van één jaar vanaf de inbezitneming van de woning, per tegemoetkomingschijf van 526,08 EUR exclusief BTW, zonder negen jaar te overschrijden.

4° als de gehandicapte persoon gehuisvest wordt bij een persoon bedoeld in 3° die huurder is, de stukken vermeld in 2;

5° het plan van de woning vóór en na de aanpassing.

d) Het Agentschap kan een tweede tegemoetkoming verlenen in geval van verhuizing gerechtvaardigd :

1° door de wil om de ouderlijke woning te verlaten en een autonoom leven te gaan leiden;

2° om beroepsredenen, wanneer de afstand tussen de nieuwe werkplaats en de vroegere woning tot gevolg heeft dat de betrokken persoon meer dan twaalf uren weg is van zijn woning.

e) Voor de onderhoudskosten gebonden aan de gewone slijtage van de voorzieningen waarvoor het Agentschap is tussengekomen kan een tegemoetkoming worden verleend ten belope van een jaarlijks plafond gelijk aan 3 % van het bedrag van de gemaakte kosten.

Deze tegemoetkoming kan opgesplitst worden.

f) Voor de herstelkosten gebonden aan een beschadigde apparatuur kan een tegemoetkoming worden verleend ten belope van een plafond gelijk aan 30 % van het bedrag van de gemaakte kosten.

Deze tegemoetkoming kan opgesplitst worden.

20.2. Goederenlift en heftafels (ISO 18.30.06)

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarden

a) Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat de persoon onbekwaam is om zich van de rolstoel op een traplift met zetel over te plaatsen of het zou kunnen gezien de pathologie die hij vertoont.

b) Een met redenen omkleed verslag van een gespecialiseerde dienst of onafhankelijke ergotherapeut specificeert de noodzaak van de installatie van een goederenlift of een heftafel overeenkomstig de deficiëntie, het vermogen of onvermogen en de handicap van de aanvrager.

c) Voorafgaandelijk aan de installatie wordt een risicoanalyse uitgevoerd door een bevoegd en erkend orgaan om de aannemingsvoorwaarden vast te leggen.

d) Het toestel moet voldoen aan de Europese richtlijn van toepassing op dit soort installatie.

Daartoe moet het :

1° de "EG" certificatie dragen;

2° voorzien zijn van het door de fabrikant opgemaakte EG-conformiteitsattest.

c) Toestellen waarvan de verticale valhoogte meer dan drie meter bedraagt (alleen voor de toestellen bedoeld in punt 20.1.3.), worden onderworpen aan een controle van het type "EG" die door een erkend orgaan wordt uitgevoerd.

d) Een bevoegd verklaard en erkend controleorgaan moet aan de hand van een attest bewijzen dat het geplaatste toestel aan de aannemingsvoorwaarden bedoeld in b voldoet.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot :

20.1.1. X-vormige systemen voor kleine opheffingen : 3.668,72 EUR, exclusief BTW

20.1.2. Systemen voor opheffingen tot 3 m : 12.146,78 EUR, exclusief BTW

20.1.3. Systemen voor opheffingen boven de 3 m : 20.000,00 EUR, exclusief BTW

20.1.4. Bijkomende kosten in rechtstreeks verband met de installatie van een heftafel : 1.735,25 EUR exclusief BTW

22.3. Trapliften (ISO 18.30.09)

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarden

a) Het toestel moet voldoen aan de Europese richtlijn van toepassing op dit soort installatie.

Daartoe moet het :

1° de "EG" certificatie dragen;

2° voorzien zijn van het door de fabrikant opgemaakte EG-conformiteitsattest.

b) Een bevoegd verklaard en erkend controleorgaan moet aan de hand van een attest bewijzen dat het geplaatste toestel aan de vigerende normen voldoet.

20.2.1. Traplift met zetel

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot :

20.2.1.1. Traplift met zetel voor steektrap : 4.400,00 EUR, exclusief BTW

20.2.1.2. Traplift met zetel voor trap met één kromming : 6.500,00 EUR, exclusief BTW

20.2.1.3. Traplift met zetel voor trap met twee krommingen : 7.535,00 EUR, exclusief BTW

20.2.2. Traplift met platform voor rolstoelen

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde

a) Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat de persoon onbekwaam is om zich in een zetel voor traplift over te plaatsen of het zou kunnen worden.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt :

Traplift voor steektrap : 5.216,23 EUR, exclusief BTW.

20.2.3. Elektrificatie van de rail

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt : 793,26 EUR exclusief BTW.

22.4. Draagbare bruggen (ISO 18.30.15)

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde

Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat de aanvrager een rolstoel gebruikt.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot :

20.3.1. Schuifbare toegangsbruggen van 2 m : 533,62 EUR, exclusief BTW

20.3.2. Schuifbare toegangsbruggen van 3 m : 800,45 EUR, exclusief BTW

20.3.3. Schuifbare toegangsvloer van 2 m : 1.027,24 EUR, exclusief BTW

DIVERSE TECHNISCHE HULPMIDDELEN

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat betrokkene ernstige functionele beperkingen vertoont die te wijten zijn aan zijn deficiëntie en dat hij bepaalde activiteiten niet kan uitvoeren zonder de gevraagde technische hulp.

b) Het mag niet gaan om een in deze bijlage bedoelde dienstverstrekking waarvoor een tegemoetkomingsbedrag vastgelegd is.

c) De eenheidsprijs, of de prijstoeslag t.o.v. het basisproduct, is niet hoger dan 120,05 EUR, exclusief BTW.

Tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 120,05 EUR per technisch hulpmiddel, exclusief BTW.

COMMUNICATIE-, INFORMATIE- EN SIGNALERINGSMIDDELEN (ISO 21)

22. OPTISCHE HULPMIDDELEN (ISO 21)

Tegemoetkomingsvoorwaarde

Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat betrokkene een visuele deficiëntie vertoont waardoor hij niet zonder loop kan lezen.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap wordt beperkt tot :

22.1. Loepen met geïntegreerde verlichting (ISO 21.03.12) : 92,75 EUR, exclusief BTW.

22.2. Loep zonder verlichting (ISO 21.03.15) : 42,16 EUR, exclusief BTW.

23. ELEKTRO-OPTISCHE HULPMIDDELEN (ISO 21.06)

23.1. Videosystemen met beeldvergroting (ISO 21.06.03)

Algemene tegemoetkomingsvoorwaarden

a) De aanvrager legt het medisch rapport van een oogarts over waarin bevestigd wordt dat betrokkene, na optische correctie, aan het beste oog een gezichtsscherpte vertoont van twee tiende of minder, of een functionele balans, volgens een model door het Agentschap goedgekeurd, van een oogarts gespecialiseerd in revalidatie waaruit blijkt dat betrokkene een visuele deficiëntie vertoont waardoor hij niet zonder video loop kan lezen.

b) Het rapport van een door het Agentschap erkend centrum voor de evaluatie van de technische hulpmiddelen specificeert het aanbevolen type systeem op grond van de pathologie, het soort activiteiten, de gebruiksfrequentie en het resultaat van de met het aanbevolen materieel uitgevoerde proeven.

23.1.1. Videoloop met plaat en aangepast scherm en/of draagbare videoloop

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde

De aanvraag om tegemoetkoming in de kosten van dit materieel wordt gerechtvaardigd door het gebruik op school in het kleuteronderwijs, of in het lager, secundair of hoger onderwijs, of in het buitengewoon onderwijs dat niet aangepast is aan gehandicapten met gezichtsstoornissen, of op de plaats waar de beroepsactiviteit wordt uitgeoefend, of thuis voor de uitvoering van verschillende werken.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot :

23.1.1.1. Vast monochroom : 2.650,00 EUR, exclusief BTW.

23.1.1.2. Vast kleur : 3.600,00 EUR, exclusief BTW.

23.1.2.3. Draagbaar systeem zonder scherm monochroom model : 889,00 EUR, exclusief BTW.

23.1.2.4. Draagbaar systeem zonder scherm kleurenmodel : 1651,57 EUR, exclusief BTW.

23.1.2.5. Volledig draagbaar systeem : 3.774,00 EUR, exclusief BTW.

23.1.1.6. Vast of draagbaar systeem aan te sluiten op het tv-toestel : 3.128,00 EUR, exclusief BTW.

23.1.2. Video loop met dubbele camera

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde

De aanvraag om tegemoetkoming in de kosten van dit materieel wordt gerechtvaardigd door het gebruik op school : in het lager, secundair of hoger onderwijs, of in het buitengewoon onderwijs dat niet aangepast is aan gehandicapten met gezichtsstoornissen, of op de plaats waar de beroepsactiviteit wordt uitgeoefend wanneer de vergroting van informaties die zich op twee verschillende plaatsen bevinden, noodzakelijk is.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 7.200,00 EUR exclusief BTW.

23.1.3. Videoloop voor computers

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde

De aanvraag om tegemoetkoming in de kosten van dit materieel wordt gerechtvaardigd door het gebruik op school in het lager, secundair of hoger onderwijs, of in het buitengewoon onderwijs dat niet aangepast is aan gehandicapten met gezichtsstoornissen, of op de plaats waar de beroepsactiviteit wordt uitgeoefend, of thuis voor de uitvoering van verschillende werken.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 3.981,00 EUR, exclusief BTW.

23.1.4. Gemotoriseerde draaitafel voor videoloop

Specifieke tegemoetkomingsvoorwaarde

Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat :

1° dat de aanvrager motorisch gestoord is (bovenste ledematen, of hyperkinesie, of stoornissen ruimtcoördinatie of oog- en handcoördinatie) waardoor hij de draaitafel onmogelijk kan hanteren of verplaatsen,

2° of bevestigt dat het materieel onontbeerlijk is voor de volledige autonomie.

Specifieke tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 1.376,16 EUR, exclusief BTW.

23.2. Vergrotingssoftware (ISO 21.06.09)

Tegemoetkomingsvoorwaarde

De aanvrager legt het medisch rapport van een oogarts over waarin bevestigd wordt dat betrokkene, na optische correctie, aan het beste oog een gezichtsscherpte vertoont van twee tienden of minder, of een functionele balans, volgens een model door het Agentschap goedgekeurd, van een oogarts gespecialiseerd in revalidatie waaruit blijkt dat betrokkene een visuele deficiëntie vertoont waardoor hij niet zonder vergrotingssoftware kan lezen.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot :

23.2.1. Vergrotingssoftware : 560,00 EUR, exclusief BTW

23.2.2. Vergrotingssoftware met gesproken antwoord : 790,00 EUR, exclusief BTW.

24. INPUT- EN OUTPUTVOORZIENINGEN VOOR COMPUTERS, SCHRIJFMACHINES EN ELEKTRONISCHE UIRUSTINGEN (ISO 21.10)

24.1. Schermen (ISO 21.10.03)

24.1.1. Grote schermen

Tegemoetkomingsvoorwaarde

De aanvrager legt het medisch rapport van een oogarts over waarin bevestigd wordt dat betrokkene, na optische correctie, aan het beste oog een gezichtsscherpte vertoont van twee tienden of minder of een gezichtsveld van minder dan 20 graden, ofwel een functionele balans, volgens een model door het Agentschap goedgekeurd, van een oogarts gespecialiseerd in revalidatie waaruit blijkt dat betrokkene een visuele deficiëntie vertoont waardoor hij geen standaardscherm kan gebruiken.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot :

24.1.1.1. Schermen 19 duimen : 330,00 EUR, exclusief BTW.

23.2.2. Schermen 21 duimen : 630,00 EUR, exclusief BTW.

24.1.2. Tastscherm

24.1.2.1. Brailleleeslijn

Tegemoetkomingsvoorwaarde

a) De aanvrager legt het medisch rapport van een oogarts over waarin bevestigd wordt dat betrokkene, na optische correctie, aan het beste oog een gezichtsscherpte vertoont van twee tiende of minder, of een functionele balans, volgens een model door het Agentschap goedgekeurd, van een oogarts gespecialiseerd in revalidatie waaruit blijkt dat betrokkene een visuele deficiëntie vertoont waardoor hij geen optische of elektro-optische systemen voor laag gezichtsvermogen kan gebruiken.

b) Het rapport van een door het Agentschap erkend centrum voor de evaluatie van de technische hulpmiddelen specificeert het aanbevolen type systeem op grond van het soort uitgeoefende activiteiten, de gebruiksfrequentie en het resultaat van de uitgevoerde proeven.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot :

24.1.2.1.1. Leeslijn 40 letters : 6.600,00 EUR exclusief BTW.

24.1.2.1.2. Leeslijn 70 letters : 11.600,00 EUR exclusief BTW.

24.1.2.1.3. Leeslijn 80 letters : 11.887,00 EUR exclusief BTW.

24.2. Printers en schrijvers (ISO 21.09.06)

24.2.1. Gewone printers

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) De aanvrager legt het medisch rapport van een oogarts over waarin bevestigd wordt dat betrokkene, na optische correctie, aan het beste oog een gezichtsscherpte vertoont van twee tiende of minder waardoor met de hand schrijven heel moeilijk en zelfs onmogelijk wordt, ofwel een functionele balans, volgens een model door het Agentschap goedgekeurd, van een oogarts gespecialiseerd in revalidatie waaruit blijkt dat betrokkene een visuele deficiëntie vertoont waardoor hij niet zonder vergrotingssoftware kan lezen

b) ofwel, op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat betrokkene aan de bovenste ledematen een ernstige deficiëntie van het bewegingsapparaat of van de proprioceptieve sensibiliteit vertoont of motorisch gestoord is (coördinatiestoornissen, tremor, abnormale bewegingen, spasticiteit), waardoor met de hand schrijven heel moeilijk en zelfs onmogelijk wordt.

c) Er wordt geen tegemoetkoming verleend :

1° voor de aankoop van printers die gebruikt worden in het kader van beroepsactiviteiten bezoldigd of uitgevoerd binnen de VZW en gesubsidieerd door de overheid;

2° voor de aankoop van printers die in een school voor buitengewoon onderwijs gebruikt worden, behalve wanneer de aanvrager, wegens verschillende deficiënties, het type onderwijs niet volgt waarin voorzien wordt voor lichamelijk gehandicapte personen of personen met gezichtsstoornissen.

Tegemoetkomingsmodaliteit

b) De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot :

24.2.1.1. Gewone printers : 100,00 EUR exclusief BTW.

24.2.2. Brailleprinters

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) De aanvrager legt het medisch rapport van een oogarts over waarin bevestigd wordt dat betrokkene, na optische correctie, aan het beste oog een gezichtsscherpte vertoont van één tiende of minder of een gezichtsveld van minder dan 20 graden, ofwel een functionele balans, volgens een model door het Agentschap goedgekeurd, van een oogarts gespecialiseerd in revalidatie waaruit blijkt dat betrokkene een visuele deficiëntie vertoont waardoor hij geen standaardscherm kan gebruiken.

b) een rapport van een door het Agentschap erkend centrum voor de evaluatie van de technische hulpmiddelen specificeert het aanbevolen type printer op grond van het soort uitgeoefende activiteiten.

Tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 3.700,00 EUR, exclusief BTW.

24.3. Uitrustingen voor stemsynthese (ISO 21.10.09)

24.3.1. Synthesizer

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) De aanvrager legt het medisch rapport van een oogarts over waarin bevestigd wordt dat betrokkene, na optische correctie, aan het beste oog een gezichtsscherpte vertoont van twee tiende of minder, of een functionele balans, volgens een model door het Agentschap goedgekeurd, van een oogarts gespecialiseerd in revalidatie waaruit blijkt dat betrokkene een visuele deficiëntie vertoont waardoor een uitrusting voor stemsynthese noodzakelijk is

b) ofwel, op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat betrokkene aan een zware dysartrie of aan een ernstige afasie lijdt.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot :

24.3.1.1. Eentalige synthesizer Stemsynthese : 460,00 EUR, exclusief BTW

24.3.1.2. Meertalige synthesizer : 750,00 EUR, exclusief BTW.

24.3.2. Schermlezer

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) De aanvrager legt het medisch rapport van een oogarts over waarin bevestigd wordt dat betrokkene, na optische correctie, aan het beste oog een gezichtsscherpte vertoont van twee tienden of minder, of een functionele balans, volgens een model door het Agentschap goedgekeurd, van een oogarts gespecialiseerd in revalidatie waaruit blijkt dat betrokkene een visuele deficiëntie vertoont waardoor een uitrusting voor stemsynthese noodzakelijk is

b) ofwel, op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat betrokkene aan een zware dysartrie of aan een ernstige afasie lijdt.

c) Het rapport van een door het Agentschap erkend centrum voor de evaluatie van de technische hulpmiddelen specificeert het aanbevolen type printer op grond van het soort uitgeoefende activiteiten.

Tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot :

Schermlezers : 1.900,00 EUR, exclusief BTW.

COMPUTERS (ISO 21.12)

Algemene tegemoetkomingsvoorwaarden

a) De aanvrager legt het medisch rapport van een oogarts over waarin bevestigd wordt dat betrokkene, na optische correctie, aan het beste oog een gezichtsscherpte vertoont van twee tiende of minder, of een functionele balans, volgens een model door het Agentschap goedgekeurd, van een oogarts gespecialiseerd in revalidatie waaruit blijkt dat betrokkene een visuele deficiëntie vertoont waardoor het gebruik van een computer noodzakelijk is

b) ofwel, op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat betrokkene aan de bovenste ledematen een ernstige deficiëntie van het bewegingsapparaat of van de proprioceptieve sensibiliteit vertoont of motorisch gestoord is (coördinatiestoornissen, tremor, abnormale bewegingen, spasticiteit);

c) er wordt geen tegemoetkoming verleend :

1° voor de aankoop van computers die gebruikt worden in het kader van beroepsactiviteiten bezoldigd of uitgevoerd binnen de VZW en gesubsidieerd door de overheid.

2° voor de aankoop van computers die in een school voor buitengewoon onderwijs gebruikt worden, behalve wanneer de aanvrager, wegens verschillende deficiënties, het type onderwijs niet volgt waarin voorzien wordt voor lichamelijk gehandicapte personen of personen met gezichtsstoornissen.

25.1. Kantoorcomputers (ISO 21.12.03)

Tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 800,00 EUR exclusief

25.2. Draagbare computers (ISO 21.12.06)

Algemene tegemoetkomingsvoorwaarden

a) Behalve de naleving van de algemene tegemoetkomingsvoorwaarden, moet de aanvrager eveneens aantonen dat een draagbare computer noodzakelijk is om persoonlijke gebruiksredenen.

b) In het kader van het secundair onderwijs wordt de tegemoetkoming verleend vanaf de secundaire studies.

c) Het gebruik van een computer wordt aanbevolen door een door het Agentschap erkend centrum voor de evaluatie van de technische hulpmiddelen.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten beperkt tot :

25.2.1. Draagbare computers met scherm van maximum 15" : 1.323,00 EUR, exclusief BTW

25.2.2. Draagbare computer met scherm van meer dan 15" : 2.348,00 EUR, exclusief BTW

26. SCHRIJFMACHINES EN TEKSTVERWERKERS (ISO 21.15)

26.1. Brilleschrijfmachines (ISO 21.15.12)

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) De aanvrager legt het medisch rapport van een oogarts over waarin bevestigd wordt dat hij, na optische correctie, aan het beste oog een gezichtsscherpte van één tiende of minder vertoont of een gezichtsveld van minder dan 20 graden, waardoor met de hand schrijven onmogelijk wordt.

b) De aanvrager bewijst d.m.v. een attest van een erkende blindenvereniging of een inrichting van het buitengewoon onderwijs dat hij voldoende Braillevaardig is of aan het leren is.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 735,00 EUR, exclusief BTW en koffer inbegrepen.

27. HULPMIDDELEN OM TE TEKENEN EN TE SCHRIJVEN (ISO 21.24)

27.1. Draagbare elektronische voorzieningen om nota's te nemen voor de braille gebruikers (ISO 21.24.19)

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) De aanvrager legt het medisch rapport van een oogarts over waarin bevestigd wordt dat betrokkene, na optische correctie, aan het beste oog een gezichtsscherpte vertoont van één tiende of minder of een gezichtsveld van minder dan 20 graden, ofwel een functionele balans, volgens een model door het Agentschap goedgekeurd, van een oogarts gespecialiseerd in revalidatie waaruit blijkt dat betrokkene een visuele deficiëntie vertoont waardoor hij geen optische of elektro-optische hulpmiddelen kan gebruiken.

b) De aanvraag om tegemoetkoming in de kosten van dit materieel wordt gerechtvaardigd door het gebruik in het kader van het lager, secundair of hoger onderwijs, of in het buitengewoon onderwijs dat niet aangepast is aan gehandicapten met gezichtsstoornissen, of in een specifieke beroepsactiviteit waar men genoodzaakt is om regelmatig nota's te nemen op een andere plaats dan die waar de hoofdactiviteit uitgeoefend wordt.

c) Het rapport van een door het Agentschap erkend centrum voor de evaluatie van de technische hulpmiddelen specificeert het aanbevolen type elektronische voorziening op grond van het soort uitgeoefende activiteiten, de gebruiksfrequentie en het resultaat van de proeven.

Tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 9.672,06 EUR exclusief BTW.

28. TELEVISIE- EN RADIO-UITRUSTINGEN (ISO 21.33)

28.1. Decodeerapparaat voor ondertitelde televisieprogramma's (21.33.09)

Tegemoetkomingsvoorwaarde

De aanvrager legt het medisch rapport van een K.N.O.-arts over waarin wordt bevestigd dat hij aan het beste oor zonder apparatuur een gemiddeld gehoorverlies van 60 dB vertoont, berekend volgens de "I.P.A. » van FOURNIER.

Tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten van de prestatie wordt beperkt tot 123,95 EUR exclusief BTW.

29. TELEFOON EN TELEFOONHULPMIDDELEN (ISO 21.36)

De tegemoetkomingen betreffen geenszins de kosten van de netaansluiting en het eventueel toebehoren.

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) 1° Ofwel moet de aanvrager het medisch rapport van een K.N.O.-arts overleggen waarin wordt bevestigd dat hij aan het beste oor zonder apparatuur een gemiddeld gehoorverlies van 60 dB vertoont, berekend volgens de "I.P.A." van FOURNIER of een laryngectomie ondergaan heeft waardoor hij het spraakvermogen niet teruggevonden heeft;

2° ofwel op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat aanvrager aan ernstige afasie lijdt.

b) Het Agentschap verleent een tegemoetkoming voor de volgende dienstverstrekingen :

29.1. Mobiele telefonen met geïntegreerde telefax (GSM fax) (ISO 21.36.06)

29.2. Telefonen met geluidsversterkers en toebehoren (ISO 21.36.12) (standaardtoestellen met hogere versterking)

29.3. Telexen en telefaxapparaten (type fax) (ISO 21.36.13)

29.4. Geluidsversterkers voor telefoonhoorns (ISO 21.36.21)

29.5. Aansluitingsvoorzieningen voor telefoonhulpmiddelen (ISO 21.36.24) (modem voor de kabel aansluiting of voor een snelle verbinding)

c) Personen met gehoorstoornissen komen slechts in aanmerking voor één van de dienstverstrekingen bedoeld onder 29.1., 29.3. of 29.5. als ze niet bekwaam zijn om de telefoon te gebruiken, zelfs niet met een versterkte ontvangst en/of een aangepaste gehoorprothese.

d) De tegemoetkomingen hebben in geen geval betrekking op de prijs voor de aansluiting op het net, noch op eventuele toebehoren.

d) De hernieuwingstermijn wordt op vijf jaar vastgelegd.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

a) De tegemoetkoming van het Agentschap voor het geheel van de dienstverstrekingen wordt beperkt tot 619,73 EUR, exclusief BTW.

b) De in punt 29.1. bedoelde tegemoetkoming moet verminderd worden met de kosten van een standaard GSM toestel, namelijk 74,37 EUR inclusief BTW.

c) De in punt 29.2. bedoelde tegemoetkoming moet verminderd worden met de kosten van een standaardtelefoonstelsel, namelijk 44,35 EUR inclusief BTW.

30. SYSTEMEN VOOR GELUIDSTRANSMISSIE (ISO 21.39)

De hulpmiddelen worden niet toegekend voor een gebruik binnen de door het Agentschap erkende en gesubsidieerde diensten.

30.1. Ingangssintercoms en geluidsversterkers voor ingangssintercoms (ISO 21.39.18)

Tegemoetkomingsvoorwaarde

Op basis van het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat de aanvrager :

1° een rolstoel gebruikt;

2° een pathologie van de wervelkolom of van de onderste ledematen vertoont;

3° of bewegingsproblemen vertoont als gevolg van een cardiopulmonale ziekte.

Tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten van het systeem (installatie en eventueel aanvullend toestel inbegrepen) wordt beperkt tot 747,08 EUR, exclusief BTW.

30.2. SYSTEMEN VOOR RADIOFREQUENTIETRANSMISSIE (ISO 21.39.24)

30.2.1. Draadloze geluidszenders

Tegemoetkomingsvoorwaarde

a) De aanvrager legt het medisch rapport van een K.N.O.-arts over die onder een door het Agentschap erkend centrum ressorteert, en bevestigt dat het beste oor van de aanvrager een gemiddeld gehoorverlies van minimum 55 dB vertoont, berekend volgens de "I.P.A." van FOURNIER.

b) Voor de aanvrager tot 6 jaar moet de K.N.O.-arts die onder een door het Agentschap erkend centrum ressorteert een rapport overleggen waarin hij aangeeft of het kind zich al dan niet aan de apparatuur aanpast.

c) Het rapport van een door het Agentschap erkend centrum voor de evaluatie van de technische hulpmiddelen specificeert het gebruik van de draadloze geluidszender op grond van het soort uitgeoefende activiteiten, de gebruiksfrequentie en het resultaat van de proeven.

Tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 2.521,45 EUR exclusief BTW.

31. GEHOORHULPMIDDELEN (ISO - 21.45)

31.1. Tactiele gehoorhulpmiddelen (ISO - 21.45.15)

Er wordt geen tegemoetkoming voorzien voor kinderen van minder dan drie jaar.

Tegemoetkomingsvoorwaarden :

a) De aanvrager moet het medisch rapport van een specialist in de revalidatie voor gehandicapten met spraak- en gehoorstoornissen overleggen waarin wordt bevestigd dat het beste oor van de aanvrager een gemiddeld gehoorverlies van minstens 110 dB of meer vertoont (FLETCHER-gemiddelde) of een diepe gehoordeficiëntie van de IIIe groep volgens de indeling van het "Bureau International d'Audiophonologie".

Voor de kinderen tussen 3 en 6 jaar wordt het gehoorverlies van minstens 110 dba teruggebracht op 90 dba.

b) De aanvrager legt een aanvullend medisch rapport aan het Agentschap over na een proefperiode van het tactiele gehoorhulpmiddel van één maand.

c) De aanvrager moet bovendien een rapport van een specialist voor oorprothesen overleggen dat aantoont dat het conventionele prothetische apparaat de gehoordrempels niet op het niveau van de spraakwaarneming brengt.

d) De verslagen bedoeld in a) tot c) zijn niet van toepassing op kinderen die nog een andere zware deficiëntie vertonen (blindheid, mentale retardatie,...). In dergelijk geval moeten zij een met redenen omkleed medisch advies overleggen.

e) Het apparaat wordt gebruikt buiten het revalidatiecentrum.

Tegemoetkomingsmodaliteit :

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 1.077,92 EUR exclusief BTW.

32. SIGNALISERINGSHULPMIDDELEN EN SIGNALLEN (ISO 21.48)

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) De aanvrager moet een rapport van een K.N.O.-arts overleggen waarin wordt bevestigd dat het beste oor van de aanvrager zonder apparatuur een gemiddeld gehoorverlies van 60 dB vertoont, berekend volgens de "I.P.A." van FOURNIER.

b) het rapport van een door het Agentschap erkend centrum voor de evaluatie van de technische hulpmiddelen specificeert het aanbevolen type signaliseringshulpmiddelen en signalen op grond van het soort uitgeoefende activiteiten, de gebruiksfrequentie en het resultaat van de proeven.

c) De tegemoetkoming van het Agentschap is van toepassing op de volgende vaste en/of verlichte draagbare en/of vibrerende signaliseringssystemen :

32.1. Deursignalen en waarschuwingssystemen voor deursignalen (ISO 21.48.03)

(Zender)

32.2. Geluidssignalen (ISO 21.48.15) (elektronische bewaking van baby's)

32.3. Signalen (ISO 21.48.18)

32.4. Systemen om telefoonoproepen, bezette nummers, bellen te signaleren (ISO 21.36.15)

Tegemoetkomingsmodaliteit

a) De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 900,00 EUR, exclusief BTW.

33. DIVERSE TECHNISCHE HULPMIDDELEN

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) Op basis van gegevens van het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat aanvrager wegens functionele beperkingen te wijten aan zijn deficiëntie, sommige activiteiten niet kan uitvoeren zonder de gevraagde technische hulp.

b) Het mag niet gaan om een in deze bijlage bedoelde dienstverstreking waarvoor een tegemoetkomingsbedrag vastgelegd is.

c) De eenheidsprijs, of de prijs toeslag t.o.v. het basisproduct, mag niet hoger zijn dan 118,62 EUR, exclusief BTW.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 120,05 EUR per technisch hulpmiddel, exclusief BTW.

HULPMIDDELEN VOOR DE HANTERING VAN PRODUCTEN EN GOEDEREN (ISO 24)

34. DIVERSE TECHNISCHE HULPMIDDELEN

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) Op basis van gegevens van het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat aanvrager wegens functionele beperkingen te wijten aan zijn deficiëntie, sommige activiteiten niet kan uitvoeren zonder de gevraagde technische hulp.

b) Het mag niet gaan om een in deze bijlage bedoelde dienstverstreking waarvoor een tegemoetkomingsbedrag vastgelegd is.

c) De eenheidsprijs, of de prijs toeslag t.o.v. het basisproduct, mag niet hoger zijn dan 120,05 EUR, exclusief BTW.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 120,05 EUR per technisch hulpmiddel, exclusief BTW.

35. INPUTVOORZIENINGEN VOOR COMPUTERS EN ELEKTRONISCHE UITRUSTINGEN (ISO 24.10)

35.1. Toetsenborden (ISO 24.10.03) en bedieningsystemen

35.1. Standaardinputvoorzieningen

Tegemoetkomingsvoorwaarden

Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat betrokkene aan de bovenste ledematen een ernstige deficiëntie van het bewegingsapparaat of van de proprioceptieve sensibiliteit vertoont of motorisch gestoord is (coördinatiestoornissen, tremor, abnormale bewegingen, spasticiteit), waardoor de toegang tot de computer heel moeilijk en zelfs onmogelijk wordt.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 250,00 EUR, exclusief BTW.

35.1.2. Aangepaste inputvoorzieningen :

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat betrokkene aan de bovenste ledematen een ernstige deficiëntie van het bewegingsapparaat of van de proprioceptieve sensibiliteit vertoont of motorisch gestoord is (coördinatiestoornissen, tremor, abnormale bewegingen, spasticiteit), waardoor de toegang tot de computer heel moeilijk en zelfs onmogelijk wordt.

b) het rapport van een door het Agentschap erkend centrum voor de evaluatie van de technische hulpmiddelen specificeert het aanbevolen type aangepaste input voorzieningen op grond van het soort uitgeoefende activiteiten, de gebruiksfrequentie en het resultaat van de proeven.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 2.500,00 EUR, exclusief BTW.

35.2. Andere inputvoorzieningen (ISO 24.10.12)

35.2.1. Scanners

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) Ofwel legt de aanvrager het medisch rapport van een oogarts over waarin bevestigd wordt dat hij, na optische correctie, aan het beste oog een gezichtsscherpte van één tiende of minder vertoont of een gezichtsveld van minder dan 20 graden.

Ofwel, op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat :

1° ofwel vertoont betrokkene aan de bovenste ledematen een ernstige deficiëntie van het bewegingsapparaat of van de proprioceptieve sensibiliteit of is hij motorisch gestoord (coördinatiestoornissen, tremor, abnormale bewegingen, spasticiteit),

2° ofwel vertoont betrokkene ernstige communicatie- en spraakstoornissen.

b) De aanvraag om tegemoetkoming in de kosten van dit materieel wordt gerechtvaardigd in het kader van het lager, secundair of hoger onderwijs, of in het buitengewoon onderwijs dat niet aangepast is aan gehandicapten met fysieke of gezichtsstoornissen, of op de plaats waar een beroepsactiviteit met buretica kennis wordt uitgeoefend, of thuis voor de uitvoering van verschillende werken.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot :

35.2.1.1. Scanners : 164,00 EUR, exclusief BTW

35.2.1.2. Software om lettertypes te erkennen : 143,42 EUR exclusief BTW

35.2.2. Overige

35.2.2.1. Bediening met hoofdbewegingen :

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat betrokkene aan de bovenste ledematen een ernstige deficiëntie van het bewegingsapparaat of van de proprioceptieve sensibiliteit vertoont of motorisch gestoord is (coördinatiestoornissen, tremor, abnormale bewegingen, spasticiteit), waardoor het gebruik van een standaard toetsenbord heel moeilijk en zelfs onmogelijk wordt.

b) het rapport van een door het Agentschap erkend centrum voor de evaluatie van de technische hulpmiddelen specificeert het aanbevolen type bediening per hoofdbewegingen op grond van het soort uitgeoefende activiteiten, de gebruiksfrequentie en het resultaat van de proeven.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 3.161,00 EUR, exclusief BTW.

35.2.2.2. Software met stemherkenning

a) Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat betrokkene aan de bovenste ledematen een ernstige deficiëntie van het bewegingsapparaat of van de proprioceptieve sensibiliteit vertoont of motorisch gestoord is (coördinatiestoornissen, tremor, abnormale bewegingen, spasticiteit), waardoor het gebruik van een standaard toetsenbord heel moeilijk en zelfs onmogelijk wordt.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 193,36 EUR, exclusief BTW.

35.2.2.3. Tactiele schermen

a) Op basis van gegevens in het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat betrokkene aan de bovenste ledematen een ernstige deficiëntie van het bewegingsapparaat of van de proprioceptieve sensibiliteit vertoont of motorisch gestoord is (coördinatiestoornissen, tremor, abnormale bewegingen, spasticiteit), waardoor het gebruik van een standaard toetsenbord heel moeilijk en zelfs onmogelijk wordt.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 690,00 EUR, exclusief BTW.

35.3. Wijzigingen van de inputvoorzieningen (ISO 24.10.18)

35.3.1. Brailledecoders

Tegemoetkomingsvoorwaarde

De aanvrager legt het medisch rapport van een oogarts over waarin bevestigd wordt dat hij, na optische correctie, aan het beste oog een gezichtsscherpte van één tiende of minder vertoont of een gezichtsveld van minder dan 20 graden.

Tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 1.201,76 EUR, exclusief BTW.

HULPMIDDELEN EN UITRUSTING VOOR DE VERBETERING VAN DE OMGEVING,
DE WERKTUIGEN EN DE MACHINES (ISO 27)

36. DIVERSE TECHNISCHE HULPMIDDELEN

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) Op basis van gegevens van het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat aanvrager wegens functionele beperkingen te wijten aan zijn deficiëntie, sommige activiteiten niet kan uitvoeren zonder de gevraagde technische hulp.

b) Het mag niet gaan om een in deze bijlage bedoelde dienstverstreking waarvoor een tegemoetkomingsbedrag vastgesteld is.

c) De eenheidsprijs, of de prijstoeslag t.o.v. het basisproduct, mag niet hoger zijn dan 120,05 EUR, exclusief BTW. Tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 120,05 EUR per technisch hulpmiddel, exclusief BTW.

DIENTVERSTREKKINGEN

37. AANVULLENDE RIJLESSEN

37.1. Aanvullende rijlessen om een aangepast voertuig te besturen

Onder aangepast voertuig wordt verstaan een voertuig waarvan de aanpassingen erkend zijn overeenkomstig de reglementaire beschikkingen terzake.

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) Op basis van gegevens van het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat hij aanvullende rijlessen moet kunnen volgen.

b) De aanvrager moet door de CARA opgemaakt attest overleggen waaruit blijkt dat de aanvrager wegens de aanpassing van zijn voertuig en zijn handicap, aanvullende rijlessen moet kunnen volgen. Het attest moet het aantal uren vastleggen.

c) Het aantal lessen wordt beperkt tot 10 uren of 15 uren in geval van meervoudige psychomotorische retardatie. Tegemoetkomingsmodaliteiten

a) Het bedrag wordt beperkt tot 37,35 EUR per lesuur, exclusief BTW.

b) De tegemoetkoming mag niet opgesplitst worden.

37.2. Aanvullende rijlessen om een niet-aangepast voertuig te besturen

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) Op basis van gegevens van het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat de aanvrager voldoet aan de eisen die de wetgeving oplegt voor het verkrijgen van het rijbewijs en dat hij de volgende deficiënties vertoont :

1° minstens één deficiëntie van het bewegingsapparaat, wat het aanleren van het besturen vertraagt;

2° of een geestelijke deficiëntie als gevolg van een lichte mentale retardatie of een ernstige verslechtering van sommige functies (geheugen, oplettendheid, gezond verstand, tijdruimtelijke oriëntatie), wat het aanleren van het besturen vertraagt.

b) Ofwel moet de aanvrager een rapport van een K.N.O.-arts overleggen waarin wordt bevestigd dat het beste oor van de aanvrager zonder apparatuur een gemiddeld gehoorverlies van 60 dB vertoont, berekend volgens de "I.P.A." van FOURNIER.

c) Het aantal lessen wordt beperkt tot :

1° 10 uren voor personen die een deficiëntie van het bewegings- of gehoorapparaat vertonen;

2° 15 uren voor personen die een geestelijke deficiëntie vertonen.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

a) Het bedrag wordt beperkt tot 37,35 EUR per lesuur, exclusief BTW.

b) De tegemoetkoming mag niet opgesplitst worden.

37.3. Aanvullende theorie lessen voor het verkrijgen van een rijbewijs

Tegemoetkomingsvoorwaarde

De aanvrager moet een rapport van een K.N.O.-arts overleggen waarin wordt bevestigd dat het beste oor van de aanvrager zonder apparatuur een gemiddeld gehoorverlies van 60 dB vertoont, berekend volgens de "I.P.A." van FOURNIER.

Tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot 82 EUR, exclusief BTW.

37.4. Kosten in verband met de technische controle voor de aangepaste voertuigen

Tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap in de kosten wordt beperkt tot :

1° 30,24 EUR, exclusief BTW, als er geen dieselveuilingstest is.

2° 35,94 EUR, exclusief BTW, als er een dieselveuilingstest is.

38. AANLEREN VAN ORIENTATIE EN MOBILITEITSTECHNIEKEN

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) De aanvrager moet het medisch rapport van een oogarts overleggen waaruit blijkt dat hij, na optische correctie, aan ieder oog hetzij een scherpte van één tiende of minder vertoont, hetzij een gezichtsveld kleiner dan 20°, of dat hij aan hemeralopie lijdt.

b) De opleiding wordt gegeven door één van de volgende organen : De Braille-Liga, "Les Amis des Aveugles" en de "I.R.S.A." .

Het orgaan bedoeld onder b) moet een uitvoerig programma aan het Agentschap overleggen waarin de inhoud en de duur van de opleiding vermeld staan.

c) Het aantal uren voor de opleiding wordt beperkt tot :

1° 100 uren over maximum negen maanden voor volwassenen;

2° 200 uren voor jongeren tot achttien jaar.

Tegemoetkomingsmodaliteit

De tegemoetkoming van het Agentschap wordt beperkt tot 25,00 EUR per lesuur, reiskosten inbegrepen.

39. AANVULLENDE OPLEIDING OM DE TECHNIEKEN BETREFFENDE VERPLAATSINGEN MET EEN GELEIDEHOND AAN TE LEREN

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) Personen die een tegemoetkoming van het Agentschap in de aankoopkosten van een geleidehond genoten hebben, komen in aanmerking voor een tegemoetkoming in de kosten van een aanvullende opleiding in geval van belangrijke en duurzame verandering van de verplaatsingsgewoonten (minimum zes maanden).

b) Die aanvullende opleiding wordt gegeven door één van de in punt 10.2.b. bedoelde organen, die de noodzaak ervan zal rechtvaardigen en na afloop van de opleiding een rapport zal overleggen.

c) Deze tegemoetkoming is hernieuwbaar onder dezelfde voorwaarden als nieuwe omstandigheden het eisen.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

De tegemoetkoming voor een aanvullende opleiding wordt beperkt tot 25,00 EUR per lesuur (reiskosten inbegrepen) en voor maximum twintig uren.

40. PEDAGOGISCHE BEGELEIDING

Tegemoetkomingsvoorwaarden

a) De pedagogische begeleiding is bestemd voor gehandicapte personen die :

1° universitaire studies of niet-universitaire hogere studies volgen die erkend zijn door de Franse Gemeenschap,

2° of een opleiding voor volwassenen die erkend of gesubsidieerd wordt door een openbare overheid en georganiseerd op het grondgebied ofwel van het Waalse Gewest ofwel van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

b) De pedagogische begeleiding beoogt de begeleiding van de student in termen van mondelinge uitleg, herhaling van de informatie, pedagogisch toezicht of vertaling in gebarentaal en dit, om de aan de handicap te wijten begripsproblemen te ondervangen;

c) 1° De aanvrager legt een medisch rapport over :

1.1. hetzij van een oogarts waarin bevestigd wordt dat de gezichtsscherpte, na correctie, aan het beste oog gelijk is aan of kleiner is dan drie tiende of dat het gezichtsveld tot minstens 20° beperkt is, ofwel een functionele balans, volgens een model door het Agentschap goedgekeurd, van een oogarts gespecialiseerd in revalidatie waaruit blijkt dat betrokkene een visuele deficiëntie vertoont waardoor hij een pedagogische begeleiding nodig heeft.

1.2. hetzij van een K.N.O.-arts waarin bevestigd wordt dat het gemiddelde gehoorverlies minimum 60 dB bereikt zonder apparatuur, op grond hetzij van de "I.P.A." van FOURNIER, hetzij van de "B.O.B.I." (frequentie van 500, 1 000 en 2 000 Hertz)

2° op basis van gegevens van het medisch dossier of van de aangevraagde verslagen moet de geneesheer van het bevoegd gewestelijk bureau van het Agentschap een advies uitbrengen waaruit blijkt dat de aanvrager een hersenletsel of een centraal neurologisch letsel vertoont met eventueel een motorisch handicap van de bovenste ledematen waardoor belangrijke moeilijkheden onvoldoende gecompenseerd worden door de technische hulpmiddelen.

d) Het Agentschap moet over een schoolattest beschikken dat behaald werd in een onderwijstype erkend door de Franse Gemeenschap.

e) De begeleiding wordt gegeven binnen één van de door het beheerscomité van het Agentschap erkende structuur of binnen één van de door het College van de Franstalige Gemeenschapscommissie erkende dienst.

f) De begeleider bewijst dat hij bevoegd is voor de vakken die de aanvrager moet volgen.

Anderzijds verklaart hij op erewoord dat hij geen andere bezoldiging geniet voor de begeleidingsuren.

Als de begeleiding een vertaling in gebarentaal betreft, moet de begeleider deze bevoegdheid tenminste kunnen bewijzen.

g) De erkende structuur dient bij het Agentschap een begeleidingsproject ten gunste van de aanvrager in;

h) Aan het einde van elk academisch jaar of van de cyclus voor korte opleidingen wordt door de erkende structuur een evaluatieverslag overgemaakt aan het Agentschap.

Tegemoetkomingsmodaliteiten

a) De beslissing van het Agentschap wordt genomen voor de duur van de opleidingscyclus. Als de aanvrager niet slaagt, in geval van heroriëntering of evolutie van de handicap, stelt de aanvrager het Agentschap daarvan in kennis zodat het opnieuw kan beslissen op grond van de ingewonnen inlichtingen.

b) De tegemoetkoming van het Agentschap wordt beperkt tot 25,00 EUR/begeleidingsuur en tot maximum 450 uren per academisch jaar of per opleidingsjaar voor gehandicapten met gezichtsstoornissen, tot 600 uren voor gehandicapten met gehoorstoornissen en tot 300 uren voor motorische gehandicapten.

Voor een opleidingscyclus van minder dan één jaar wordt het maximum aantal uren beperkt tot 15 per week voor gehandicapten met gezichtsstoornissen, tot 20 per week voor gehandicapten met gehoorstoornissen en tot 10 per week voor motorische gehandicapten zonder evenwel de toegestane maxima bedoeld in punt b) te overschrijden.

De dienstverstrekkingen voor de coördinatie tussen de verschillende interveniënten en de opleiding van de begeleiders van gehandicapte studenten worden ingerekend in het vastgestelde aantal uren.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 februari 2004 tot bepaling van de tegemoetkomingsvoorwaarden en -modaliteiten inzake de materiële hulp verleend voor de integratie van gehandicapte personen.

Namen, 4 februari 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE